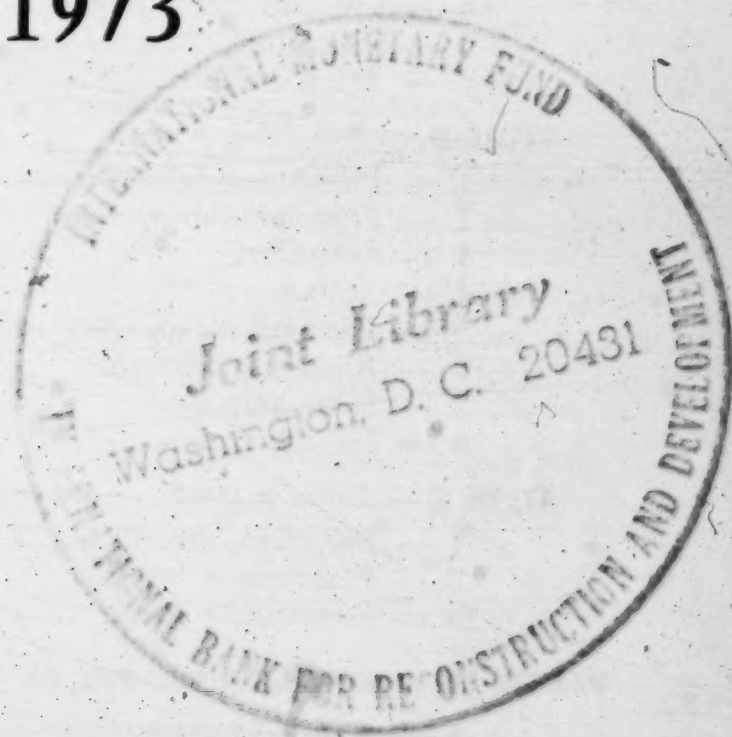


Algeria, Ministère de l'Agriculture et de la réforme agraire.

PLAN QUADRIENNAL

1970 - 1973



RAPPORT

SUR LE SECTEUR

AGRICOLE

111173

PUBLICATIONS DISPONIBLES

REVUE STATISTIQUE AGRICOLE

N° 1 Mai	1966	Situation actuelle de l'Agriculture Algérienne. Evolution de 1955 à 1964	86 p.
N° 2 Janvier	1967	Structure des Exploitations Agricoles autogérées	403 p.
N° 3 Mai	1967	Le Commerce Extérieur Agricole de l'Algérie - Tome I : Echanges par pays	186 p.
N° 4 Novembre	1967	Le Commerce Extérieur Agricole de l'Algérie - Tome II : Echange par produits	200 p.
N° 5 Juin	1968	Structure des Exploitations Agricoles privées	142 p.
N° 6 Octobre	1968	Matériel Agricole du Secteur Autogère	160 p.
N° 7 Décembre	1968	Situation de l'Agriculture Algérienne en 1967	260 p.
N° 8 Août	1969	Le Commerce Extérieur Agricole de l'Algérie : I : Ech. par pays - 1966-1967	198 p.
N° 9 Décembre	1969	Situation de la Viticulture Algérienne : Enquête 1967-1968	152 p.
N° 10 Mai	1970	Le Commerce Extérieur Agricole de l'Algérie : 2 : Ech. p. Produits 1966-1967	182 p.

SERIE SUPERFICIES ET PRODUCTIONS (STATISTIQUES COURANTES) disponibles pour 1964-1965-1966-1967-1968

Série A : Renseignements concernant la campagne Agricole de Printemps

- Ensemencements en Céréales d'hiver - Palmiers, Dattiers
- Oliviers, olives et huiles - Pommes de terre d'hiver (primeurs) - Artichauts
- Agrumes

Série B : Renseignements concernant la campagne Agricole d'Automne

- Répartition des terres. - Céréales d'été et d'hiver - Légumes secs
- Fourrages artificiels - Cultures industrielles - Cultures maraichères
- Fourrages naturels - Cultures fruitières - Plantations d'arbres fruitiers
- Pommes de terre de printemps et d'été - Terres au repos et labours
- Vignes à vins et à raisin de table - Cultures irriguées - Figuiers
- Animaux d'élevage

SERIE ETUDES

N° 1 Mai	1966	Enquête pilote sur le rendement des céréales (épuisé)
N° 2 Janvier	1967	Inventaire des domaines expérimentaux de la Recherche Agronomique (épuisé)
N° 3 Octobre	1968	Production et commercialisation des céréales d'hiver (1967-1968)
N° 4 Décembre	1968	Enquête sur les parcelles viticoles
N° 5 Février	1969	Matériel Agricole des C.C.R.A.
N° 6 Février	1969	Population et emploi dans l'Agriculture (épuisé)
N° 7 Avril	1970	Emploi dans le Secteur Autogéré Agricole (Campagne 1967-1968)

SERIE PRIX ET COMMERCIALISATION

= Présentation mensuelle des quantités commercialisées et des prix enregistrés sur le marché intérieur auprès des Organismes stockeurs, Abattoirs, Halles et Coopératives d'Écoulement pour les produits suivants : - Céréales

- Viandes

- Fruits et légumes : Présentation

- par département

- par zone économique

= Suppléments récapitulatifs annuels par groupes de produits : publication en fin de campagnes dans les numéros mensuels

705.
338.1
Al3pl
1970/1973

SOMMAIRE

PLAN QUADRIENNAL (1970-1973)

RAPPORT SUR LE SECTEUR AGRICOLE

Préface	3
PARTIE I — BUTS ET VOIES DU DEVELOPPEMENT	5-12
1 — Situation actuelle et son amélioration	5
2 — Réorganisation du secteur agricole	7
3 — Action sur le milieu et sur les hommes	9
4 — Réorientation et augmentation des productions	11
PARTIE II — OBJECTIFS ET MOYENS SECTORIELS	13-90
TITRE A — Production Végétale	14-61
1 — Céréales et Légumes secs	15
2 — Cultures maraîchères	26
3 — Cultures industrielles	32
4 — Cultures fourragères	43
5 — Viticulture	48
6 — Arboriculture	53
TITRE B — Production Animale	62-81
1 — Production laitière	64
2 — Production de viande	69
3 — Aviculture	73
4 — Apiculture	75
5 — Pastoralisme	76
6 — Aliments composés	78
7 — Santé animale	79
8 — Elevage équin	81
TITRE C — Forêts et D.R.S.	82-90
1 — Situation actuelle	83
2 — Programme forestier	84
3 — Rénovation rurale	89
PARTIE III — MOYENS A METTRE EN ŒUVRE	91-108
1 — Approvisionnements	92
1 — Engrais	92
2 — Produits phytosanitaires	94
3 — Matériel agricole	95
2 — Hydraulique agricole	100
3 — Incidences financières	104
4 — Besoins en Cadres	106
PARTIE IV — RESULTATS ATTENDUS	109-118
1 — Création d'emplois	110
2 — Résultats chiffrés	113
1 — Evolution des superficies	113
2 — Evolution du cheptel	114
3 — Evolution des productions et des rendements	115
4 — Accroissement de la consommation	116
5 — Evolution du Commerce Extérieur	118

PREFACE

Ce rapport explicite et précise pour le secteur agricole les objectifs généraux fixés par le Plan Quadriennal.

Les orientations et les prévisions qu'il contient sont le fruit d'un travail collectif auquel ont participé les services centraux et extérieurs du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire, ainsi que des représentants des producteurs à l'échelon local.

Le programme ainsi établi prévoit, au terme de la période quadriennale, une amélioration sensible de la situation actuelle due à la réorientation des productions et à l'accroissement généralisé des rendements. En plus de l'obtention de ces objectifs, une attention très particulière est accordée pendant la durée du Plan à la mise en place de réalisations qui constituent, à long terme, la base du développement agricole.

Tel est le cas, entre autres, du programme de plantation — tant arboricole que forestier — ou du programme de formation des cadres, dont les effets sur le secteur agricole n'apparaîtront pleinement qu'au-delà de la période quadriennale.

Il en va de même des mesures à long terme contenues notamment dans la Révolution Agraire et destinées à faire disparaître progressivement la dualité du monde rural partagé en un secteur évolué et un secteur traditionnel en vue de réaliser une seule agriculture moderne intégrée étroitement à l'activité des autres branches de l'économie nationale.

Notre préoccupation essentielle, dans la phase d'élaboration de ce programme comme dans celle de son exécution, est la recherche et la mise en place de formules propres à améliorer les conditions de vie des populations rurales.

Ce programme a, par ailleurs, l'avantage d'être suffisamment souple pour laisser une certaine liberté et une part d'initiative dans le choix des méthodes favorisant sa réalisation et sa réussite.

Le Ministre de l'Agriculture
et de la Réforme Agraire,
TAYEBI MOHAMED BELHADI

PRINCIPAUX SIGNES CONVENTIONNELS

DA	= dinar algérien
DA/q	= dinars algériens par quintal
DA/kg	= dinars algériens par kilogramme
ha	= hectare
hl	= hectolitre
hl/ha	= hectolitres par hectare
h.	= habitant
hab.	= habitant
l	= litre
M	= million
M.A.D.	= matière azotée digestible
Nbre	= nombre
P.M.	= pied-mère
Prod.	= production
q	= quintal
q/ha	= quintaux par hectare
Rdt	= rendement
R.C.	= raisin de cuve
R.S.	= raisin sec
R.T.	= raisin de table
S.P.	= secteur privé
S.S.	= secteur socialiste
Sup.	= superficie
t	= tonne
u	= unité
U.F.	= unité fourragère
U.Z.B.	= unité zootechnique bovine
U.Z.O.	= unité zootechnique ovine

PARTIE I

BUTS ET VOIES DU DEVELOPPEMENT

Avant de présenter

- les objectifs de production par branche (2° partie)
- les moyens à mettre en œuvre (3° partie)
- les résultats attendus (4° partie)

il importe de réfléchir sur les buts et les voies du développement en examinant successivement :

- 1 - La situation actuelle de l'agriculture et son amélioration.
- 2 - La réorganisation du secteur agricole.
- 3 - Les actions à mener sur le milieu et sur les hommes.
- 4 - La réorganisation et l'augmentation des productions.

I SITUATION ACTUELLE ET SON AMELIORATION

II - SITUATION ACTUELLE

Très schématiquement l'agriculture qui constitue le secteur le plus important de l'économie nationale se caractérise par :

- Une certaine faiblesse dans l'organisation d'ensemble des secteurs agricoles et para-agricoles. Ce manque d'organisation ne facilite pas la production, la commercialisation, la vulgarisation, le contrôle ; il constitue un frein au développement futur de l'agriculture.

Les changements successifs apportés aux structures commerciales, les retards dans les approvisionnements, l'existence d'un secteur privé non organisé comportant le plus grand nombre d'agriculteurs, les difficultés rencontrées par la vulgarisation constituent quelques exemples de ce phénomène.

- *Une sous-utilisation et une dégradation des ressources naturelles* : De grandes superficies ne sont pas mises en valeur : Les terres en jachères représentent plus de 40 % de la surface agricole utile, de vastes zones à vocation forestière demeurent en friche ou à l'état de maquis ; les ressources hydrauliques sont souvent mal utilisées.

De plus, sous la double influence de la pluie qui ravine les sols en pente et du vent qui érode le sol des zones sèches, la couche de terre arable a tendance à disparaître. L'action humaine par des rotations culturales défectueuses ou le maintien d'un troupeau trop dense accentue cette dégradation des sols et des forêts.

- *Une sous-utilisation des ressources humaines*. Alors que le secteur agricole fait vivre 7.700.000 individus (soit 58 % de la population), le nombre d'hommes inactifs en âge de travailler s'élève à 300.000. Ce chômage dissimule un chômage temporaire encore plus grave : chaque ouvrier n'est employé en moyenne que 115 jours par an au lieu de 225 jours considérés comme normal.

De plus, les travailleurs de l'agriculture sont souvent peu ou mal formés.

- *Une structure de production peu conforme aux intérêts nationaux*. L'inadaptation de la structure de production entraîne trois séries de déséquilibres :

- un déficit dans la plupart des productions à forte valeur nutritive (céréales, produits animaux).
- un surplus dans les productions à faible valeur nutritive (vin, agrumes...) destinées principalement à l'exportation.
- une faiblesse des cultures industrielles (betterave sucrière, oléagineux...)

Par ailleurs, la faiblesse de production se traduit par des coûts élevés entraînant parfois des pertes à l'exportation : Les produits se vendant à des cours inférieurs aux prix de revient. La faiblesse de cette production est liée d'ailleurs à de nombreuses causes : sous-emploi de la main-d'œuvre, manque de cadres et de personnel qualifiés, plans de cultures mal établis, mauvaise utilisation d'un matériel trop vieux, retard dans les approvisionnements, insuffisance des relations culture-élevage, etc...

Le diagnostic ainsi présenté paraît assez négatif, en fait le Plan doit permettre, par une série d'actions, de redresser la situation actuelle et de l'orienter vers le développement. Dans ces conditions il est naturel que le Plan s'assigne en premier lieu comme objectif de supprimer les points faibles énumérés ci-dessus.

12 - AMELIORATION DE LA SITUATION ACTUELLE

Mieux organiser le secteur agricole, augmenter les capacités physiques de production, accroître l'emploi, satisfaire en priorité les besoins du pays, améliorer la productivité constituent les cinq grandes orientations de la politique agricole auxquelles il convient d'ajouter la recherche d'une meilleure répartition de l'effort et des résultats entre les régions.

C'est à partir de ces orientations que sont définis, ci-après, pour 1973 et 1980 des objectifs de production, d'équipement, d'emploi..., tous chiffrés dans la mesure du possible.

Durant la période quadriennale du Plan, le plus important sera de jeter les bases du développement. En quatre ans, en effet, il n'est pas possible de transformer entièrement l'économie agricole du Pays, il est possible cependant durant cette période d'améliorer un certain nombre de conditions qui sont des préalables au développement : c'est pourquoi l'effort durant le quadriennal portera en priorité sur la mise en place des réalisations qui provoqueront à moyen terme et plus encore à long terme un accroissement de la production et du revenu et qui engageront l'agriculture dans un processus irréversible de redressement et de croissance.

Il importe également de rappeler que, si la rentabilité des actions doit en général être assurée à court terme pour ne pas trop alourdir les charges supportées par l'économie, il doit être également tenu compte des effets diffus ou différés à plus long terme. C'est le cas par exemple des équipements hydrauliques, des travaux de D.R.S. ou de Rénovation Rurale, des aménagements fonciers ou forestiers, des plantations. De telles opérations, présentées ci-après, ont toutes une rentabilité immédiate faible, néanmoins leurs effets se feront sentir à long terme sur le milieu physique et sur les hommes, permettant une mise en valeur de régions souvent défavorisées.

2 - REORGANISATION DU SECTEUR AGRICOLE

21 - DECENTRALISATION CONTROLEE

L'organisation de l'agriculture a connu une certaine évolution au cours de ces dernières années. L'accent est mis de plus en plus sur l'attribution de responsabilités importantes aux différents agents de production (Domaines, Coopératives notamment) et aux agents de commercialisation (Offices), tout en maintenant les directives et le contrôle de l'Administration.

L'Administration Centrale, elle-même, laisse plus d'initiative aux responsables placés à l'échelon des Wilayate, qui sont par là plus proches des problèmes concrets de développement. De plus, elle confie la coordination de la mise en valeur de certaines régions — telles que périmètres irrigués, zones de Rénovation Rurale où des transformations importantes sont prévues — à des Commissariats ayant la responsabilité des opérations envisagées.

C'est donc dans une structure de décentralisation contrôlée que se déroulera le Plan quadriennal.

22 - SYSTEME DE PRIX

Cette orientation implique que, dans le cadre des directives qui leur sont données, les exploitations agricoles et les Offices puissent agir avec une certaine autonomie, d'autant plus grande que leur organisation sera améliorée et que les résultats financiers seront positifs et en progrès.

Pour déterminer les résultats financiers des entreprises, il importe de préciser les niveaux de prix retenus, tant pour les approvisionnements que pour les produits agricoles écoulés sur le marché.

Comme il sera dit plus loin, l'intensification indispensable des productions doit s'accompagner d'un emploi accru de fertilisants et de produits phytosanitaires, dont les prix devront être fixés à un niveau satisfaisant pour les exploitants. De même les prix des produits agricoles achetés par les Offices de commercialisation devront être établis de façon à laisser une marge bénéficiaire aux exploitants travaillant correctement, tout en assurant l'équilibre financier de l'Office.

Il se pourrait qu'en certains cas des subventions s'avèrent nécessaires.

Il serait anormal que des entreprises qui travaillent rationnellement et selon les objectifs fixés par les Pouvoirs Publics soient en déficit en raison d'un système de prix désavantageux.

23 - OFFICES DE COMMERCIALISATION

En vue de décharger les exploitations agricoles du souci de la commercialisation, le nombre des Offices de commercialisation a été sensiblement augmenté. Actuellement il existe ou est en voie d'exister un Office par groupe de produits présentant les mêmes exigences de commercialisation.

La fixation d'un prix d'achat des produits par l'Office permettra aux exploitants agricoles d'établir des prévisions de recette beaucoup plus valable que par le passé, et ultérieurement d'améliorer leur gestion. Cette fixation va donc parfaitement dans le sens de la plus grande autonomie définie plus haut.

La mise en place des Offices a, en outre, l'avantage de mieux séparer les fonctions de production et celles de commercialisation. Néanmoins, de par les liaisons étroites qui doivent exister entre production et commercialisation (ne seraient-ce qu'en raison des problèmes de prix, de date de livraison, etc...), il est indispensable de conserver sous la même tutelle du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire les Offices de commercialisation et les exploitations agricoles.

24 - SECTEUR SOCIALISTE DE PRODUCTION

Dans un premier temps, les exploitations du Secteur Socialiste ont été soumises à une forte centralisation de la part de l'Administration, et n'ont pas eu l'autonomie de gestion voulue.

En conséquence, elles ne se sont pas toujours senties concernées par la nécessité d'une meilleure gestion, très utile pourtant sur le plan national, dont elles ne pouvaient pas connaître les résultats ni tirer les avantages qui devaient leur revenir.

Les réformes récentes ont précisément pour but de permettre une plus grande autonomie des unités de production, de leur assurer la rémunération de leurs efforts et de les rendre responsables des résultats de leur gestion.

A cet effet, sont prévues :

- d'une part l'individualisation des comptes par domaine, permettant de suivre régulièrement recettes et dépenses et de déterminer le solde à couvrir par des crédits.

- d'autre part des facilités de financement accordées aux exploitations ayant fait leur preuve de bonne gestion. Ces facilités porteront sur la possibilité de constituer au niveau des exploitations un fonds propre de roulement, pouvant aller jusqu'à 50 % environ des charges annuelles.

Cette possibilité de constituer un fonds de roulement sera variable selon les résultats financiers des exploitations, ce qui devrait inciter les domaines encore déficitaires à faire l'effort nécessaire pour améliorer leur gestion.

25 - SECTEUR PRIVE DE PRODUCTION

La coexistence à l'intérieur du secteur privé agricole de deux systèmes, l'un moderne avec un petit nombre d'exploitations, l'autre traditionnel, morcelé en un très grand nombre de petites exploitations, implique deux approches assez différentes.

- *Cas du secteur moderne* : Il importe d'amener ce secteur à suivre les orientations du Plan quadriennal par la mise en place d'un ensemble adapté de réglementations et de stimulations.

A ce propos, se pose d'ailleurs le problème de la limitation de la propriété inscrite dans un programme plus large de Réforme Agraire, lequel veillera cependant à conserver des dimensions valables d'exploitation grâce à un système d'organisation coopérative.

- *Cas du Secteur traditionnel* : Le secteur traditionnel vit actuellement en autonomie quasi-totale à l'égard du marché. Son intégration à l'économie nationale, indispensable pour assurer son développement, ne pourra se faire que par son organisation rationnelle obtenue dans le cadre de la Réforme Agraire.

Dans l'avenir, le secteur traditionnel s'intégrera au reste de l'économie en nouant des relations plus importantes avec le marché pour écouler ses produits et avec l'industrie pour se fournir en approvisionnement divers. Les relations avec le marché ne s'accroîtront que si la production du secteur traditionnel augmente au point de dégager un surplus commercialisable. Cette augmentation, elle-même, ne sera permise que par une plus grande utilisation de certains moyens de production, la plupart d'origine industrielle. Il faut donc au départ prévoir de fournir des fertilisants, des insecticides, et autres produits au secteur traditionnel à des prix et à des conditions abordables qui en permettent l'emploi à grandes doses.

L'industrie nationale en sera d'ailleurs la première bénéficiaire puisque elle pourra écouler une part importante de sa production sur le marché intérieur.

Pour faciliter cette intégration et amener en même temps une intensification des productions, il faut prendre un certain nombre de mesures, il convient en particulier de réduire le nombre des centres de décisions par la création de coopératives. Celles-ci serviront, d'ailleurs, de support aux différentes actions engagées par l'Administration.

Pratiquement une série d'avantages accordés aux coopérateurs (en matière de crédit par exemple) doit permettre d'amener à la coopérative un nombre de plus en plus grand d'agriculteurs du secteur traditionnel.

La Réforme Agraire dans le secteur traditionnel revêtira donc un caractère de promotion économique et sociale beaucoup plus qu'un caractère de redistribution des terres.

26 - APPROVISIONNEMENTS

Les approvisionnements ont été ces dernières années assez souvent défectueux et cela malgré plusieurs modifications dans les structures. Il convient de les améliorer par les mesures suivantes :

Très schématiquement les commandes doivent être passées par les utilisateurs suffisamment à l'avance pour permettre aux responsables des approvisionnements de fournir aux exploitations ce dont elles ont besoin en temps utile.

Comme il est envisagé des augmentations considérables dans l'emploi de fertilisants, de produits phytosanitaires, du matériel d'irrigation, etc... les organismes fournisseurs doivent prévoir la répercussion de cette demande accrue sur le montant des fournitures, et l'adaptation de leurs moyens de transport et de stockage. La responsabilité des différentes parties devra être déterminée clairement par des contrats de fournitures, précisant les volumes et les conditions de livraison (prix et date).

Pour les achats de matériel agricole une démarche tout à fait comparable doit être suivie.

27 - CREDIT

La politique actuelle de décentralisation contrôlée exige des modifications dans les formes de financement de l'agriculture. Ainsi est-il prévu que :

- les exploitations pourront dans un délai relativement court fixer, elles-mêmes, leurs besoins de crédit sur des bases propres et non sur des barèmes cultureaux moyens, souvent inadaptés aux conditions locales.
- les exploitations pourront recevoir le montant de leurs crédits avec des procédures simplifiées et dans des délais rapides, au moment où elles en auront l'utilisation.
- les exploitations pourront réduire leur charge d'intérêt en faisant appel à l'autofinancement tel que cela est indiqué plus haut.

Les facilités de crédit accordées aux exploitants du secteur privé, et plus particulièrement à ceux regroupés en coopératives, seront favorables au développement de ce secteur ainsi qu'à sa réorganisation.

28 - AUTRES ORGANISMES D'ACCOMPAGNEMENT

- Les besoins de gestion des domaines du secteur socialiste ont conduit à la mise en place de tout un réseau de *coopératives de comptabilité et de gestion*.

Ces coopératives, principalement au service des domaines, fournissent déjà des renseignements de comptabilité générale et s'attaquent au problème de la comptabilité analytique, outil indispensable à la prise de décisions rationnelles.

- L'existence d'établissements bancaires, commerciaux, de prestations de services, souvent éloignés des exploitants agricoles du secteur privé et peu adaptés à leurs besoins, nécessite la création de *coopératives de services*.

Celles-ci joueront un rôle de fournisseur et de conseil au secteur privé de production plus spécialement auprès des coopératives.

3 - ACTION SUR LE MILIEU ET SUR LES HOMMES

En vue de permettre l'extension régulière de la production pendant la période quadriennale puis au-delà, et compte tenu de la situation actuelle de sous-emploi des facteurs de production, deux séries d'actions sont inscrites au Plan quadriennal : l'une portant sur le milieu physique, l'autre sur les hommes.

Ces deux actions visent à un accroissement des capacités de production de l'agriculture, par la mise en place des équipements et des aménagements nécessaires, et par la formation des hommes chargés de les mettre en valeur.

31 - ACTIONS SUR LE MILIEU PHYSIQUE

Actions sur la terre.

La totalité de la surface agricole utile est faible, eu égard à la dimension du pays, et ce d'autant plus que les jachères occupent encore une surface considérable (près de 3 millions d'ha).

Le Plan prévoit une importante réduction de la jachère qui se traduira par :

- sa disparition systématique dans les zones situées au-dessus de 600 mm de pluviométrie.
- sa réduction sensible entre 450 et 600 mm grâce à un assolement quadriennal introduisant surtout les cultures fourragères et les légumes secs.

Les terres situées entre 350 et 450 mm seront destinées plus particulièrement à des cultures fourragères moins exigeantes, telles que l'orge, et à des cultures fourragères destinées à améliorer l'alimentation du cheptel.

Le Plan prévoit également une action sur la terre par des opérations à plus long terme de Défense et Restauration des Sols (D.R.S.) et de Rénovation Rurale qui auront pour objet la protection des sols par des aménagements adéquats, et leur exploitation mieux adaptée aux conditions existantes. Les opérations envisagées sont de très grande importance puisqu'elles portent sur plusieurs millions d'hectares et s'étendront largement au-delà de la période quadriennale.

Actions sur l'eau.

Facteur limitant de la production agricole, l'eau doit être mise en plus grande quantité à la disposition des agriculteurs. Le principe retenu est la mobilisation maximale des ressources en eau dans les délais aussi courts que possible, et la recherche dès à présent de nouvelles disponibilités.

Un vaste programme d'équipement hydraulique est en cours de réalisation : les travaux déjà engagés seront poursuivis. Les réalisations attendues durant la période quadriennale permettront la mise en service d'équipement sur 41.000 ha de nouvelles terres irriguées et le réaménagement d'équipements existants sur plus de 40.000 ha. Simultanément de nouveaux travaux seront lancés ou mis à l'étude.

Là aussi, les effets des équipements prévus ne se feront sans doute pas tous sentir au cours du Plan quadriennal, mais garantiront l'avenir au-delà de 1973.

Actions sur la steppe.

En vue d'améliorer la productivité de la steppe qui supporte l'essentiel du troupeau ovin, un vaste programme d'aménagement et de mise en valeur est retenu.

L'absence actuelle de réglementation et d'aménagement entraîne la surcharge et la dégradation des parcours. L'aménagement proposé porte principalement sur l'organisation de l'élevage par la création de coopératives, et sur l'amélioration des parcours (points d'eau, mise en défens, régénération du tapis végétal).

Actions de plantation et de reboisement.

Actuellement les plantations fruitières et viticoles sont en moyenne trop âgées ; ce vieillissement affecte sérieusement les rendements. Aussi, est-il envisagé au cours du Plan quadriennal de rajeunir les plantations.

Par ailleurs la couverture forestière est encore beaucoup trop faible, c'est pourquoi l'effort de reboisement et d'aménagement des forêts sera considérablement accru dans les années à venir.

Les besoins en plants fruitiers et forestiers sont donc considérables ; une attention prioritaire sera accordée aux pépinières.

32. ACTIONS SUR LES HOMMES

Compte tenu de l'insuffisante qualification des agriculteurs et du sous-emploi dans le secteur rural, deux actions sont retenues portant l'une sur l'amélioration des qualifications, l'autre sur la mobilisation de la main-d'œuvre en vue d'assurer un meilleur emploi, tant du point de vue qualitatif que quantitatif.

Meilleure qualification.

L'absence de cadres et de personnel qualifié, constituant aujourd'hui la contrainte la plus forte au développement de l'agriculture, le Plan retient un programme ambitieux de formation.

Ce programme comporte la création d'un Institut Technologique destiné à la formation d'un grand nombre d'ingénieurs d'application, à l'extension des Ecoles Régionales d'Agriculture et à diverses formules complémentaires de formation : C.F.P.A. en particulier dont il est prévu d'accroître la capacité.

Si les stages annuels de formation donneront des résultats dès les prochaines années, en revanche les formations de plus longues durées (Institut Technologique en particulier) ne porteront de fruit qu'au-delà de la période quadriennale.

En conséquence un appel très important à la coopération étrangère pour la fourniture d'ingénieurs et de cadres sera nécessaire dans les années à venir, si l'on veut réaliser les objectifs retenus.

La formation constitue l'objectif prioritaire du Plan.

Accroissement de l'emploi.

L'amélioration des techniques et l'intensification de la production permettront dans une mesure importante de réduire le sous-emploi existant actuellement mais ne créeront qu'assez peu de nouveaux emplois.

Aussi a-t-il été prévu de réaliser au maximum les équipements décrits plus haut (en particulier les actions sur la terre : D.R.S. et Rénovation Rurale) en utilisant une mobilisation de la main-d'œuvre disponible.

Cette mobilisation pourra prendre différentes formes (Service National, chantiers populaires de reboisement, chantiers de plein emploi, etc...). Ces diverses opérations permettront de fournir des emplois à la fois temporaires pendant la durée des travaux d'équipement, et permanents par l'entretien et l'exploitation des équipements ou des aménagements.

Certes, il faudra rentabiliser au mieux ces opérations. Les besoins en équipements utiles au pays sont nombreux. Il suffira de veiller à la bonne utilisation des hommes pour parvenir à des résultats satisfaisants.

4-REORIENTATION ET AUGMENTATION DES PRODUCTIONS

Le souci d'une indépendance nationale accrue impose à l'agriculture de satisfaire en priorité les besoins alimentaires et industriels du pays, ne conservant les exportations que pour des productions avantageuses.

Ceci implique que :

- pour les produits destinés au marché intérieur, les productions se rapprochent au maximum, en quantité des besoins du pays.
- pour les produits destinés à l'exportation, les coûts de production conduisent à des prix sensiblement compétitifs de façon à exporter dans des conditions valables.

Mais l'adaptation envisagée ne se réalisera que progressivement. Pendant quelques années encore l'inertie de la structure actuelle se fera sentir.

En particulier, des exportations importantes de vin continueront à être pratiquées pendant un certain temps à des cours insuffisants.

41 - REORIENTATION DES PRODUCTIONS

Tout au long de la deuxième partie de ce document seront présentées, par secteur, les nouvelles orientations de production prévues au cours du quadriennal.

Il paraît toutefois utile d'indiquer ici très sommairement les principales modifications qui seront apportées à la situation actuelle : celles-ci concernent :

- 1) *L'augmentation considérable des productions céréalières et maraîchères* obtenues essentiellement par l'accroissement des rendements.
- 2) *l'extension des cultures industrielles* par le développement de la betterave sucrière et du coton et l'introduction du tournesol.
- 3) *le développement important de l'arboriculture* et l'amélioration des plantations existantes.
- 4) *la réduction sensible des superficies consacrées au raisin de cuvée*, et simultanément, la reconversion du vignoble vers des cépages de qualité et la constitution d'un vignoble pour raisin de table et raisin sec.
- 5) *le remplacement d'une part importante de la jachère par des cultures fourragères*, ce qui permettra un développement notable de l'élevage bovin laitier et une rationalisation de l'élevage ovin. Les cultures fourragères passeront des 90.000 ha actuels à 480.000 ha en 1973.

6) le développement intense de l'aviculture par l'accroissement considérable de la production d'œufs de consommation et de poulets de chair.

42 - AUGMENTATION DES PRODUCTIONS

La réorientation de l'agriculture vers la satisfaction prioritaire des besoins du pays s'accompagnera d'une croissance de la production. Celle-ci ne pourra pas être obtenue par une extension des superficies cultivées. La superficie agricole utile ne variera pas dans les années qui viennent.

Aussi, est-ce essentiellement par un effort d'intensification que les résultats escomptés seront obtenus. Cette intensification revêtira d'ailleurs des formes très différentes.

A titre d'exemples :

- Les consommations de fertilisants seront multipliées par six en 1973 par rapport à leur niveau actuel.
- Les semences sélectionnées, pour lesquelles un programme de production a été établi, seront utilisées de façon de plus en plus systématique. De nouvelles variétés seront introduites.
- Le cheptel bovin sera amélioré par l'importation d'animaux de races sélectionnées, et par des actions génétiques sur les bovins de races locales.
- L'irrigation concernera 41.000 ha de terres nouvelles permettant l'introduction d'assolements plus intensifs.
- L'association culture-élevage augmentera la valeur ajoutée et régularisera le travail ; elle valorisera les cultures fourragères et procurera au sol un apport de fumure organique.
- La réorganisation du secteur privé facilitera la vulgarisation de nouvelles techniques ce qui entraînera peu à peu une intensification des cultures dans ce secteur.

Cet accroissement de production, obtenu par une intensification des cultures, sera normalement plus que proportionnel à l'accroissement des coûts de production. En d'autres termes, les prix de revient des différentes spéculations seront inférieurs à ce qu'ils sont aujourd'hui. Cette baisse du prix de revient aura le double avantage :

- d'être profitable aux utilisateurs des produits, en effet les prix deviendront plus compétitifs sur le marché extérieur et plus bas sur le marché intérieur.
- d'être profitable aux producteurs qui connaîtront un accroissement notable de leur revenu sous le double effet d'une plus grande production et d'une meilleure productivité.

Tel qu'il est présenté ici, le Plan ne fait pas apparaître les problèmes pourtant fondamentaux de l'équilibre régional.

Ces problèmes, même s'ils ne figurent pas dans ce document, ont été cependant longuement étudiés : chaque Wilaya a fourni au Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire un projet de plan de développement agricole.

Ces plans départementaux ont servi de base au travail de planification agricole au même titre que les plans sectoriels établis par les Services compétents et en cohérence avec eux. Ils serviront aussi de cadre aux différentes opérations qui vont être lancées.

Ainsi les préoccupations légitimes d'aménagement rationnel du territoire ont été respectées, permettant un développement agricole équilibré sur l'ensemble du pays.

PARTIE II

OBJECTIFS ET MOYENS SECTORIELS

TITRE A - PRODUCTION VÉGÉTALE 14

TITRE B - PRODUCTION ANIMALE 62

TITRE C - FORÊTS ET D.R.S. 82

TITRE A

PRODUCTION VEGETALE

CEREALES ET LEGUMES SECS ..	15
CULTURES MARAICHERES	26
CULTURES INDUSTRIELLES	32
CULTURES FOURRAGERES	43
VITICULTURE	48
ARBORICULTURE	53

CEREALES ET LEGUMES SECS

1. CEREALES D'HIVER

11. BESOINS ET OBJECTIFS DE PRODUCTION

La production nationale ne satisfait actuellement que 80 % des besoins du pays :

Ces besoins vont augmenter de 60 % d'ici 1980.

CONSOMMATION DE CEREALES D'HIVER

Consommations Annuelles.	Unités	Année de base (12,5 millions d'habitants).	1973 (15 millions d'habitants).	1980 (19 millions d'habitants).
Consommation humaine par tête	Kg	131,0	137,0	137,0
Consommation humaine totale	10 ⁶ q	16,4	20,6	26,0
Consommation de semence	10 ⁶ q	3,0	3,0	3,0
Consommation animale.	10 ⁶ q	2,0	3,0	4,0
Consommation annuelle totale.	10 ⁶ q	21,4	26,6	33,0

Si en 1973, le recours aux importations sera encore nécessaire pour combler un léger déficit en blé tendre (2,3 millions de quintaux) l'agriculture algérienne devra satisfaire la totalité des besoins intérieurs en 1980, grâce à un accroissement de 80 % du niveau actuel de la production.

OBJECTIFS DE PRODUCTION CEREALIERE

Unité : Millions de q.

CEREALES.	Année de Base		1973		1980	
	Production	Exp. + Imp. -	Production	Exp. + Imp. -	Production	Exp. + Imp. -
Blé dur	10,0	- 1,4	12,8	-	14,0	-
Blé tendre	4,0	- 2,2	6,5	- 2,3	12,0	-
Orge	4,0	+ 0,4	4,7	-	6,5	-
Avoine	0,2	-	0,3	-	0,5	-
Total	18,2	- 3,2	24,3	- 2,3	33,0	-

12 - MOYENS ET MESURES

121 ACTIONS SUR LES SUPERFICIES

Il s'avère impossible d'accroître la production céréalière par augmentation des superficies. Au contraire celles-ci doivent régresser par suite :

- d'une substitution des cultures fourragères, aux céréales dans les zones arides (moins de 400 mm de pluie).
- d'une substitution de cultures plus intensives aux céréales dans les nouveaux périmètres irrigués.
- du reboisement des terrains à forte pente (+ 12,5 %) actuellement emblavées en céréales.

Les superficies consacrées à chaque type de céréales seront réparties différemment pour suivre l'évolution de la consommation.

122 ACTIONS SUR LES RENDEMENTS

Le niveau des rendements (5,9 q/ha en moyenne actuellement, 7,6 q/ha dans le secteur socialiste) sera multiplié par 1,8 d'ici 1980, grâce aux facteurs d'insification suivants, présentés par ordre d'efficacité décroissante :

FERTILISATION.

La fumure minérale est très peu utilisée en Algérie, particulièrement en secteur privé.

De plus il existe un déséquilibre dans l'utilisation des engrais azotés et phosphatés, dû à un grave déficit en azote, principal facteur d'amélioration des rendements.

Ces carences sont aggravées par des retards dans les livraisons, entraînant un report des travaux et des semis préjudiciables à la culture.

FERTILISATION ACTUELLE

Unité : Unités d'éléments fertilisants.

ELEMENTS FERTILISANTS	Apports Extrêmes à l'ha depuis 1 9 6 3		Normes Optimales à l'ha.
	S. S	S. P	
Azote (N)	3,3 à 6,6	0,4 à 0,6	66
Phosphore (P)...	10 à 19	0,3 à 0,8	64

OBJECTIFS DE FERTILISATION

Unité : Unités d'éléments fertilisants.

SECTEURS	A Z O T E		P H O S P H O R E	
	Normes à l'ha.	Besoins globaux	Normes à l'ha.	Besoins globaux
S. S	66	54 450 000	64	52 800 000
S. P	44	35 200 000	48	38 400 000
Total		89 650 000		91 200 000

L'objectif du Plan est d'assurer une fertilisation optimale sur l'ensemble du secteur socialiste (825.000 ha) et une fertilisation décente sur le 1/3 des superficies du secteur privé (800.000 ha).

La réalisation d'un tel objectif, qui multiplie la consommation actuelle globale par 5 pour l'acide phosphorique et par 18 pour l'azote, implique :

- une diminution du prix des engrais :
prix plafonds proposés 1 q. de super 16 : 12 D.A.
1 q. d'ammonitrate 22 : 20 D.A.
soit une baisse de près de 50 % des prix actuels.
- une politique de crédit adéquat : crédit de campagne spécifique pour les engrais.
- une réorganisation du circuit d'approvisionnement.
- une action intense de vulgarisation.

EMPLOI DE SEMENCES SELECTIONNEES.

L'I.N.R.A. sera déchargé de ses responsabilités de production et de contrôle des semences pour la sélection massale, et entamera en 1969/70 un processus de sélection généalogique qui produira 9.000 q. de semences de base en 1972/73, qui après multiplication permettront d'ensemencer 600.000 ha en 1975/76.

La sélection massale sera prise en charge par les services de la Production Végétale qui fourniront 1.000.000 q. à la grande culture en 1971/72 contre 800.000 q. actuellement.

La réalisation de cette action implique :

- l'équipement des domaines-semences choisis pour cette sélection en matériel de semis, épandage d'engrais, désherbage et récolte.
- la formation de techniciens-semences.
- la création d'un organisme spécialisé, qui se chargera de la commercialisation, du stockage, du traitement et de la distribution des semences sélectionnées ainsi que du soutien technique aux producteurs de semences.

INTRODUCTION DE VARIETES NOUVELLES.

Parallèlement aux travaux de l'I.N.R.A., qui étudiera sur des bases scientifiques le comportement et les qualités de variétés nouvelles, des essais en grande culture seront entrepris pour expérimenter sur le territoire algérien des variétés étrangères ayant donné d'excellents résultats dans les pays limitrophes ; ces essais portent, en 1969/70, sur plus de 5.000 ha de variétés mexicaines. Ils s'étendront sur 60.000 ha en 1970/71, sur 200.000 ha en 1971/72, sur 300.000 ha en 1972/73.

Ces objectifs de superficie pourraient être dépassés dans la mesure où les disponibilités en semences permettraient ce dépassement.

Bien qu'ils ne soient pas connus dans leur ensemble, les résultats de la campagne 1969/1970 sont encourageants : les rendements obtenus par les variétés de blé mexicain sont supérieurs à ceux obtenus avec d'autres variétés de blé tendre. En certaines zones, l'augmentation des rendements est de l'ordre de 10 q./ha.

AMELIORATION DES FAÇONS CULTURALES ET DESHERBAGE.

La pratique des labours de printemps, presque générale en secteur socialiste, (82 % des superficies) sera développée en secteur privé (30 % des superficies actuellement).

La substitution du semis mécanique au semis à la main permettra de placer les semences à une profondeur régulière et avec une densité homogène. L'équipement des domaines en semoirs devra être réalisé d'ici 1973.

La généralisation du désherbage chimique, par traitement aérien ou par des pulvérisateurs tractés, permettra d'éviter que les mauvaises herbes n'entraînent des pertes atteignant 30 % de la récolte dans certains secteurs.

MECANISATION.

L'équipement devra porter en priorité sur les matériels qui sont indispensables à la réalisation des opérations précédentes et qui font largement défaut actuellement :

- épandeurs d'engrais pour la fertilisation.
- semoirs en ligne pour les semis mécaniques.
- pulvérisateurs pour le désherbage.

En matière d'équipement de récolte le parc actuel s'avère suffisant et l'effort portera sur le renouvellement et l'entretien du matériel.

Si toutes les opérations culturales devront être mécanisées en 1973 en secteur socialiste, cette mécanisation sera plus lente en secteur privé, pour ne pas aggraver la situation de l'emploi.

UNE ACTION INTEGREE : LES DAIRATE PILOTES.

Les améliorations proposées précédemment n'auront un effet probant sur les rendements que si elles sont menées simultanément.

Ce type d'action intégrée est entrepris dès 1969/70 sur une zone relativement homogène et limitée en superficie : la daïra de Sidi Bel-Abbès, choisie pour être une daïra pilote.

Cette zone a été dotée de tous les moyens d'intensification proposés précédemment (engrais, semences, matériel) ; un ingénieur agronome assure le contrôle de l'opération et la formation des chefs de culture. Cette action s'étendra à d'autres daïrate dès la campagne 1970/71, à savoir la daïra de Guelma (wilaya d'Annaba), celle de Mila (wilaya de Constantine), celle d'El-Eulma (Wilaya de Sétif).

LA REDUCTION DE LA JACHERE.

Le remplacement de la jachère nue pâturée, par la jachère travaillée constituera une première amélioration qui sera poursuivie.

Le second stade, qui sera abordé au cours du Plan quadriennal, vise le remplacement de l'assolement biennal traditionnel par des assolements plus élaborés, de type quadriennal de préférence, afin de maintenir une céréale tous les deux ans.

Sur le plan des rendements, cette modification des assolements qui améliore le bilan humique du sol, aura un effet bénéfique.

EVOLUTION DES SUPERFICIES ET DES RENDEMENTS

CEREALES	Année de base			1973			1980		
	Sup. 1000 ha.	Rdt. q/ ha.	Prod. M. q.	Sup. 1000 ha.	Rdt. q/ha.	Prod. M. q.	Sup. 1000 ha.	Rdt. q/ ha.	Prod. M. q.
Blé dur	1 730	5,7	10	1 600	8	12,8	1 250	11,2	14,0
Blé tendre.....	590	6,8	4	700	9,3	6,5	870	13,8	12,0
Orge	730	5,5	4	650	7,0	4,7	720	9	6,5
Avoine	50	4,0	0,2	50	6,0	0,3	60	8	0,5
Total	3 100	5,9	18,2	3 000	8,1	24,3	2 900	11,4	33,0

2 - CEREALES D'ETE

N'occupant au total que 7.000 ha, les trois spéculations, Riz - Maïs - Sorgho, se caractérisent par une stagnation de la production face à une hausse rapide de la consommation.

2 a - RIZ

21 - BESOINS ET OBJECTIFS DE PRODUCTION

La consommation, essentiellement urbaine, s'accroît rapidement : 100.000 q. actuellement, 150.000 q. en 1973, 210.000 q. en 1980.

Ne couvrant actuellement que 50 % de ces besoins, la production nationale en couvrira 66 % en 1973 et la totalité en 1980.

CONSOMMATION ET PRODUCTION

Unité : q. (équiv. Paddy).

R I Z	Année de base	1973	1980
Consommation.....	100 000	150 000	210 000
Importation	50 000	50 000	-
Production	50 000	100 000	210 000

22 - MOYENS ET MESURES

Le Plan vise un doublement des rendements d'ici 1973 et une augmentation des superficies à partir de cette date.

Les causes de la faiblesse actuelle des rendements sont multiples :

- fumure insuffisante - drainage défectueux - semis trop tardifs - main-d'œuvre inexpérimentée et non encadrée.

Seule une opération intégrée, permise par la faiblesse des superficies et leur concentration en deux régions agricoles (Bas-Chéelif et Mazafran) pourra y remédier, par :

- l'étude de la situation actuelle des domaines rizicoles,
- la formation d'une main-d'œuvre spécialisée,
- la remise en état du réseau d'irrigation et de drainage,
- la détermination des approvisionnements en engrais et produits phytosanitaires nécessaires et le contrôle de leur satisfaction dans les délais prescrits.

L'objectif de 2.000 ha de riz cultivés en 1973 sera atteint à raison de 1.800 ha dans le secteur socialiste et 200 ha dans le secteur privé.

Toutefois il est demandé au secteur socialiste de s'efforcer de dépasser cet objectif impératif en réalisant à lui seul 2.000 ha, soit : 350 ha dans la wilaya d'Alger et 1.650 dans la wilaya de Mostaganem.

EVOLUTION DES SUPERFICIES ET DES RENDEMENTS

R I Z	Année de base	1973	1980
Superficie (ha).....	1 600	2 000	3 000
Rendement (q/ha)...	30	50	70
Production (q).....	48 000	100 000	210 000

2 b - MAIS

21 - BESOINS ET OBJECTIFS DE PRODUCTION

Le développement de la production avicole de type industriel va entraîner une forte hausse de la consommation de maïs qui sera multipliée par trois d'ici 1973.

Ne couvrant actuellement que 38 % des besoins la production nationale en couvrira 75 % en 1973 et 94 % en 1980.

CONSOMMATION ET PRODUCTION

Unité : q.

M A I S	Année de base	1973	1980
Consommation.....	130 000	400 000	800 000
Importation	85 000	100 000	50 000
Production.....	45 000	300 000	750 000

22 - MOYENS ET MESURES

221 ACTIONS SUR LES SUPERFICIES

La culture du maïs sera étendue dans deux zones :

- dans les nouveaux périmètres irrigués (Haut-Chéliff, Bou-Namoussa, Maghnia) sur 2.100 ha d'ici 1973.
- en sec, dans les zones à forte pluviométrie (plus de 700 mm, ou plus de 600 mm en zone côtière), dans le cadre d'assolements de type triennal ou quadriennal, sur 4.000 ha d'ici 1973

222 ACTIONS SUR LES RENDEMENTS

La généralisation d'une fumure intensive conjuguée avec l'emploi de semences hybrides plus productrices et une amélioration des façons culturales, permettra de tripler les rendements d'ici 1973

L'objectif de 10.000 ha de maïs réalisés en 1973 sera atteint à raison de 7.000 ha en secteur socialiste et 3.000 ha en secteur privé. Toutefois il est demandé au secteur socialiste de dépasser cet objectif impératif en réalisant à lui seul 10.000 ha.

EVOLUTION DES SUPERFICIES ET DES RENDEMENTS

MAIS	Année de base	1973	1980
Superficie(ha).....	4 000	10 000	15 000
Rendement (q/ha)....	11	30	50
Production (q).....	45 000	300 000	750 000

2 c - SORGHO

21 BESOINS ET OBJECTIFS DE PRODUCTION

Le développement de la fabrication d'aliments du bétail va entraîner une forte hausse de la consommation de sorgho. 24.000 q. en 1968 / 150.000 q. en 1973.

La production nationale pourra continuer à satisfaire la totalité de cette consommation.

22 - MOYENS ET MESURES

Moins exigeant que le maïs, le sorgho-grain pourra être étendu sur toutes les zones où la pluviométrie excède 600 mm et dans les périmètres irrigués.

Les rendements seront multipliés par trois d'ici 1980, grâce à l'emploi de techniques culturales proches de celles recommandées pour le maïs (doses d'engrais similaires en particulier).

L'objectif de 10.000 ha de sorgho sera atteint en 1973 à raison de 7.900 ha en secteur socialiste et 2.100 ha en secteur privé.

EVOLUTION DES SUPERFICIES ET DES RENDEMENTS

SORGHO	Année de base	1973	1980
Superficie (ha)	1 600	10 000	15 000
Rendement (q/ha)...	8,5	15	25
Production et Consommation q	13 600	150 000	375 000

CEREALES D'ETE — SECTEUR SOCIALISTE (1973)

Unité : ha.

WILAYATE	Riz	Maïs	Sorgho	Total
Alger	350	2 900	250	3 500
Médéa	-	300	70	370
Tizi-Ouzou	-	200	2 100	2 300
El-Asnam	-	500	130	630
Région d' Alger	350	3 900	2 550	6 800
Oran	-	1 400	840	2 240
Mostaganem	1 650	500	60	2 210
Tiaret	-	20	-	20
Tlemcen	-	1 200	-	1 200
Saida	-	150	-	150
Région d' Oran	1 650	3 270	900	5 820
Constantine	-	1 220	-	1 220
Batna	-	30	50	80
Annaba	-	1 300	4 400	5 700
Sétif	-	280	-	280
Région de Constantine	-	2 830	4 450	7 280
Total Algérie	2 000	10 000	7 900	19 900

3 . LEGUMES SECS

31 . BESOINS ET OBJECTIFS DE PRODUCTION

Les légumes secs apportent, à poids égal, autant de calories que les céréales, mais leur teneur en protéines est deux fois plus élevée.

C'est pourquoi l'objectif du Plan est de porter la consommation par tête de 3,5 Kg/an en 1968, à 4,5 kg/an en 1973 et à 6 kg/an en 1980.

Une telle augmentation de la consommation sera obtenue par une campagne d'information du public, une politique de bas prix et une amélioration du circuit de distribution.

La production nationale satisfera la totalité de cette consommation et les exportations seront supprimées.

EVOLUTION DES SUPERFICIES ET DES RENDEMENTS

LEGUMES SECS	Année de base	1973	1980
Superficie (ha).....	85 000	100 000	140 000
Rendement (q/ha)...	5,3	6,7	8,1
Production et Consommation q	450 000	670 000	1 140 000

LEGUMES SECS 1973 : SECTEUR SOCIALISTE

Unité : ha.

WILAYATE	Lentil- les.	Haricots secs	Pois Chiches	Pois secs	Fèves	Autres	Total
Alger	20	200	1 000	-	710	200	2 130
Médéa	1 890	-	1 000	10	200	-	3 100
Tizi-Ouzou	240	290	900	-	180	80	1 690
El-Asnam	800	300	1 000	100	900	-	3 100
Région d'Alger	2 950	790	3 900	110	1 990	280	10 020
Oran	3 500	1 430	3 900	1 500	3 000	700	14 030
Mostaganem	1 100	500	130	30	30	900	2 690
Tiaret	8 150	40	500	110	750	100	9 650
Tlemcen	350	330	2 200	1 000	3 000	400	7 280
Saida	4 000	300	1 500	40	70	-	5 910
Région d'Oran	17 100	2 600	8 230	2 680	6 850	2 100	39 560
Constantine	550	400	2 200	640	2 310	1 100	7 200
Batna	10	20	20	-	20	-	70
Annaba	100	1 500	1 600	300	1 500	-	5 000
Sétif	80	200	150	20	100	20	570
Région de Constantine ..	740	2 120	3 970	960	3 930	1 120	12 840
Total Algérie	20 790	5 510	16 100	3 750	12 770	3 500	62 420(1)

(1) Ce total 62 420 ha est arrondi à 60 000 ha dans le tableau récapitulatif intitulé " Evolution des superficies ", tableau présenté dans la 4ème partie de ce document.

32 MOYENS ET MESURES

Les perspectives d'accroissement de la production de légumes secs sont considérables, grâce à une augmentation des superficies ensemencées, aux dépens de la jachère (+ 15.000 ha entre 1968 et 1973 et + 40.000 ha entre 1973 et 1980).

L'application de mesures similaires à celles préconisées pour les céréales d'hiver permettront d'augmenter les rendements, mais les techniques culturales utilisées doivent viser surtout une réduction maximum du coût de production et par là du prix de vente au consommateur.

L'objectif de 100.000 ha de légumes secs sera atteint en 1973 à raison de 60.000 ha dans le secteur socialiste et de 40.000 ha dans le secteur privé.

4 . COMMERCIALISATION

41 - CIRCUITS DE COMMERCIALISATION

Deux améliorations seront apportées au circuit de commercialisation existant.

411 CONTROLE DU MARCHE PAR L'O.A.I.C.

Les fèves et les pois chiches seront intégrés au marché contrôlé par l'O.A.I.C., dont le monopole de commercialisation s'étendra alors aux produits suivants :

- céréales d'hiver (blé dur, blé tendre, orge, avoine).
- céréales d'été (riz, maïs),
- légumes secs (lentilles, haricots secs, fèves, pois chiches).

Seule la commercialisation du sorgho, des pois secs et de la gesse sera libre.

412 UNIFICATION DES ORGANISMES DE STOCKAGE

Pour supprimer la dualité existante entre deux types d'organismes stockeurs :

- section céréales des C.C.R.A. (ex SAP),
- coopératives,

le circuit de commercialisation sera unifié en confiant aux seules coopératives le soin de recevoir, de stocker et d'acheter la récolte de céréales et de légumes secs. Les sections céréales des C.C.R.A. seront supprimées, le nombre des coopératives passera de 25 à 32.

42 - PRIX

Les apports effectués par les producteurs aux organismes stockeurs sont payés à la livraison à un prix fixé par décret.

Pour la campagne 1969/1970 les prix nets pavés aux producteurs ont été fixés comme suit :

PRIX NETS PAYES AUX PRODUCTEURS

Unité : D. A / quintal.

Blé dur	(1)	52,80	Lentilles - larges-blondes	64,2
Blé tendre	(1)	46,80	" blanches	54,2
Orge		30,60	" vertes	99,2
Avoine		29,10	Haricots blancs secs	148,8
Mais		38,90	" - "cocos"	133,8

(1) Si la livraison a lieu avant le 1er Septembre, après cette date le prix est diminué de 1 DA pour le blé dur et de 4 DA pour le blé tendre.

En ce qui concerne les céréales aucune modification notable de ces prix n'est envisagée pendant le plan, - d'une part, parce que les résultats comptables des domaines du secteur socialiste montrent que le prix actuel est suffisamment rémunérateur pour la production.

- d'autre part, parce qu'il est plus efficace d'améliorer la rentabilité de la production en diminuant les prix des facteurs de production (engrais en particulier) plutôt qu'en augmentant les prix de vente : le producteur sera davantage incité à utiliser ces facteurs de production intensifs.

En ce qui concerne les légumes secs, l'objectif du plan est une diminution du prix à la production et, par voie de conséquence, du prix à la consommation, afin d'accroître celle-ci. L'étude sur la consommation des légumes secs devra déterminer le niveau de ce prix à partir d'une étude de marché d'une part, des coûts de production d'autre part.

43 - STOCKAGE DES CEREALES

CAPACITE DE STOCKAGE 1968

Unité : Million q.

Volume théorique de stockage actuel	12,5
Magasins à supprimer	2,2
Capacité en état ou aménageable	10,3

CAPACITES DE STOCKAGE NECESSAIRES EN 1973 ET EN 1980

Unité : Millions de q.

Stockage des céréales d'hiver	1973	1980
Stockage de la récolte commercialisée.	14	24

Compte tenu de sa capacité actuelle en moyens de stockage et de leur état, et des capacités de stockage nécessaires en 1973, l'Algérie réalisera le programme d'équipement suivant durant la période quadriennale.

PROGRAMME D'EQUIPEMENT

Programme d'équipement 1970 - 1973	Capacité millions de q.	Prévisions de Coût	
		Coût uni - taire DA/q.	Coût global millions de DA.
Silos en bon état	6,70	-	-
Aménagement de silos existants.	3,60	2,50	9
Construction de silos métallique.	2,10	35	73,5
Construction de silos en béton...	1,60	50	80,0
Silos portuaire d'Alger	0,25	110	27,1
Total	14,25		189,6
Stockage du tournesol et équipem.			9,4
Stations pour légumes secs			5,0
Total			204,0

44 . STOCKAGE DU MAIS ET DU RIZ

Le maïs est stocké dans les mêmes silos ou magasins que les céréales d'hiver : sa récolte ayant lieu plus tard il n'est pas nécessaire de prévoir une capacité de stockage supplémentaire. Cependant le maïs étant plus humide que le blé il importe de lui assurer des soins particuliers pour en assurer la bonne conservation.

Pour le riz l'aménagement des moyens de stockage et de conditionnement actuels est à prévoir.

CULTURES MARAICHIERES

1. BESOINS ET OBJECTIFS DE PRODUCTION

Relativement stable depuis 1962 la production maraîchère devra augmenter de 55 % d'ici 1973 pour faire face à :

- une forte hausse de la consommation intérieure, due à l'accroissement démographique et à l'augmentation de la consommation intérieure par tête : 45,6 kg/an actuellement, 60 kg/an en 1973, 75 kg/an en 1980.
- un développement des exportations de primeurs : 1.000.000 q. en 1973 (pommes de terre : 700.000 q., tomates : 200.000 q.).

EVOLUTION DES SUPERFICIES ET DES RENDEMENTS

Produits	Année de base			1973			1980		
	Sup. (ha).	Rdt. (q/ha)	Prod. (1000 q)	Sup. (ha).	Rdt. (q/ha).	Prod. (1000 q)	Sup. (ha).	Rdt. (q/ha).	Prod. (1000 q).
Pommes de terre.	36 000	66	2 380	40 000	100	4 000	45 000	130	5 850
Tomates	8 000	96	770	10 000	150	1 500	12 200	180	2 200
Autres légumes...	41 000	-	3 250	50 000	-	4 500	66 300	-	8 000
Total.....	85 000	75	6 400	100 000	100	10 000	123 500	130	16 050

L'objectif de 100.000 ha pour les cultures maraîchères sera atteint en 1973 à raison de 57.000 ha pour le secteur socialiste et de 43.000 ha pour le secteur privé. La répartition des 57.000 ha du secteur socialiste est donnée ci-dessous par catégorie de culture et par wilaya.

CULTURES MARAICHIERES 1973 : SECTEUR SOCIALISTE

Unité : ha (Superficie plantée).

WILAYATE	Pommes de terre	Tomates	Artichauts	Oignons et Aulx.	Autres	Total.
Alger	4 000	2 500	930	200	7 500	15 130
Médéa	260	20	-	60	200	540
Tizi-Ouzou	450	150	150	100	500	1 350
El-Asnam	450	320	150	100	1 000	2 020
Région d'Alger.....	5 160	2 990	1 230	460	9 200	19 040
Oran	3 500	800	1 500	800	5 600	12 200
Mostaganem.....	3 200	400	580	300	2 400	6 880
Tiaret	500	40	30	150	1 200	1 920
Tlemcen	1 000	190	100	270	2 300	3 860
Saida	500	80	-	170	200	950
Région d'Oran	8 700	1 510	2 210	1 690	11 700	25 810
Constantine	1 500	450	150	200	2 900	5 200
Batna	50	20	-	40	40	150
Annaba	1 500	800	400	250	2 000	4 950
Sétif	780	120	100	150	1 000	2 150
Région de Constantine	3 830	1 390	650	640	5 940	12 450
Total Algérie	17 690	5 890	4 090	2 790	26 840	57 300

CONSOMMATION ET PRODUCTION

Unité : 1 000 q.

Cultures Maraichères	Année de base	1973	1980
Consommation intérieure.	5 700	9 000	14 250
Exportations	700	1 000	1 800
Production	6 400	10 000	16 050

2 . MOYENS ET MESURES

21 . ACTIONS SUR LES RENDEMENTS

Une amélioration et une intensification de l'utilisation des facteurs de production suivants, présentés par ordre d'efficacité décroissante, permettra de doubler les rendements en secteur socialiste et de les augmenter de façon notable en secteur privé.

211 INTENSIFICATION DE LA FERTILISATION

La consommation d'éléments fertilisants, azote (N), acide phosphorique (P), potasse (K), est faible en Algérie par rapport aux pays européens (6,8 q/ha en moyenne contre 10 à 15 q/ha dans les pays européens).

L'utilisation actuelle des engrais est très inégale selon les Wilayate, ce qui entraîne des disparités de rendements très fortes : 119 q/ha à Alger, 37 q/ha à Annaba.

L'objectif du Plan est d'appliquer, en 1973 les normes d'engrais optimales recommandées par l'Institut National de la Recherche Agronomique.

FERTILISATION DES CULTURES MARAICHÈRES EN 1973

Spécifications	Superficie engraisée (ha)	Azote (N)		Phosphore (P)		Potasse (K)	
		Normes Nbre d'unités à l'ha.	Quantité (1 000 unités)	Normes Nbre d'unités à l'ha.	Quantité (1 000 unités)	Normes Nbre d'unités à l'ha.	Quantité (1 000 unités)
Pomme de terre							
- Primeur	15 000	150	2 250	100	1 500	100	1 500
- Saison	22 000	120	2 640	100	2 200	100	2 200
Tomates	10 000	150	1 500	120	1 200	120	1 200
Artichaut	6 000	150	900	120	720	75	450
Autres (normes moyennes).	47 000	120	5 640	80	3 760	60	2 820
Total	100 000		12 930		9 380		8 170

FUMURE ORGANIQUE :

La fertilisation organique implique la mise en place d'installations pour la fabrication du fumier artificiel dans tous les domaines maraîchers et en priorité dans les domaines primeuristes des zones côtières, où le coefficient d'utilisation des sols oscille entre 1,8 et 2,5.

UTILISATION DES GADOUES :

Pour améliorer les quantités des gadoues utilisées actuellement, une usine de transformation sera créée pendant la durée du plan.

212 PRODUCTION DE SEMENCES ET DE PLANTS

L'Algérie importe actuellement pour plus de 20 millions de dinars de semences maraîchères qui ne correspondent pas toujours aux exigences nationales (dates d'approvisionnement, pureté variétale, état sanitaire).

Pour produire sur le territoire national l'ensemble des semences et plants nécessaires aux besoins de la production en 1973 il est prévu :

- de mettre en œuvre dès 1970 un processus de production de plants d'artichauts et de semences de pommes de terres.
- de créer un organisme spécialisé et de lui confier progressivement l'ensemble de la production de semences et de plants.

PRODUCTION DE PLANTS D'ARTICHAUTS.

Pour améliorer et revaloriser la production d'artichauts, des pépinières seront créées dans les principaux départements maraîchers. Les plants issus de ces pépinières pourront satisfaire dès 1973 l'ensemble des besoins du secteur socialiste et une faible part des besoins du secteur privé.

PRODUCTION DE PLANTS D'ARTICHAUTS

PLANTS D'ARTICHAUTS	Unités	1970	1971	1972	1973
Superficies des pépinières.	ha	25,5	54	70	80,3
Production de plants issus des pépinières	Nbre de plants	4 000 000	8 500 000	12 200 000	15 500 000

MULTIPLICATION DE SEMENCES DE POMMES DE TERRE.

Les besoins globaux s'élèvent à 45.000 t. de pommes de terre de semence. Pour satisfaire la moitié de ces besoins d'ici 1973, soit ceux du secteur socialiste, l'Algérie entamera en 1970 un processus de multiplication dans des domaines-semences.

Le principal facteur limitant est constitué par les capacités de stockage. Une étude est en cours pour déterminer le volume et la localisation optimale des équipements à créer.

De plus, pour encourager les domaines retenus pour la production de semences, une subvention en engrais leur sera accordée pendant les trois premières années, à raison de 100 % la première année, des 2/3 la seconde année et de 1/3 la troisième année.

Le tableau suivant résume les données du programme de multiplication qui sera mis en œuvre.

SEMENCES DE POMMES DE TERRE

Pommes de terre de semences	1970	1971	1972	1973
Superficie (ha)	250	425	1 050	2 050
Production (t.)	2 250	4 250	10 500	20 500

CREATION D'UN ORGANISME SPECIALISE.

La culture des porte-graines, faisant appel à des techniques spécifiques délicates, ne peut être entreprise que par un organisme spécialisé pourvu de l'encadrement et du matériel adéquat.

Le rôle de cet organisme sera d'assurer l'expérimentation, la production et la distribution de l'ensemble des semences et plants maraîchers.

213 UTILISATION RATIONNELLE DE L'EAU

Sans eau il est impossible de pratiquer les cultures maraîchères en Algérie.

Un certain nombre d'études et d'équipements seront réalisés pendant le plan pour améliorer et rationaliser l'utilisation de l'eau, en particulier :

- renouvellement des groupes moto-pompes et de l'ensemble du matériel d'irrigation.
- Aménagement et entretien du réseau de drainage dans les périmètres installés sur des sols salins, et mise au point des techniques d'irrigation les plus à même de remédier au problème de toxicité des eaux salines, particulièrement aigue dans l'Oranais et les zones sahariennes.
- Etude des adductions d'eau complémentaires nécessaires dans le Sahel littoral algérois, à vocation primeuriste particulièrement marquée.

214 PROTECTION PHYTOSANITAIRE

La forte densité des cultures maraîchères, leur rotation rapide et leur concentration géographique entraînent un pullulement des parasites, qui nécessite une lutte constante.

L'intensification de la lutte chimique requiert les mesures suivantes :

- augmentation de l'offre du produit, conformément aux normes prescrites par l'I.N.R.A. et livraison en temps voulu.
- meilleure coordination des actions des inspections régionales de la protection des végétaux et des D.A.W.
- organisation de stages de formation aux techniques de protection pour le personnel des domaines maraîchers.
- équipement des domaines maraîchers en pulvérisateurs « type maraîcher ».
- révision de l'homologation des produits en vue de lever l'interdiction d'utiliser certains produits indispensables aux cultures maraîchères (chloropicine par exemple).

215 RENOUVELLEMENT DU PARC MATERIEL

Une enquête, réalisée dans la zone primeuriste de la Wilaya d'Alger, a montré que 50 % du parc matériel a plus de 10 ans d'âge.

L'effort pendant le plan doit donc porter, en priorité, sur le renouvellement du matériel existant et l'équipement des domaines en pulvérisateurs.

22. ACTIONS SUR LES SUPERFICIES

Les superficies consacrées aux cultures maraîchères peuvent être étendues :

- 1) par la substitution de cultures maraîchères aux cultures sèches dans les nouveaux périmètres irrigués,
- 2) par la substitution de cultures maraîchères à la vigne dans les zones de reconversion du vignoble,
- 3) par l'augmentation du rapport superficie plantée à superficie réelle, c'est-à-dire du nombre de cultures annuelles effectuées sur un même sol.

EVOLUTION DES SUPERFICIES

Unité : ha .

SUPERFICIE	Année de Base	1973	1980
Superficie réelle totale	72 000	81 000	90 000
Superficie plantée	85 000	100 000	123 500
Rapport superficie plantée à superficie réelle	1,18	1,25	1,36

23 - CALENDRIER DE PRODUCTION

231 PRODUCTION DESTINEE A L'EXPORTATION

L'importance et la rentabilité des exportations algériennes sont fonction des dates de livraison sur les marchés extérieurs. Ces livraisons doivent être de plus en plus précoces car les pays importateurs produisent de plus en plus tôt, dès le mois d'avril actuellement. L'Algérie doit donc exporter :

- de janvier à mars pour les pommes de terre,
- d'octobre à janvier pour les tomates,
- de novembre à février pour les artichauts,
- de janvier à mai pour les carottes.

Le respect d'un tel calendrier implique :

- des mesures techniques : emploi de variétés précoces ou tardives,
- des mesures d'ordre organisationnel : approvisionnement des domaines en temps voulu,
- des mesures d'ordre économique : octroi de primes aux producteurs qui livrent leur production dans les délais prescrits.

En outre, dans les zones littorales de la Wilaya d'Alger, la culture sous plastique permettra une livraison très précoce des produits maraîchers algériens sur les marchés extérieurs ; une telle opération, rentable dès la première année de réalisation, sera étendue une fois mise au point.

232 PRODUCTION DESTINEE A LA CONSOMMATION INTERIEURE

Le regroupement dans le temps de la production de saison entraîne une saturation du marché à certaines périodes, et des déficits à d'autres périodes.

Chaque D.A.W. devra donc fixer un calendrier de production aux domaines lors de l'établissement des plans de culture pour étaler la commercialisation dans le temps, en fonction des besoins du marché.

L'amélioration du réseau de stockage (chambres frigorifiques) permettra également de remédier à ce manque de régularité des livraisons et d'étaler la distribution dans le temps.

24 - RATIONALISATION DU SYSTEME DE CULTURE

241 INTRODUCTION D'ASSOLEMENTS NOUVEAUX

La succession de cultures de solanacées, — en particulier tomates, pommes de terre, aubergines, piments — entraîne un appauvrissement des sols et le développement de maladies graves (fusarium, verticilliose, nématodes).

L'adoption de systèmes de rotation : solanacées, autres espèces maraîchères, peut apporter une solution à ce problème.

Des études doivent être menées au niveau national pour déterminer les espèces à introduire dans l'assolement dont les débouchés sont les plus intéressants, à l'intérieur ou à l'extérieur ; des systèmes de rotation seront proposés aux D.A.W., qui seront chargés d'en assurer le respect dans l'établissement des plans de cultures des domaines.

242 SPECIALISATION DES DOMAINES

Pour réduire l'autoconsommation dans les domaines à production mixte et pour faciliter l'amélioration des techniques culturales, une expérience a débuté au cours de la campagne 1968/69, tendant à spécialiser les domaines en fonction de leur situation écologique et des exigences du marché.

Si les résultats de cette expérience s'avèrent probants, elle sera étendue à d'autres Wilayate à partir de la campagne 1969/70.

243 SPECIALISATION ZONALE

Un certain nombre de zones homogènes, à vocation primeure caractérisée, seront spécialisées dans ce type de production.

Une telle spécialisation permettra de doter ces zones de l'équipement en moyens de production (remplacement des groupes moto-pompes) et de stockage adéquats, de faciliter les approvisionnements et la formation du personnel, ainsi que le contrôle du calendrier de production.

25 - ACTIONS SUR LA COMMERCIALISATION

251 PRIX

Les résultats comptables des domaines de secteur autogéré montrent que les cultures maraîchères ne sont pas rentables actuellement. Ce manque de rentabilité est dû en partie à la faiblesse des rendements, il provient aussi d'un écoulement des produits à très bas prix. Cette faiblesse des prix s'explique :

- par les retards dans la livraison des primeurs sur les marchés extérieurs. Ceux-ci arrivant en même temps que les produits locaux, vendus à un cours très bas,
- par une production saisonnière trop regroupée, qui entraîne une saturation du marché et un effondrement des cours à certaines périodes de l'année,
- par une mauvaise information ayant pour conséquence une grande disparité géographique des prix au même moment.

L'OFLA apportera des solutions à ces problèmes :

- en achetant les produits à un prix minimum garanti fixé par décret avant chaque campagne, ce qui supprimera les oscillations des prix à la production et les disparités régionales,
- en créant une infrastructure de stockage qui permettra l'écoulement plus étalé de la production,
- en informant les D.A.W. des exigences du marché pour que ces dernières y adaptent les calendriers de production des domaines.

252 INFRASTRUCTURE DE STOCKAGE ET DE CONDITIONNEMENT

L'infrastructure de stockage et de conditionnement est un facteur essentiel de la stabilité des prix car elle permet l'écoulement plus étalé de la production saisonnière.

Les capacités actuelles de stockage destinées essentiellement aux exportations, sont très insuffisantes, surtout dans l'Est du pays.

Une étude en cours permettra de déterminer le volume des besoins (estimés à 30.000 m³ minimum pour les fruits et légumes) et les implantations optimales de ces équipements.

L'équipement des CORE, gares de Blida, Alger, El-Asnam et Sétif est prioritaire.

En outre les transports sur longues distances doivent se faire par camions frigorifiques.

CULTURES INDUSTRIELLES

1 - TABAC

La culture du tabac traverse une crise grave depuis le début des années 1960, par suite :

- de l'apparition du Mildiou en 1961 qui a ravagé la production,
- et de la réduction massive des débouchés extérieurs depuis 1963.

II - BESOINS ET OBJECTIFS DE PRODUCTION

La culture du tabac doit être maintenue en raison des emplois qu'elle procure (250 journées/ha/an).

TABAC A FUMER.

La part du tabac à fumer algérien dans la consommation intérieure doit augmenter et passer de 28 % actuellement à 75 % en 1973, grâce à un effort de reconversion de la production vers les qualités nécessaires à la réalisation des mélanges consommés en Algérie.

Les exportations (1.500 t. actuellement) seront supprimées, car les prix de revient algériens ne sont pas concurrentiels (deux fois le cours mondial).

TABAC A PRISER ET A MACHER.

La consommation intérieure et les exportations devront se maintenir à leur niveau actuel respectivement 1.800 t et 200 t.

CONSOMMATION ET PRODUCTION

Unité : tonnes.

TABAC	Tabac à Fumer		Tabac à priser et à mâcher.	
	1968	1973	1968	1973
Consommation intérieure...	7 500	8 400	1 800	1 800
Importation	4 400	2 100	-	-
Exportation	1 500	-	200	200
Production	4 600	6 300	2 000	2 000

12 - MOYENS ET MESURES

121 ACTIONS SUR LA PRODUCTION

Ces actions doivent viser deux objectifs :

- la recherche de variétés nouvelles, pouvant satisfaire les besoins de la consommation intérieure,
- la réduction des coûts de productions par l'augmentation des rendements.

RECHERCHE DE VARIETES NOUVELLES.

En liaison avec la SNTA, l'I.N.R.A. recherchera les qualités adaptées aux besoins, qu'il est possible de produire en Algérie, et en déterminera les zones de culture et les techniques culturales optimales.

AUGMENTATION DES RENDEMENTS.

L'augmentation des rendements sera obtenue par :

- la concentration de la culture dans les zones favorables,
- une fumure plus intensive,
- un meilleur respect du calendrier des travaux.

La réalisation de ces deux objectifs implique :

- l'envoi d'ingénieurs à l'étranger pour leur donner une spécialisation en tabac et l'affectation de 10 techniciens à la culture du tabac.
- l'octroi de crédits en nature aux planteurs et le maintien de la subvention contre le mildiou (1.280.000 DA/an).

EVOLUTION DES SUPERFICIES ET DES RENDEMENTS

T A B A C	Unité	Tabac à fumer		Tabac à priser et à mâcher.	
		1968	1973	1968	1973
Superficie	ha	7 900	9 000	1 000	1 000
Rendement	q/ha	5,8	7	20	20
Production	t.	4 600	6 300	2 000	2 000

122 ACTIONS SUR LA COMMERCIALISATION

LE CIRCUIT DE COMMERCIALISATION.

Les tabacoops doivent être réorganisées : leur structure de fonctionnement n'a pas été modifiée depuis 10 ans, alors que la production commercialisée a été divisée par 4, ce qui grève lourdement la marge prélevée sur les producteurs.

Une convention doit être signée entre la SNTA et chaque TABACOOOP, qui fixera chaque année les quantités, qualités, prix correspondants, mode de paiement et de livraison.

LES PRIX.

Le prix de revient actuel de la culture est de 6 DA/Kg ; or le prix actuellement payé aux producteurs est de 4,25 DA/Kg.

Ce prix doit donc être relevé à 6 DA/Kg, hausse de prix qui sera :

- soit répercutée sur le consommateur, ce qui entraînera une hausse de 0,04 DA du paquet de 20 cigarettes,
- soit prise en charge par la SNTA ou par l'Etat.

2 - COTON

21 - BESOINS ET OBJECTIFS DE PRODUCTION

Actuellement l'Algérie exporte des quantités importantes de fibres longues qui sont très appréciées par les acheteurs étrangers, mais doit importer la quasi-totalité de ses besoins en fibres moyennes et courtes.

Fibres longues :

Au fur et à mesure de l'augmentation de la demande intérieure, l'Algérie va réduire ses exportations. Des importations seront même nécessaires à partir de 1974.

Fibres moyennes :

L'Algérie, qui couvre actuellement 6 % de ses besoins, en couvrira 17 % en 1973.

Fibres courtes :

Ne pouvant produire cette qualité, l'Algérie continuera à importer la totalité de ses besoins.

CONSOMMATION ET PRODUCTION

Unité : 1 000 q.

COTON	1968				1973			
	Fibre longue	Fibre moyenne	Fibre courte	Total	Fibre longue	Fibre moyenne	Fibre courte	Total
Consommation intérieure (fibre)	2	42	64	108	21	81	76	178
Exportation + Importation -	+ 3	- 39	- 64	- 100	- 1	- 67	- 76	- 144
Production (fibre)	5	3	-	8	20	14	-	31
Production (graine)	7	5	-	12	30	21	-	52
Production (coton brut)	15	10	-	25	60	43	-	103

22 - MOYENS ET MESURES

221 ACTIONS SUR LA PRODUCTION

ACTION SUR LES SUPERFICIES.

Les superficies doivent passer de 4.000 ha en 1967/68 à 6.500 ha en 1972/73 grâce à des extensions dans les périmètres de Abadla (500 ha), Haut-Chélif, (1.000 ha), Moyen Chélif (500 ha) et Bas-Chélif (800 ha) : dans le périmètre de Bou-Namoussa la suppression de la culture en sec (1.700 ha en 1967/68) sera partiellement compensée en 1972/73 par une culture en irrigué (1.000 ha).

ACTION SUR LES RENDEMENTS.

Les rendements passeront de 6 q/ha actuellement à 16 q/ha en 1973 grâce à :

- l'introduction de nouvelles variétés sélectionnées par l'I.N.R.A.,
- une intensification de la fertilisation et des traitements phytosanitaires.

LES PRIX.

La culture du coton est actuellement largement déficitaire. Son maintien et son extension sont subordonnés à des mesures de soutien des prix de la part de l'Etat, si le prix des fibres est maintenu au niveau actuel.

Compte tenu du prix de revient de la culture, du prix actuel de la fibre et des rendements escomptés en 1973, ce soutien devra s'élever à :

- 50 DA par quintal de fibre longue,
- 135 DA par quintal de fibre moyenne.

STOCKAGE ET CONDITIONNEMENT.

Les équipements des cotocoops du Sig et d'El-Asnam sont à renouveler entièrement.

Des équipements nouveaux sont à construire à Abadla et à El-Khemis. Il en résultera un investissement global de 6 millions de DA.

3 - TOURNESOL

31 - BESOINS ET OBJECTIFS DE PRODUCTION

Pour réduire les importations massives d'huile de graine (65.000 t. en 1968), la culture du tournesol a été expérimentée depuis quelques années.

Les essais entrepris ont été assez satisfaisants pour étendre largement la culture de 332 ha actuellement à 30.000 ha en 1973, ce qui permettra d'obtenir 30.000 t. de graine (soit 12.000 t. d'huile) et de satisfaire 15 % des besoins d'huile de graine.

CONSOMMATION ET PRODUCTION

Unité : tonnes.

OLEAGINEUX	1968	1973
Consommation (huile de graine)	65 000	82 000
Importation (huile de graine)	64 920	70 000
Production (huile de tournesol)	80	12 000
Production (graine de tournesol)	201	30 750

32 - MOYENS ET MESURES

321 ACTIONS SUR LA PRODUCTION

EVOLUTION DES SUPERFICIES ET DES RENDEMENTS

TOURNESOL	Unité	1967/68	1972/73
Superficie	ha	332	30 000
Rendement	q/ha	6	10,2
Production	q	2 010	307 500

L'extension considérable de la culture est subordonnée à un effort de recherche accru, à un encouragement de l'Etat aux producteurs et à un encadrement de la production.

EFFORT DE RECHERCHE.

L'I.N.R.A. fera porter ses expériences sur la recherche de variétés précoces pour éviter les pertes dues à la chaleur et sur les techniques culturales (assolement, normes d'engrais, mécanisation).

ENCADREMENT DE LA PRODUCTION

Cet encouragement comprendra la fourniture du matériel, des engrais et des semences pour le secteur socialiste, une subvention en engrais et en semence pour le secteur privé, pour encourager la production durant les premières années.

L'encadrement minimum devra comprendre :

- 1 ingénieur au niveau central,
- 1 technicien par Wilaya intéressée (8 au total),
- des chefs de culture spécialisés dans les domaines.

322 ACTIONS SUR LA COMMERCIALISATION

LE CIRCUIT DE COMMERCIALISATION.

L'O.A.I.C. sera chargé de la commercialisation des graines et de la distribution des semences, car c'est le seul organisme qui possède l'infrastructure et les compétences nécessaires.

LES PRIX.

Sur la base d'un rendement de 10 q/ha le prix de revient de la culture est de 82 DA/q. L'Etat devra prendre en charge la différence entre ce prix et celui payé par l'industrie.

LE STOCKAGE ET LE CONDITIONNEMENT.

Il faut doter l'O.A.I.C. d'une infrastructure de stockage spécifique pour le tournesol, d'une capacité de 270.000 q. soit un investissement global de 9.450.000 DA.

De plus, les coopératives chargées du stockage devront être dotées de laboratoires d'analyse pour mesurer la teneur en huile des graines. Six laboratoires sont à construire soit un investissement global de 90.000 DA.

4 - BETTERAVES SUCRIERES

41 - BESOINS ET OBJECTIFS DE PRODUCTION

Pour réduire ses importations massives de sucre (250.000 tonnes en 1968, soit 95 % de la consommation intérieure) l'Algérie a implanté une première unité de transformation en 1966 à El-Khemis et en mettra en fonction une seconde à Guelma en 1971.

En 1973 la production de betteraves sucrières sera de 200.000 tonnes. La sucrerie d'EL-KHEMIS en traitera 160.000 tonnes et la sucrerie de GUELMA 40.000 tonnes. Afin de pouvoir faire face au développement de la production, la capacité de traitement des usines sera portée, pour chacune d'elle à 200.000 tonnes en 1980.

CONSOMMATION ET PRODUCTION

Unité : tonnes.

DESIGNATIONS	1968	1973	1980
Consommation intérieure (sucre)	220 000	270 000	340 000
Importation (sucre)	208 000	244 000	289 000
Production (sucre)	12 000	26 000	51 000
Production (Betterave sucrière)	90 000	200 000	390 000

il est retenu de façon :
impérative de produire

- 200.000 t. en 1973

- 300.000 t en 1980.

42. MOYENS ET MESURES

421 ACTIONS SUR LA PRODUCTION

L'augmentation de la production actuelle sera obtenue par une extension des superficies dans le périmètre du Haut-Chéiff et par une amélioration des rendements.

EVOLUTION DES SUPERFICIES ET DES RENDEMENTS

El - Khemis Betteraves sucrières	Unités	1969	1973	1980
Superficie	ha	3 000	4 000	4 900
Rendement	t/ha	30	40	40
Production Betterave	t	90 000	160 000	195 000
Production Sucre	t	12 000	20 800	25 500

La production sera introduite en irrigué dans le périmètre de la Bou-Namoussa et en sec dans la région de Guelma.

EVOLUTION DES SUPERFICIES ET DES RENDEMENTS

Guelma Betteraves Sucrières	Unités	1 9 7 3			1 9 8 0		
		en irrigué	en sec	Total	en irrigué	en sec	Total
Superficie	ha	800	900	1 700	3 160	3 840	7 000
Rendement	t / ha	35	15		40	18	
Production (Betterave)	t	27 000	13 000	40 000	127 000	68 000	195 000
Production (Sucre)	t	3 440	1 760	5 200	16 500	9 000	25 500

Ces objectifs seront atteints si les moyens suivants sont mis en œuvre.

FERTILISATION.

FERTILISATION PREVUE EN 1973

Unité : q.

Type d'engrais	Normes par ha	Besoins globaux
12 - 13	10	57 000
Ammonitrate 22 %	4	22 800
Sulfate d'Ammoniaque	2	11 400

SEMENCES.

Il faudra continuer à importer ces semences 20 kg/ha soit 115 t. en 1973 (Variété KLEINWANZLEBEN).

PROTECTION PHYTOSANITAIRE.

PRODUITS PHYTOSANITAIRES . BESOINS EN 1973

Type de Produits	Normes par ha (Kg)	Besoin total (t)
Aldrine	80	456
D. D. T.	3	17,1

MECANISATION.

MATERIEL AGRICOLE : BESOINS EN 1973

	Normes en ha par machine	Besoin global (machine)
Bineuses	60	71
Tracteurs betteraviers	60	71
Tracteurs 45 / 50 CV		8

Pour l'arrachage, les semis et l'irrigation, une coopérative existe à El-Khemis il y a lieu d'en constituer une à Guelma et de la doter du matériel nécessaire :

- 15 arracheuses,
- 15 chargeuses,
- 30 râteaux,
- 15 décollecteuses,
- 20 semoirs en ligne de 3 m.

ENCADREMENT.

Chaque unité de production devra être dotée d'un chef de culture spécialisé en betterave et d'un responsable d'ilôts par tranche de 60 ha ce qui nécessite la formation de 77 responsables d'ilôts et de 37 chefs de culture d'ici 1973.

L'encadrement de la production sera en outre réalisé au niveau de chaque périmètre par un ingénieur et deux techniciens.

ENCOURAGEMENT DE L'ETAT.

Pour permettre l'introduction de la betterave sucrière dans les régions de Guelma et Annaba, en sec et en irrigué, l'Etat devra supporter durant les années de démarrage de la sucrerie les frais engagés sur cette culture nouvelle.

422 ACTIONS SUR LA COMMERCIALISATION

Le prix d'achat actuel de la betterave par la SOGEDIS : 100 DA/t. à 16 % de sucre est fixé par contrat. Ce prix est satisfaisant.

Il y a lieu d'étendre la durée de ces contrats sur 10 ans, période qui correspond à l'installation d'un périmètre betteravier.

5 - TOMATES INDUSTRIELLES

51 - BESOINS ET OBJECTIFS DE PRODUCTION

Importatrice de produits dérivés de la tomate jusqu'en 1966, l'Algérie est devenue largement exportatrice

Un tel progrès est dû à la mise en place d'une forte capacité de transformation qui sera encore accrue pendant le Plan pour atteindre 12.315 t. en 1973 pour le concentré (contre 9.220 actuellement) et 3.600 t. pour le jus, 9.600 t. pour les tomates pelées et 600 t. pour le Ketchup.

La consommation intérieure, malgré une croissance de 5 % par an environ, absorbera moins de la moitié de cette production en 1973.

Les exportations seront accrues, malgré une forte concurrence (Italie, Bulgarie), grâce à un effort de réduction des coûts de production et de prospection de nouveaux marchés.

CONSOMMATION ET PRODUCTION

Unité : tonnes.

Tomates Industrielles	Années de Base			1 9 7 3		
	Concentré	Jus	Equivalent tomates.	Concentré	Jus	Equivalent tomates.
Consommation intérieure.	5 290	20	-	6 430	25	-
Exportation	1 100	-	-	4 550	275	-
Production.	6 390	-	39 000	10 980	300	69 900

52 . MOYENS ET MESURES

521 ACTIONS SUR LA PRODUCTION

EVOLUTION DES SUPERFICIES

Unité : ha.

Tomates Industrielles	1969	1973
En sec	3 900	6 700
En irrigué	1 046	2 200
Total.....	4 946	8 900

Augmentation des superficies.

Malgré leur faible rentabilité, les cultures en sec sont maintenues dans plusieurs zones (Djidjelli, Anna) en raison des unités de transformation existantes, ou en construction.

Augmentation des rendements.

Les rendements (60 q/ha en moyenne actuellement) devront passer à 55 q/ha en sec et à 150 q/ha en irrigué, grâce à un effort de recherche et de vulgarisation des techniques culturales intensives.

522 ACTIONS SUR LA COMMERCIALISATION

Une commission mixte Agriculture-Industrie a été chargée de l'étude des implantations d'unités de transformation nouvelles et de leur approvisionnement, afin d'éviter le renouvellement de certaines erreurs.

Au terme de ses réunions, la commission a arrêté et approuvé plusieurs décisions. Parmi celles-ci, il est prévu que l'OFLA livre à la SOALCO 95.000 tonnes de tomates industrielles, pendant la durée du Plan.

Une tolérance de 10 % en plus ou en moins sera admise. Une commission de contrôle a été créée afin de veiller à la bonne exécution du programme.

LES PRIX.

La commission de contrôle sera également chargée de la fixation du prix du produit rétrocedé par l'OFLA à la SOALCO et du prix des transports.

Pour rendre le prix des produits transformés concurrentiels sur le marché international, l'Algérie devra réduire ses coûts de production et en particulier celui de la matière première, la tomate, qui en représente le tiers.

Les prix payés au producteur devront être abaissés de 25 DA/q. actuellement à 16 DA/q. en 1973. Cette diminution sera progressive et sera fonction des augmentations de rendement obtenues.

6 - PLANTES A PARFUM

61 - BESOINS ET OBJECTIFS DE PRODUCTION

Sur une superficie minime, 960 ha, les plantes à parfum procurent à l'Algérie un gain en devises appréciable (6 millions de DA en 1966) par l'exportation de la quasi-totalité de la production sous forme d'essence ou de «concrète».

Bien qu'elle se heurte à de graves problèmes de débouchés depuis 1967, la culture des plantes à parfum sera étendue d'ici 1973, par suite d'une réorganisation de l'appareil commercial, et d'un effort de prospection des marchés, et d'une modernisation de l'appareil de transformation.

62 MOYENS ET MESURES

621 - ACTIONS SUR LA PRODUCTION

Il est prévu de reconstituer les vieilles plantations et d'étendre les superficies des spéculations aux débouchés les plus rémunérateurs géranium Rosat surtout.

La réalisation de ces plantations nouvelles nécessitera un crédit d'investissement de 3.542.000 DA.

EVOLUTION DES SUPERFICIES

Unité : ha.

Plantes à parfum	Superf. 1968	Superf. 1973	Reconsti- tution.	Planta- tion.
Jasmin	88	88	42	42
Géranium Rosat.....	831	2 000	431	1 600
Verveine	3	60	3	60
Lavande	4	50	4	50
Autres	33	33	-	-

L'objectif retenu de façon impérative est d'atteindre en 1973 2000 ha cultivés en plantes à parfum.

622 ACTIONS SUR LA COMMERCIALISATION

La commercialisation actuelle réalisée par l'OFLA ne répond pas aux besoins spécifiques des plantes à parfum.

Des structures nouvelles allégées (suppression des intermédiaires) sont à mettre en place autour d'un organisme spécialisé.

Les fabricants de Grasse absorbent la majeure partie de la production actuelle, à des prix peu avantageux.

Pour se soustraire à ce monopole, une étude de marché doit être réalisée pendant le plan, pour découvrir de nouveaux débouchés

623 ACTIONS SUR LA TRANSFORMATION

Un investissement global de 1.305.000 DA est prévu pour moderniser l'appareil existant et en créer de nouveaux :

- révision et entretien du matériel des distilleries existantes à Alger, Oran, Annaba.
- installation de deux nouvelles distilleries à Annaba,
- installation d'une unité de fabrication en absolue à la Chiffa.

CULTURES INDUSTRIELLES

REPARTITION DES SUPERFICIES PAR WILAYA

Unité : ha.

WILAYATE	Secteurs	Tabac à fumer.	Tabac à priser et à macher	Coton	Tourne-sol.	Betterave sucrière	Tomate industrielles.	Plantes à parfum.	Total.
Alger.....	S.S	550	-	-	3 800	-	500	1 310	6 160
	S.P	840	-	-	2 200	-	-	150	3 190
	T	1 390	-	-	6 000	-	500	1 460	9 350
Médéa	S.S	50	-	-	400	-	-	-	450
	S.P	-	-	-	100	-	-	-	100
	T.	50	-	-	500	-	-	-	550
Tizi-Ouzou	S.S	300	-	-	2 000	-	-	-	2 300
	S.P	770	-	-	1 000	-	-	-	1 770
	T	1 070	-	-	3 000	-	-	-	4 070
El-Asnam.....	S.S	450	-	2 500	400	3 200	400	-	6 950
	S.P	690	-	-	100	800	-	-	1 590
	T.	1 140	-	2 500	500	4 000	400	-	8 540
Région d'Alger.....	S.S	1 350	-	2 500	6 600	3 200	900	1 310	15 860
	S.P	2 300	-	-	3 400	800	-	150	6 650
	T.	3 650	-	2 500	10 000	4 000	900	1 460	22 510
Oran.....	S.S	-	-	500	-	-	500	50	1 050
	S.P	-	-	-	-	-	-	20	20
	T.	-	-	500	-	-	500	70	1 070
Mostaganem.....	S.S	-	30	2 000	500	-	200	-	2 730
	S.P	-	40	-	500	-	-	-	540
	T.	-	70	2 000	1 000	-	200	-	3 270
Tiaret	S.S	-	-	-	2 000	-	-	-	2 000
	S.P	-	-	-	2 000	-	-	-	2 000
	T.	-	-	-	4 000	-	-	-	4 000
Tlemcen.....	S.S	-	-	-	500	-	-	-	500
	S.P	-	-	-	500	-	-	-	500
	T.	-	-	-	1 000	-	-	-	1 000
Saida.....	S.S	-	-	-	-	-	-	-	-
	S.P	-	-	-	-	-	-	-	-
	T.	-	-	-	-	-	-	-	-
Région d'Oran.....	S.S	-	30	2 500	3 000	-	700	50	6 280
	S.P	-	40	-	3 000	-	-	20	3 060
	T.	-	70	2 500	6 000	-	700	70	9 340
Constantine.....	S.S	60	100	-	2 200	-	1 000	20	3 380
	S.P	180	400	-	1 800	-	-	20	2 400
	T	240	500	-	4 000	-	1 000	40	5 780
Batna	S.S	50	-	-	-	-	-	-	50
	S.P	80	-	-	-	-	-	-	80
	T.	130	-	-	-	-	-	-	130
Annaba	S.S	1 590	50	1 000	4 900	1 200	2 000	370	11 110
	S.P	3 390	150	-	2 100	500	2 800	60	9 000
	T.	4 980	200	1 000	7 000	1 700	4 800	430	20 110

Unité : ha.

WILAYATE	Secteurs	Tabac à fumer	Tabac à priser et à macher	Coton	Tourne-sol.	Betterave sucrière	Tomate industrielles	Plantes à parfum.	Total.
Sétif	S.S	-	20	-	1 200	-	500	-	1 720
	S.P	-	80	-	1 800	-	-	-	1 880
	T	-	100	-	3 000	-	500	-	3 600
Région de Constantine	S.S	1 700	170	1 000	8 300	1 200	3 500	390	16 260
	S.P	3 650	630	-	5 700	500	2 800	80	13 360
	T	5 350	800	1 000	14 000	1 700	6 300	470	29 620
Saoura	S.S	-	-	-	-	-	-	-	-
	S.P	-	-	500	-	-	-	-	500
	T	-	-	500	-	-	-	-	500
Oasis	S.S	-	30	-	-	-	-	-	30
	S.P	-	100	-	-	-	-	-	100
	T	-	130	-	-	-	-	-	130
Total ALGERIE.....	S.S	3 050	230	6 000	17 900	4 400	5 100	1 750	38 430
	S.P	5 950	770	500	12 100	1 300	2 800	250	23 670
	T	9 000	1 000	6 500	30 000	5 700	7 900	2 000	62 100

CULTURES FOURRAGERES

I - BESOINS ET OBJECTIFS DE PRODUCTION

II - SITUATION ACTUELLE

Les cultures fourragères n'occupent que 92.000 ha soit 1,5 % des terres labourables dont 58.000 ha en secteur socialiste et 34.000 ha en secteur privé.

L'Algérie produit surtout un fourrage de faible valeur alimentaire, la vesce-avoine, qui occupe 86 % des superficies fourragères, mais ne procure que 58 % des unités fourragère (U.F.).

Estimée à 100 millions d'U.F. (dont 65 % en secteur socialiste) et 9.000 t. de M.A.D. (matière azotée digestible), la valeur alimentaire de la production actuelle ne satisfait que 50 % des besoins théoriques du cheptel, qui est donc largement sous-alimenté.

12 - OBJECTIFS DE PRODUCTION

L'extension des cultures fourragères conditionne la réussite de la politique de développement des élevages bovins et ovins.

La production, dont le contrôle est le plus facile, celle du secteur socialiste et celle du secteur privé dans les nouveaux périmètres irrigués, doit être affectée à la satisfaction des besoins prioritaires suivants :

- alimentation de tous les bovins sélectionnés importés, y compris ceux du secteur privé, soit 100.000 Unités Zootechniques Bovines (U Z B : vache laitière et sa descendance) en 1973,
- alimentation de complément pour les ovins conduits en association culture-élevage dans la zone marginale (300 - 400 mm de pluie), soit 500.000 Unités Zootechniques Ovines (U Z O : brebis et sa descendance) en 1973,
- alimentation des ovins élevés dans le cadre des coopératives ovines, dans le Sud, pendant les 3 mois secs d'été, soit 650.000 U Z O en 1973,
- alimentation de 500.000 broutards mis à l'embouche dans le Nord pendant 3 mois sur chaume, et 2 mois à l'engrais,
- alimentation de 225.000 vieilles brebis réformées, mises à l'embouche pendant 1 mois dans le Nord.

BESOINS PRIORITAIRES EN 1973

ELEVAGES	Effectif (en U. Z ou en têtes).	Besoins en unités fourragères (Millions d'U. F.).	Besoins en M. A. D. (tonnes).
BOVINS	100 000 UZB	520	56 000
OVINS			
--- Association culture élevage.	500 000 UZO	200	18 250
- Coopération ovine	650 000 UZO	260	23 725
- Embouche broutards	500 000		
- sur chaumes		20	2 250
- engraissement		20	1 800
- Embouche brebis	225 000	5	472
TOTAL		1 025	102 497

UZ : Unité Zootechnique - UF : Unité fourragère
MAD : Matière azotée digestible.

Connaissant :

- la part de ces besoins qui sera satisfaite sur le terrain (parcours steppiques, pâturages sur jachères et chaumes),
 - celle qui sera satisfaite par de l'orge en grains ou de la paille,
 - celle, de plus en plus importante, qui sera satisfaite par des aliments concentrés, à base de céréales,
- il est possible de déterminer la quantité de fourrages cultivés qu'il est nécessaire de produire.

SATISFACTION DES BESOINS PRIORITAIRES

Unité : Million d'U. F.

ELEVAGES	Fourrages cultivés	Aliments concentrés	Autres sources	Total
BOVINS	385	135	-	520
OVINS				
- Associat. culture élev.	79	32	89	200
- Coopération ovine	34	19	207	260
- Embouche broutards - sur chaume	-	7	13	20
- à l'engrais	9	7	4	20
- Embouche brebis	2	2	1	5
TOTAL	509	202	314	1 025

Le triplement de la production fourragère dans le reste du secteur privé, par introduction de fourrages dans l'assolement aux dépens de la jachère, permettra d'améliorer les rations d'alimentation du cheptel restant.

Il en résultera les objectifs de production de fourrages cultivés suivants :

FOURRAGES CULTIVES : OBJECTIFS DE PRODUCTION

SECTEURS	1 9 6 8		1 9 7 3	
	U. F. (Million)	M. A. D. (tonne)	U. F. (Million)	M. A. D. (tonne)
Secteur Socialiste (1)	65	6 000	509	54 000
Secteur Privé	35	3 000	100	9 000
Total	100	9 000	609	63 000

(1) y compris la production du secteur privé dans les nouveaux périmètres irrigués.

2 - MOYENS ET MESURES

21 - AUGMENTATION DES SUPERFICIES

Les superficies du secteur privé (nouveaux périmètres exclus) passeront de 34.000 ha en 1968 à 100.000 ha en 1973, par introduction de cultures fourragères dans l'assolement aux dépens de la jachère.

Les superficies du secteur socialiste, plus celles du secteur privé dans les nouveaux périmètres, passeront de 58.000 ha en 1968 à 277.000 ha en 1973 ; cette augmentation sera obtenue dans 3 zones distinctes :

211 NOUVEAUX PERIMETRES IRRIGUES

Dans les nouveaux périmètres irrigués la production fourragère alimentera, essentiellement le cheptel bovin importé qui y sera implanté, toutefois 20.000 t. de fourrage déshydraté seront destinées à la fabrication d'aliments concentrés.

212 ZONE LITTORALE

La zone littorale s'étend :

- en irrigué sur 14.000 ha,
- en sec (au-dessus de 600 mm) sur 50.000 ha.

La production de cette zone alimentera le cheptel bovin sélectionné, importé, qui y sera implanté.

213 ZONE INTERIEURE

La zone intérieure située entre 400 et 600 mm s'étend :

- en irrigué sur une faible superficie : 8.950 ha,
- en sec sur 118.000 ha dans le cadre d'assolement de type quadriennal comprenant 2 soles de blé, 1 sole de fourrage et 1 sole de jachère ou de légumes secs.

La production de cette zone alimentera le cheptel bovin sélectionné qui sera implanté autour des villes et fournira également une alimentation de complément pour les ovins de la zone marginale et du Sud.

214 ZONE MARGINALE

Dans la zone marginale située entre 350 et 400 mm sera pratiqué sur 228.000 ha en secteur socialiste un assolement de type quadriennal : jachère travaillée - orge - jachère pâturée - pâturage semé.

Cet assolement introduira 57.000 ha de pâturage semé, auquel il faut ajouter 10.000 ha d'agropyrum cultivés hors assolement.

SURFACES FOURRAGERES DU SECTEUR SOCIALISTE EN 1973

Unité : ha.

ESPECES	Périmètre irrigué.	Zone Littorale		Zone Intérieure		TOTAL
		Irrigué	En sec	Irrigué	En sec	
Vesce - avoine	1 150	-	31 200	2 900	111 500	146 750
Luzerne	5 250	5 300	-	2 150	500	13 200
Bersim	9 200	2 370	15 000	-	-	26 570
Sorgho ou mats	4 750	4 510	3 300	900	-	13 460
Betteraves	-	1 500	-	-	-	1 500
Choux ou prairies temporaires	450	660	950	-	-	2 060
Céréales en vert	-	-	-	3 000	3 500	6 500
Agropyrum	-	-	-	-	10 000	10 000
Total partiel	20 800	14 340	50 450	8 950	125 500	220 040
Patûrage semé (1)						57 000
Total Général						277 040

(1) Sole patûrage semé, dans l'assolement quadriennal, pratiqué sur 228.000 ha en zone marginale (350 - 400 mm).

22. INTENSIFICATION DES RENDEMENTS

Les rendements escomptés pour 1973 sont différents selon la zone où les cultures fourragères sont pratiquées :

RENDEMENTS PREVUS EN 1973

Unité : q / ha.

Spéculation	Actuel	1 9 7 3			
		Zone littorale en irrigué et périmètres.	Zone Littorale en S e c	Zone Intérieure	
				En Irrigué	Sec
Luzerne	49	500	-	400	25
Vesce avoine					
- foin	26	-	45	60	35
- ensilage	-	-	180	-	150
Sorgho ou maïs	330	400	150	350	-
Céréales en vert....	26	-	-	300	160
Bersim	360	450	300	-	-
Betteraves	-	500	300	-	-
Choux	-	400	300	-	-
Agropyrum	-	-	-	-	1 000

Une telle amélioration sera obtenue surtout par l'emploi massif de deux facteurs de production essentiels : les engrais et les semences sélectionnées.

221 BESOINS EN ENGRAIS

FERTILISATION PREVUE EN 1973

Unité : 1000 unités d'éléments fertilisants.

Cultures fourragères	Azote (N)	Phosphore (P)	Potasse (K)
Besoins en engrais..	6 600	10 600	6 550

222 BESOINS EN SEMENCES

Il est prévu de satisfaire les besoins suivants en 1973 :

SEMENCES : BESOINS EN 1973

Unité : q.

Semences	Vesce	Avoine	Luzerne	Bersim	Sorgho	Maïs	Betteraves.
Normes à l'ha.	80	40	30	25	25	150	10
Besoins globaux	117 400	58 700	1 100	6 700	2 500	4 600	150

Unité : q.

Semences	Patûrage semé et céréales en vert.	Choux	agropy- rum.	Total
Norme à l'ha.....	120	2	10	-
Besoins globaux	76 800	51	500	268 500

De tels objectifs satisfont le tiers des superficies emblavées en luzerne, la moitié de celles emblavées en agropyrum et la totalité des superficies emblavées en d'autres espèces.

La création d'un organisme s'occupant de la production et de la commercialisation des semences permettra d'approvisionner les domaines dans les délais prescrits. Cet organisme devra prévoir la multiplication de semences sélectionnées pour éviter progressivement le recours aux importations.

23 - AMELIORATION DE LA QUALITE DES FOURRAGES

La valeur alimentaire des fourrages produits, actuellement très médiocre, sera nettement améliorée par l'emploi de techniques culturales appropriées et de procédés de conservation modernes.

- LA RECOLTE.

L'herbe doit être récoltée à un stade de végétation précoce (un mois plus tôt qu'actuellement).

- L'ENSILAGE.

ce mode de conservation réduit les pertes et permet une digestibilité plus facile des fourrages et une appétance plus grande du cheptel.

- LA DESHYDRATATION.

ce procédé permet de préserver au maximum la valeur nutritive des fourrages et d'éviter les pertes (4 à 12 % actuellement).

Trois usines seront installées dans les périmètres irrigués, à Maghnia, dans la Bou-Namoussa et dans le Haut-Chéliff où seront déshydratés les fourrages riches nécessaires (Bersim, Luzerne)

- LA MECANISATION DE LA RECOLTE.

Pour améliorer la récolte, opération qui demande à être effectuée rapidement, il est indispensable de prévoir le matériel spécifique suivant :

MATERIEL AGRICOLE : BESOINS EN 1973

Matériel	Nbre d'ha par Machine		Besoins en machines (nombre).
	En Irrigué	En Sec.	
Ensileuse	40	100	280
Barre faucheuse	100	200	825
Rateau	200	300	390
Presse ramasseuse...	100	150	780
Remorque	20	50	4 080
Semoir petites graines	100	100	540

Le logement du foin et l'ensilage exige :

- 3.000.000 m³ de hangars,
- 600.000 m³ de silos.

24 - RATIONALISATION DE LA COMMERCIALISATION

Actuellement, pour inciter les domaines à la culture des fourrages, les prix sont arbitrairement très élevés : 0,25 DA le kg de vesce-avoine soit 0,83 DA l'U.F. de foin contre 0,30 DA l'U.F. d'orge. Ces prix doivent être révisés en baisse.

La création de l'O.N.A.B. (Office National des Aliments du Bétail) doit permettre de rationaliser le circuit de commercialisation assuré jusque-là de façon peu satisfaisante par les C.C.R.A. (ex SAP). Il devra assurer en particulier le transport du foin de vesce-avoine vers les coopératives ovines du Sud.

VITICULTURE

1. BESOINS ET OBJECTIFS

Les problèmes de la viticulture ne sont pas dépendants des besoins de consommation mais se posent en termes d'emplois fournis par cette activité.

11. PRODUCTION VINICOLE

111 PRODUCTION ACTUELLE ET PREVISIONS

La production des cinq dernières années a été la suivante :

EVOLUTION ACTUELLE DE LA PRODUCTION

CAMPAGNES	Superficie vigne à vin (1000 ha)	Production (1 000 hl)	Rendements hl/ha
1963-1964	346,3	10 477	30,3
1964-1965	346,6	14 026	40,5
1965-1966	329,4	6 821	20,7
1966-1967	306,1	6 446	21,1
1967-1968	297,6	9 951	33,4
1968-1969	294,0	8 710	29,6

Les prévisions pour la période 1970-1973 ont été établies comme suit :

PREVISIONS DE PRODUCTION

CAMPAGNES	Superficie vigne à vin (1 000 ha)	Superficie (1 000 hl)	Rendements hl/ha
1969-1970	280	9 000	32
1970-1971	265	8 500	32
1971-1972	247	8 200	33
1972-1973	230	8 00	35

112 DEBOUCHES

Cette production est essentiellement destinée à l'exportation et le sera encore à l'avenir.

CONSOMMATION INTERIEURE.

Située au niveau de 160.000 hl/an soit 1,3 litre par habitant, cette consommation peut s'accroître dans les années à venir en raison du développement touristique car ce sont les touristes qui consomment le plus.

EXPORTATIONS.

Du point de vue qualitatif la demande en vins de qualité (A.O.C. et V.D.Q.S.) augmente au détriment des vins de consommation courante.

Du point de vue quantitatif, il est difficile de faire des prévisions année par année. Les exportations sont, en effet, trop liées à la demande des marchés extérieurs pour être prévisibles. A titre d'exemple les exportations de vin vers la France qui se sont élevées à 3,5 millions d'hl en 1969, atteindront environ 7,5 millions d'hl en 1970, en raison de la faible production française de l'automne 1969.

L'objectif retenu au cours du quadriennal est de réduire les stocks de 11 millions d'hl du 31 août 1969 à 4 millions d'hl au 31 août 1973, avec une production annuelle qui devrait se situer entre 8 à 9 millions d'hl.

12 - PRODUCTION DE RAISIN DE TABLE

Actuellement 6.500 ha produisent 340.000 qx. soit 2,7 kg/habitant/an ce qui est très faible pour un pays musulman. Mais l'on a constaté l'emploi de certains cépages de cuve comme raisins de table, ce qui ne serait pas étranger à la baisse des rendements de vin ces dernières années.

L'objectif 1980 est de planter 33.500 ha qui s'ajouteront aux 6.500 ha existants actuellement pour donner une production de 2 millions de quintaux. Ce programme sera réalisé dans la mesure du possible, compte tenu des disponibilités en plants. Cependant une production minimum de 1.250.000 quintaux est retenue de façon impérative pour 1980.

En étalant la production, il sera possible de trouver des débouchés, tant sur le marché intérieur que sur le marché extérieur.

D'ici 1973 la superficie consacrée au raisin de table devra être portée à 14.900 ha dont 8.000 en production à la fin de la période quadriennale, ce qui donnera à cette date une production de 425.000 q.

13 - PRODUCTION DE RAISIN SEC

L'Algérie ne produit jusqu'alors que des raisins secs de fabrication familiale. Elle importe en outre 13.000 quintaux ce qui prouve que le marché intérieur n'est pas saturé.

La production escomptée en 1980 est de 200.000 qx. ce qui impose la plantation de 10.000 ha d'ici 1975. La consommation serait alors, dans l'hypothèse d'une consommation intégrale sur le marché intérieur, de 1,1 kg/hab/an.

Création d'unités de transformation en raisin sec.

Vers 1975 les premières superficies en vigne à raisin sec entreront en production. Il faut prévoir l'implantation d'unités de séchage et de conditionnement afin de valoriser la production au maximum dès les premières récoltes.

2 - ACTIONS SUR LA PRODUCTION

21 - RECONVERSION ET RECONSTITUTION DU VIGNOBLE

EVOLUTION DES SUPERFICIES VITICOLES

Unité : ha.

Année	Arrachag	RECONSTITUTION					Superficie viticole en fin d'année ou en fin de période..				
		R. C	R. T	R. S	P. M	Total	R. C	R. T	R. S	P. M	Total
1969							260 700	6 300	-	1 350	268 350
1970	15 000	875	750	1 000	250	2 875	246 575	7 050	1 000	1 600	256 225
1971	15 000	1 500	1 000	1 500	250	4 250	233 075	8 050	2 500	1 850	245 475
1972	20 650	3 000	1 500	2 500	250	7 250	215 425	9 550	5 000	2 100	232 075
1973	20 650	3 500	1 500	2 500	250	7 750	198 275	11 050	7 500	2 350	219 175
Total 1970-1973	71 300	8 875	4 750	7 500	1 000	22 125					
Période 1973-1980	68 700	56 125	28 750	2 500	---	---	185 700	39 800	10 000		
Total 1970-1980	140 000	65 000	33 500	10 000	---	---					

R. C : Raisin de cuve

R. S : Raisin sec

R. T : Raisin de table

P. M : Pieds-mères.

N. B : La superficie du vignoble de cuve en 1973 est arrondie à 200 000 ha dans le tableau donnant sa répartition par Wilaya.

Les problèmes prédominants en matière de production viticole sont ceux de la reconversion et de la reconstitution. Problèmes à multiples incidences et dont les deux dominants sont le produit brut et le taux d'emploi de main-d'œuvre à l'hectare.

Il est prévu l'arrachage de 76.300 ha de vigne à vin d'ici 1973 dont 71.300 pour le secteur socialiste et 5.000 pour le secteur privé, et 140.000 ha d'ici 1980. Ces arrachages seront en partie compensés par des replantations en raisin de cuve, raisin de table et raisin à sécher.

PLANTATIONS ET ARRACHAGES PAR WILAYA

SECTEUR SOCIALISTE

Unité : ha.

WILAYATE	PLANTATIONS					Arrachages (1)
	R. T	R. C	R. S	P. M	Total	Total
Alger	1 150	675	-	400	2 225	14 000
Médéa	550	1 400	-	-	1 950	1 500
Tizi-Ouzou	350	-	1 500	100	1 950	1 000
El-Asnam	200	1 350	2 000	-	3 550	3 000
Oran	1 000	2 200	1 000	400	4 600	30 000
Mostaganem	250	1 850	2 000	-	4 100	8 000
Tiaret	-	-	-	-	-	2 500
Tlemcen	450	900	-	100	1 450	4 000
Saida	-	-	-	-	-	700
Constantine	450	-	-	-	450	1 000
Annaba	350	500	1 000	-	1 850	4 000
Sétif	-	-	-	-	-	1 600
Total	4 750	8 875	7 500	1 000	22 125	71 300

(1) Seuls sont arrachés des plants de raisin de cuve.

R. T = Raisin de table

R. C = Raisin de cuve

R. S = Raisin sec

P. M = Pieds-Mères.

PLANTATIONS ET ARRACHAGES PAR WILAYA

SECTEUR PRIVE

Unité : ha.

WILAYATE INTERESSEES	Plantations	Arrachages
Médéa	2 000	
Batna	190	
Tizi-Ouzou	1 750	
Tlemcen	550	
Autres Wilayate	200	
Total	4 700	5 000 ha prévus mais non localisés.

Unité : ha.

WILAYATE	Raisin de Cuve	Raisin de Table	Total
Alger	32 000	3 750	35 750
Médéa	4 500	1 100	5 600
Tizi-Ouzou	1 500	900	2 400
El-Asnam	7 500	420	7 920
Région d' Alger	45 500	6 170	51 670
Oran	86 000	1 500	87 500
Mostaganem	50 000	730	50 730
Tlemcen	14 000	720	14 720
Tiaret	-	50	50
Saida	-	30	30
Région d' Oran	150 000	3 030	153 030
Constantine	1 500	900	2 400
Sétif	-	100	100
Annaba	3 000	800	3 800
Région de Constantine	4 500	1 800	6 300
Algérie Ensemble	200 000	11 000	211 000

La reconstitution du vignoble par des plantations nouvelles est essentiellement un problème de pépinières. Il est prévu la relance progressive au cours du Plan quadriennal de plusieurs pépinières qui porteront la superficie de 70 ha en 1969 à 240 en 1973.

PEPINIERES VITICOLES

Unité : ha.

Années.	Superficie totale des pépinières.	Plantations réalisées avec les plants des pépinières
1969	70	1 500
1970	75	1 800
1971	110	1 875
1972	190	2 750
1973	210	4 750
1977	600	13 250

Ces pépinières seront encore insuffisantes en 1973 pour soutenir le rythme de plantation prévu ; elles seront suffisantes à partir de 1976.

Il est prévu de remplacer les 140.000 ha arrachés de 1969 à 1980, en dehors des superficies replantées en vigne, (100.000 ha), par diverses spéculations :

- Cultures irriguées : fourrage 6 % (2.400 ha) - Maraîchage 6 % (2.400 ha) - Arbres fruitiers 7 % (2.800 ha), soit 19 % en irrigué.
- Cultures en sec : Arboriculture extensive 26 % (10.200 ha) - Fourrage sec 26 % (10.200 ha) - Céréales 30 % (12.000 ha), soit 82 % en sec.

22 - AMELIORATION DES RENDEMENTS ET DE LA QUALITE

On a pu constater ces dernières années une baisse considérable des rendements en vin qui sont passés de 52 hl/ha en 1954 à 32 hl/ha en 1968.

En dehors des diverses raisons techniques cette baisse est due à plusieurs causes essentielles :

- le vieillissement du vignoble: 34 % des superficies plantées en 1968 ont plus de 25 ans,
- la dégénérescence infectieuse,
- la mauvaise qualité des soins.

Le problème du vieillissement est lié à celui de la reconversion et de la reconstitution. Le rythme prévu d'arrachage et de reconstitution doit permettre un rajeunissement rapide du vignoble.

Les problèmes de dégénérescence sont liés au renouvellement des parcelles et des pépinières.

La mauvaise qualité des soins est due principalement à un emploi insuffisant d'engrais et de produits phytosanitaires.

Fumure :

En 1973 les besoins en éléments fertilisants seront de 8.500 Unités d'azote, 10.200 Unités d'acide phosphorique, 17.000 Unités de potasse.

Pesticides :

En 1973 il faudrait pour traiter le vignoble contre ses principaux fléaux les quantités suivantes :

PRODUITS PHYTOSANITAIRES . BESOINS EN 1973

Maladie	Produit actif	Quantités	Superficies concernées	Observations
Mildiou	Sulf. cuivre pur	2 024 t.	Totalité (250 000 ha).	
	Oxychlorure de Cu. + Zinèbe	759 t.		
Oïdium	Soufre mouillable	500 t.	Totalité	Traitements aériens
	Soufre poudre	22 400 t.	-	
Esca	Arsenite de soude 25 %	4 000 hl.	Totalité	
Eudemis	Parathion Methyle	2 000 t.	Alger-Médéa 5 %	
Altise	Parathion Méthyle	7 500 t.	Skikda 100 ha.	
	Malathion	3 750 t.	} 50 % des superficies	

Machinisme :

La mauvaise qualité des traitements phytosanitaires est fréquemment due à l'absence ou à la vétusté du matériel de traitement.

Une action déterminante sur le rendement sera la création de laboratoires d'analyse des produits :

- 9 laboratoires (3 centraux - 6 régionaux) doivent être équipés pendant le quadriennal.

Enfin la mise en place du cadastre viticole doit venir parfaire ces réalisations.

ARBORICULTURE

L'arboriculture algérienne représente, notamment pour le secteur socialiste, une part importante du produit brut agricole et une grande partie de ses exportations. Malheureusement elle présente de graves déficiences qualitatives et quantitatives, qui se traduisent par une baisse inquiétante des rendements (ne permettant plus de couvrir les frais culturels) et par une baisse de qualité (déplorable à l'exportation).

Ces phénomènes sont dus :

- au vieillissement des vergers,
- à des insuffisances en matière :
 - d'irrigation,
 - de fertilisation,
 - de traitements phytosanitaires.

Les actions à entreprendre sont de deux ordres :

— *Extension des superficies et renouvellement des vergers.*

Ces actions sont limitées par l'existence de plants de pépinières. On a recensé 170 ha de pépinières en production, superficie actuellement très insuffisante. Le Plan prévoit l'extension de 1.580 ha mais elles ne produiront qu'en fin de programme ce qui oblige à différer les plantations et replantations dont la production n'entrera sur le marché qu'en 1980 et après suivant les variétés.

— *Amélioration des techniques culturales et des traitements.*

Problème largement lié à l'encadrement, à la formation d'ouvriers qualifiés (notamment tailleurs) et de chefs d'équipes, ainsi qu'aux approvisionnements en engrais, pesticides et matériel de traitement.

I - AGRUMES

II - OBJECTIFS DE PRODUCTION

Déjà forte, la consommation intérieure par tête augmentera à peine : 14,4 kg par habitant en 1968, 16,7 kg par habitant en 1973, 17,3 kg par habitant en 1980. La part des jus de fruits dans cette consommation sera accrue.

Les exportations se maintiendront au même niveau d'ici 1973 : 200.000 t. par an, mais la qualité des produits exportés sera accrue.

CONSOMMATION ET PRODUCTION

Unité : Tonne

AGRUMES	Année de base	1973	1980
Cons. Intérieure	180 000	250 000	330 000
Transformation	20 000	30 000	50 000
Exportations	200 000	200 000	210 000
Production totale	400 000	480 000	590 000

12 - MOYENS ET MESURES

Les rendements actuels sont inférieurs à ceux obtenus par les autres pays méditerranéens (95 q./ha) en moyenne contre (200 q./ha).

Une telle faiblesse s'explique surtout par des déficiences passées, remontant souvent à la période coloniale, mais dont l'effet se répercute encore aujourd'hui sur la production :

- non reconstitution du verger, dont plus de 50 % dépasse 25 ans d'âge,

- absence d'entretien et de renouvellement du réseau d'irrigation et de drainage,
- insuffisance des soins culturaux (fertilisation, traitement phytosanitaire, taille, travail du sol).

Un certain nombre d'actions seront entreprises pendant le Plan pour remédier à ces carences mais bien souvent leur effet sur la production ne sera pas sensible avant 1980.

121 RECONSTITUTION ET EXTENSION DU VERGER

Il est prévu d'arracher 6.000 ha de verger d'ici 1980, cet arrachage se fera au fur et à mesure de la production de plants par les pépinières ; une telle production ne peut être obtenue qu'au bout de quatre ans.

Les importations de plants étrangers sont à exclure en raison des risques de maladies et parasites..

Les pépinières actuelles permettront de planter 2.000 hectares d'ici 1973, qui s'ajouteront aux 600 ha. de plantations réalisés pendant le Plan triennal.

Le démarrage d'un nouveau programme de production de plants en pépinières, en 1969/70 permettra de fournir des plants à partir de la campagne 1973/74.

PRODUCTION DE PLANTS D'AGRUMES

CAMPAGNES	Superficies à planter (ha.)			Besoins en plants (Nbre)		
	Totales	Densité 250 Plants/ha	Densité 400 Plants/ha	Densité 250 Plants/ha	Densité 400 Plants/ha	TOTAL (Nbre)
1973/74	4 000	2 000	2 000	560 000	800 000	1 360 000
1974/75	4 000	2 000	2 000	560 000	800 000	1 360 000
1975/76	5 000	2 500	2 500	700 000	1 000 000	1 700 000
1976/77	5 000	2 500	2 500	700 000	1 000 000	1 700 000
1977/78	5 000	3 000	2 000	840 000	800 000	1 640 000
Total.	23 000	12 000	11 000	3 360 000	4 400 000	7 760 000

Un tel programme permettra de réaliser 23.000 ha de plantations nouvelles entre 1973 et 1980 à ajouter aux 2.000 ha réalisés au cours du Plan quadriennal 1969/73. Compte tenu des 6.000 hectares de vergers arrachés, c'est donc une extension du verger de 19.000 ha qui sera ainsi obtenue.

Toutefois, comme il faut attendre sept ans pour que de nouvelles plantations atteignent un rendement satisfaisant 120 q./ha, ces plantations nouvelles auront un effet presque nul sur la production en 1973 (+ 600 ha de vergers productifs) et encore peu sensible en 1980 (+ 6.000 ha de vergers productifs).

122 INTENSIFICATION DE LA FERTILISATION

La fertilisation pratiquée actuellement présente des insuffisances tant sur le plan quantitatif, que sur le plan qualitatif : déséquilibre de la fumure, calendrier d'application inadéquat.

Pour y remédier il importe, non seulement d'adapter l'offre et le calendrier de livraison et d'application aux besoins, mais de diminuer le prix des engrais.

BESOINS EN ENGRAIS

Unité : Unités d'éléments fertilisants.

ENGRAIS	Quantités moyennes utilisées actuellement (unités à l'ha.)	Normes (unités à l'ha)	Besoins globaux (1) annuels.
Azote (N)	180	260	10 650 000
Phosphore (P)...	40	130	5 390 000
Potasse (K)	60	200	8 250 000

(1) Normes optimales sur 38 000 ha et 2/3 de ces normes sur 5 000 ha.

123 TRAITEMENT PHYTOSANITAIRE

L'insuffisance de ces traitements entraîne des écarts de triage très importants à l'exportation : 20 à 80 %
Le principal ennemi des vergers est la mouche des fruits, particulièrement nuisible pour les variétés hâtives.

Des ruptures de stocks de produits de traitement (malathion et hydrolisat) et le manque de matériel de traitement sont à l'origine des insuffisances constatées actuellement.

Pour y remédier il importe que soit assuré l'approvisionnement :

- en produits : 172.000 l. de malathion par an
172.000 l. d'hydrolisant par an,
- en moyens de traitements aériens pour les zones homogènes, à forte densité (soit 33.000 ha nécessitant l'emploi de 11 avions pendant deux mois (Septembre-Octobre),
- en moyens de traitement terrestres pour le reste des superficies : 1 pulvérisateur pour 50 ha d'agrumes.

Actuellement assez efficace, le traitement contre la cochenille nécessite seulement un renouvellement du matériel.

Les traitements préventifs, notoirement insuffisants doivent être améliorés.

124 IRRIGATION PLUS RATIONNELLE

Les agrumes exigent 12.000 m³ d'eau par ha dont 50 %, doivent être fournis par irrigation. L'irrigation est actuellement mal conduite par suite de défaillances fréquentes du matériel et du manque de formation de la main-d'œuvre : calendrier d'irrigation inadapté.

Des améliorations seront obtenues grâce :

- à un renouvellement des groupes moto-pompes, appuyé par une révision de la procédure de crédit actuelle trop longue : fonds d'urgence contre les pannes à prévoir dans les crédits de campagne,
- à la formation de 1.100 irrigants.

De plus, le procédé de l'irrigation par aspersion sera appliqué sur 10.000 ha dans des zones où les potentialités hydriques sont les plus faibles.

Un tel procédé permet une économie d'eau de 30 % et des économies sensibles en main-d'œuvre et moyens de traction, permettant de récupérer rapidement un investissement initial élevé (15.000 DA/ha).

125 ASSAINISSEMENT

L'absence d'entretien du réseau de drainage entraîne des problèmes graves, particulièrement dans les vergers de la Mitidja et de Mohammedia : l'asphyxie des racines entraîne une décrépitude des arbres.

Un programme d'assainissement comportant :

- recalibrage des collecteurs,
- nettoyage et recalibrage des canaux secondaires,
- nettoyage et réfection des drains et canaux d'évacuation au niveau de l'exploitation sera mis en œuvre pendant le plan. Son coût est estimé à 3.000 DA/ha.

126 TAILLE ET FAÇONS CULTURALES

Les insuffisances quantitatives et qualitatives constatées dans la pratique de la taille sont dues au manque de personnel qualifié.

Il est prévu de former 4.000 tailleurs pendant le Plan pour y remédier.

De plus la formation de 500 chefs de culture permettra d'améliorer la qualité des travaux culturaux... (respect du calendrier de ces travaux en particulier).

127 ORGANISATION DE LA PROFESSION

L'existence d'un relais entre les services du ministère et les producteurs, surtout les producteurs privés, est indispensable pour que les mesures préconisées précédemment soient appliquées.

L'organisation interprofessionnelle Agrumal (Association interprofessionnelle des agrumes d'Algérie) constitue un premier organe de liaison, mais son action se limite surtout à la commercialisation. Ses responsabilités doivent être élargies à des actions d'assistance technique. Mais l'action d'Agrumal a besoin d'être complétée par celle d'un syndicat des producteurs. Ce syndicat, chargé surtout de faire appliquer aux producteurs les conditions de plantation, de culture et de lutte antiparasitaire devra être constitué.

13 - RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus sont présentés dans le tableau ci-dessous :

EVOLUTION DES SUPERFICIES ET DES RENDEMENTS

AGRUMES	Unité	1968	1973	1980
Superficie plantée.....	(ha)	43 600	45 000	88 000
Superficie en production normale	(ha)	43 000	43 600	49 000
Rendement	(q/ha)	93	110	120
Production	Tonnes	400 000	480 000	590 000

2 - ARBRES A NOYAUX ET A PEPINS

21 - BESOINS ET OBJECTIFS

Actuellement les 9.600 ha d'arbres à noyaux et à pépins représentent une production marginale dans l'arboriculture fruitière : 63.300 tonnes. On peut difficilement parler des besoins car la consommation de ces produits (4,9 kg/hab/an) est considérée comme une consommation de luxe que l'augmentation de l'offre pourrait faire considérer différemment.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION

Année	Superficie en Prod. (ha)	Product. (t)	Consommation Intér.		Exportations (t)
			Globale (t)	Par Hab. (Kg).	
1969	9 600	63 300	63 300	5	--
1973	11 100	78 500	78 500	5,2	--
1980	33 400	500 000	360 000	20	140 000

22 - ACTIONS SUR LA PRODUCTION

221 EXTENSION DES SUPERFICIES

Il est prévu, afin de réaliser l'objectif 1980, une action d'envergure en matière de plantations d'arbres à noyaux et à pépins durant le quadriennal : 20.000 ha de plantations nouvelles seront réalisés en quatre ans.

PLANTATIONS PREVUES 1970-1973

Unité : ha.

Abricotier.	Arbres à Noyaux				Arbres à Pépins			Néflier	Ensemble
	Prunier	Cerisier	Pêcher	Total	Pommier	Poiriers	Total		
2 700	2 800	1 700	3 100	10 300	4 000	3 800	7 800	1 900	20 000

Cette action suppose un premier travail d'inventaire des terres à planter. Puis un choix des variétés adaptées tant au goût du consommateur qu'aux conditions écologiques des plantations. Le problème déterminant est celui des pépinières.

Le tableau ci-dessous résume les données en ce domaine.

EXTENSION DES PEPINIERES

ESPECES	Situation actuelle		Extensions prévues	
	ha de pépinières	ha à planter	ha de pépinières	ha à planter
Arbres à noyaux	12	594	127	15 600
Arbres à pépins	13,5	135	467	10 000 à 800 plants/ha 3 000 à 2000 plants /ha
Néflier	0,5	32	50	5 000
Total.	26	761	644	33 600

Les extensions des pépinières, si elles sont exécutées à temps doivent permettre de réaliser les plantations prévues.

222 AMELIORATION DES RENDEMENTS

L'effet des nouvelles plantations ne se faisant sentir que vers 1980 il est nécessaire pour accroître la production d'agir sur les rendements particulièrement faibles dans la situation actuelle.

EVOLUTION DES RENDEMENTS

Unité : Rendements q/ha*Superficie : ha

Espèces	Rendements actuels	Augmentations escomptées	Rendements escomptés	Superficies améliorées
Abricotier.....	48	+ 30	78	1 000
Prunier.....	79	+ 20	99	500
Pêcher.....	6	+ 20	26	600
Pommier.....	81	+ 40	121	1 500
Poirier.....	64	+ 40	104	1 200
Néflier.....	80	+ 40	120	1 000
				5 800

Pour les 4.800 ha concernant les espèces autres que le néflier les actions à entreprendre sont :

- fertilisation : 10 q. de 10-18 à l'ha, 7 q. d'ammonitrate 33 % à l'ha.
- Travaux du sol : façons superficielles.
- Taille.
- Traitements phytosanitaires.

223 ENCADREMENT

L'encadrement nécessaire pour la réalisation du projet d'amélioration et de plantation est orienté principalement autour du problème de la taille.

1.920.000 arbres à tailler, à raison de 1.350 par tailleur nécessitent 1.422 tailleurs encadrés par :

- 5 I.S.A. (Ingénieurs des Services Agricoles).
- 10 I.T.A. (Ingénieurs des Travaux Agricoles),
- 20 A.T.T.A. (Agents Techniques des Travaux Agricoles).

3 - OLEICULTURE

31 - BESOINS ET OBJECTIFS

Le tableau suivant donne un aperçu des besoins en huile du pays et de la part de l'huile d'olive dans la couverture de ces besoins.

CONSOMMATION D'HUILE

Années	Consommation par habitant.		Consommation totale d'huile.		Production Huile d'olive. (t)	Exportation Huile d'olive. (t)
	Huile totale (Kg)	Huile d'olive (Kg)	Huile totale (t)	Huile d'olive (t)		
1969	6,4	1,2	80 000	15 000	20 000	5 000
1973	6,7	1,2	90 000	18 000	23 000	5 000
1980	7,4	1,4	140 000	26 600	31 600	5 000
1985	7,9	1,6	180 000	46 800	56 800	10 000

On constate un déficit en matière grasse, nécessitant des importations ; mais l'huile d'olive étant une huile chère un excès en cette huile permet des exportations rémunératrices.

En matière d'olive de conserve, on ne peut parler de besoins puisque la quasi-totalité de la production est exportée. Les objectifs de production 1980 et 1985 sont les suivants :

PRODUCTION D'OLIVES DE CONSERVE

Années	Production (t)
1973	25 000
1980	27 000
1985	50 à 60 000

32 - ACTIONS SUR LA PRODUCTION

L'augmentation prévue de production d'huile d'olive d'ici 1973 est escomptée par l'amélioration des rendements. Un arbre planté ne produit pas avant 10 ans. L'effet des plantations effectuées au cours du quadriennal ne se fera sentir pleinement qu'en 1985.

321 EXTENSION DU VERGER

La plantation de 36.000 ha d'oliviers à huile est prévue d'ici 1975 ainsi que 8.000 ha d'oliviers de table. Sur ces 44.000 ha, 30.000 ha seront plantés durant la période quadriennale.

L'obstacle principal en ce domaine est l'insuffisance de pépinières. Pour 1970 et 1971, 38 ha de pépinières à olivier sont en production, ce qui permet de planter 7.557 ha. Au cours du quadriennal seront créés 342 ha de pépinières.

322 AMELIORATION DU VERGER

L'objectif est de faire passer le rendement actuel de 16 q./ha à 24 q./ha, et le taux d'extraction de 14 % à 16 % sur 43.000 ha, ce qui devrait permettre d'augmenter annuellement, à partir de 1972, la production d'huile de 1.720 T. par an.

Ces améliorations consisteront, durant la période quadriennale, en :

TRAVAUX DU SOL :

- confection de cuvettes (28.700 ha).
- confection de banquettes (21.000 ha).
- labour du sol (28.000 ha).

FERTILISATION.

Apport sur ces superficies de :

- Azote sous forme ammonitrate de 20 %.
- Acide phosphorique sous forme super 16.
- Potasse sous forme sulfate de potasse 48 %.

TAILLE.

Encadrement de la main-d'œuvre locale par la formation complémentaire de 1.000 tailleurs effectuée par 50 moniteurs.

TRAITEMENTS PHYTOSANITAIRES.

Le principal fléau de l'olivier est la mouche ou dacus. Les traitements ne sont effectués que dans les vergers intensifs de l'Ouest. Ils devront être pratiqués dans les autres régions après les améliorations précédentes.

Il faudrait en 1973 90.000 l de dimethoate 400 g/l

90.000 l d'hydrolyrate de protéines.

4 . PALMIER DATTIER

41 - BESOINS ET OBJECTIFS

Les palmiers couvrent une superficie approximative de 45.000 ha soit 7.300.000 palmiers répartis en 900.000 Deglet Nour et 6.400.000 de variétés communes soit une production de 40.000 T. de Deglet Nour et 130.000 T pour l'ensemble de la production dattière.

Source de travail importante pour le Sud (200 j. de travail par hectare); la datte trouve aisément des débouchés, tant sur le marché intérieur, où elle est consommée fraîche et en pâtisserie, qu'à l'exportation (20.000 T de Deglet Nour par an). L'Algérie se place en tête des pays exportateurs.

L'extension de la production est donc souhaitable mais elle est limitée par les contraintes de terre et d'eau.

42 . ACTIONS SUR LA PRODUCTION

421 EXTENSION DES SUPERFICIES

Il est prévu la plantation au cours du plan de 1.860 ha dans les Oasis et 400 ha dans les Aurès soit 2.260 ha au total. Ce qui devrait accroître la production de 6.800 t. (rendement 30 q/ha), quantités aisément absorbables par le marché et la consommation locale.

422 AMELIORATION DES RENDEMENTS

La moyenne générale est de 18 à 25 q./ha. Dans certaines palmeraies de la région de Biskra-Tolga, on atteint 40 q./ha. Les facteurs limitants sont :

L'EAU.

Le déficit en eau est généralisé ; il est particulièrement critique à M'chounèche et Kanga Sidi Naji (Aurès) où il ne pourra être comblé que par la construction d'un barrage sur l'Oued El Arab.

LA FERTILISATION.

Il est prévu une action de fertilisation sur 25.000 ha (50 % de la superficie) dont le coût annuel est le suivant :

BESOINS EN ENGRAIS

Engrais	Dose/ha (unités)	Besoins totaux (unités)	Prix unitaire (DA)	Coût total (DA)
Azote (N)	70	1 750 000	1,40	2 450 000
Phosphore(P)	12	300 000	1,13	339 000
Potasse (K)	85	2 125 000	0,81	1 721 250
				4 510 250 DA

L'Etat subventionnera :

La première année 40 % du coût
La seconde " 25 % "
La troisième " 10 % "

LES PROBLEMES PHYTOSANITAIRES.

Parmi les problèmes phytosanitaires le plus important est celui du bayoud dont l'extension rapide est inquiétante. Il faut prendre des mesures.

- d'isolement du foyer,
- d'arrachage et incinération des racines infectées,
- de désinfection des sols à la chloropicrine (40 T/an),
- de détournement des séguis et drains,
- d'indemnisation des phoeniciculteurs.

5 - ESPECES DIVERSES

51 - AMANDIERS

Le prix élevé, 11 à 12 DA le kg d amandes décortiquées, indique l'insuffisance actuelle de la production: 4.000 hectares fournissent 17.000 quintaux. On peut prévoir en 1980 une production de 100.000 qx environ.

L'augmentation escomptée de production pour 1980 implique la plantation de 8.000 ha qui produiront 30 q/ha de fruits frais soit 9 q/ha d'amandes sèches. Ces plantations nouvelles, s'ajouteront aux 4.000 ha existant actuellement pour donner un verger de 12.000 ha en 1980.

Les plantations sur les pentes fortes sont intégrées aux projets de D.R.S.

52 - FIGUIERS

Actuellement 403.000 q. de fruits frais soit 93.000 q. de figues sèches sur 40.000 ha ce qui représente de faibles rendements (10 q./ha en frais - 2 en sec.). Il est prévu de planter 13.000 ha de figuiers durant les 4 années du Plan.

53 - PACANIERS ET NOYERS

Espèces riches en énergie (lipides) le pacanier et le noyer sont cultivés actuellement de façon expérimentale. On prévoit la plantation de 2.000 ha de pacaniers et 3.000 ha de noyers à partir de plants importés.

ARBORICULTURE 1973 — REPARTITION DES SUPERFICIES PAR WILAYA

Unité : ha.

WILAYATE	Secteurs	Agrumes	Oliviers	Figuiers	Amandiers	Arbres à noyaux et à pépins.	Dattiers	Total.
ALGER	S.S	500	90	-	200	1 610	-	2 400
	S.P	-	210	-	-	690	-	900
	T	500	300	-	200	2 300	-	3 300
MEDEA	S.S	-	990	450	690	1 680	-	3 810
	S.P	-	2 310	1 050	1 610	720	-	5 690
	T	-	3 300	1 500	2 300	2 400	-	9 500
TIZI-OUZOU.....	S.S	-	2 400	900	150	3 600	-	7 050
	S.P	-	5 600	2 100	350	-	-	8 050
	T	-	8 000	3 000	500	3 600	-	15 100
EL-ASNAM.....	S.S	200	1 200	750	150	1 540	-	3 840
	S.P	-	2 800	1 750	350	860	-	5 760
	T	200	4 000	2 500	500	2 400	-	9 600
ORAN.....	S.S	200	1 000	-	150	1 400	-	2 750
	S.P	-	1 000	-	350	600	-	1 950
	T	200	2 000	-	500	2 000	-	4 700
MOSTAGANEM....	S.S	300	750	150	240	700	-	2 140
	S.P	-	750	350	560	300	-	1 960
	T	300	1 500	500	800	1 000	-	4 100
TIARET.....	S.S	-	-	70	150	210	-	430
	S.P	-	30	170	350	90	-	640
	T	-	30	240	500	300	-	1 070
TLEMCEN.....	S.S	300	750	-	210	1 400	-	2 660
	S.P	-	1 750	-	490	600	-	2 840
	T	300	2 500	-	700	2 000	-	5 500
SAIDA	S.S	-	90	-	150	210	-	450
	S.P	-	210	-	350	90	-	650
	T	-	300	-	500	300	-	1 100
CONSTANTINE....	S.S	-	1 500	300	150	980	-	2 930
	S.P	-	3 000	700	350	420	-	4 470
	T	-	4 500	1 000	500	1 400	-	7 400
BATNA	S.S	-	-	300	15	280	120	715
	S.P	-	70	700	35	120	300	1 225
	T	-	70	1 000	50	400	420	1 940
ANNABA	S.S	500	1 000	230	135	1 190	-	3 055
	S.P	-	1 000	530	315	510	-	2 355
	T	500	2 000	760	450	1 700	-	5 410
SETIF	S.S	-	450	750	150	420	-	1 770
	S.P	-	1 050	1 750	350	180	-	3 330
	T	-	1 500	2 500	500	600	-	5 100
OASIS	S.S	-	-	-	-	-	380	380
	S.P	-	-	-	-	-	1 200	1 200
	T	-	-	-	-	-	1 580	1 580
SAOURA	S.P	-	-	-	-	200	-	200
TOTAL	S.S	2 000	10 220	3 900	2 540	15 220	500	34 380
	S.P	-	19 780	9 100	5 460	5 380	1 500	41 270
	T	2 000	30 000	13 000	8 000	20 600	2 000	75 650

N.B : Aux plantations prévues par le Plan Quadriennal, s'ajoutent des plantations réalisées dans le cadre des programmes spéciaux, non mentionnées dans ce tableau.

TITRE B

PRODUCTION ANIMALE

PRODUCTION LAITIERE.....	64
PRODUCTION DE VIANDE.....	69
AVICULTURE.....	73
APICULTURE.....	75
PASTORALISME.....	76
ALIMENTS COMPOSES.....	78
SANTE ANIMALE.....	79
ELEVAGE EQUIN.....	81

OBJECTIFS GENERAUX DE LA PRODUCTION ANIMALE

La production animale a pour rôle principal d'apporter à l'alimentation humaine les protéines animales dont l'assimilation est indispensable à la croissance et au maintien de la vie. D'après les nutritionnistes, la ration optimale moyenne en protéines animales est d'environ 30 gr par jour et par personne.

Selon les statistiques de la production animale, les disponibilités en protéines n'ont été que de 8,74 g. par habitant et par jour durant l'année 1967-1968. L'objectif retenu primitivement était de porter cette consommation à 12 gr/jour par habitant en 1973. Cet objectif pouvait être atteint, à la condition d'importer de grandes quantités de lait en poudre destiné à être transformé en lait reconstitué dans les laiteries implantées sur le territoire national.

Une telle dépendance à l'égard de l'extérieur n'a pu être retenue en sorte que l'objectif a été ramené à 10 gr/jour par habitant en 1973 et 12,1 gr/jour en 1980.

Les animaux, autres que les animaux de basse-cour, ont un cycle biologique lent, en sorte que leurs effectifs et leurs productions (lait et viande) ne peuvent s'accroître rapidement.

Un accroissement rapide des disponibilités en protéines animales peut être obtenu, par contre, à partir des animaux de basse-cour, en raison de la rapidité de leur cycle biologique.

C'est pourquoi l'option retenue durant la période quadriennale (et au-delà) est de développer rapidement les productions avicoles (œufs et viande de poulet).

CONSOMMATION DE PRODUITS ANIMAUX

Produits	Année de base (1)			1973			1980		
	Consom. Intérieur totale.	Consom. par hab.		Consom. Intérieur totale.	Consom. par hab.		Consom. Intérieur totale.	Consom. par hab.	
		Poids brut/an	Protéines gr/jour		Poids brut/an	Protéines gr/jour		Poids brut/an	Protéines gr/jour
Lait	690 000 t	55 l	5,30	900 000 t	60 l	5,80	1 425 000 t	75 l	7,19
Viande sauf volaille.	77 840 t	6,22 kg	2,11	98 000 t	6,53 kg	2,26	118 700 t	6,24 kg	2,12
Abats	5 780 t	0,46 kg	0,21	7 700 t	0,51 kg	0,23	9 140 t	0,48 kg	0,22
Volaille	24 350 t	1,94 kg	0,53	36 000 t	2,40 kg	0,65	56 000 t	3,00 kg	0,81
Oeufs (2)	217 M.u	17,4 u	0,31	850 M.u	24 u	0,45	1 000 M.u.	100 u	0,95
Poissons	17 500 t	1,4 kg	0,28	45 000 t	3,0 kg	0,61	75 000 t	4,0 kg	0,81
Total.			8,74			10,00			12,10

1) Pour l'année de base sont incluses dans la consommation intérieure totale environ 2 800 tonnes de viandes et conserves de viande importées.

2) M. u : millions d'unités.

PRODUCTION LAITIÈRE

I - BESOINS ET OBJECTIFS

II - SITUATION ACTUELLE

PRODUCTION DE LAIT EN 1968

Unité : tonne

Année	Lait de vache commercialisé dans les centres urbains.	Lait autoconsommé par population rurale	Fromage frais.
1968	150 000	332 000	300

IMPORTATION DE LAIT EN 1968

Unités.	Lait liquide	Lait concentré	Lait en poudre		Fromage	Beurre	Total
			Industrielles.	Infantile			
En tonnes	61 320	23 100	860	2 420	5 500	6 250	99 450
En équivalent lait (en 1000 l)	61 320	60 100	9 450	26 770	50 100	-	207 740
En valeur. (1 000 DA)	38 000	33 550	1 420	18 430	18 800	10 000	120 200
Valorisation moyenne du lait (en DA/litre)	0,62	0,56	0,15	0,69	0,38	-	0,58

12 - BESOINS ET OBJECTIFS

121 EVOLUTION DES BESOINS

EVOLUTION DES BESOINS GLOBAUX.

En 1968, les besoins en équivalent lait sont évalués à près de 700 millions de litres :

production = 482 millions de litres

importation = 208 millions de litres

Total = 690 millions de litres

soit 55 litres/habitant/an.

Si l'on admet que la consommation atteindra 60 litres/habitant/an en 1973, les besoins en équivalent lait seront alors de 900 millions de litres environ.

EVOLUTION DE LA DEMANDE EN LAIT LIQUIDE COMMERCIALISE EN ZONE URBAINE.

Pour l'analyse précise du marché du lait et des produits laitiers qui devra faire l'objet du plan, il est nécessaire d'éliminer la quantité autoconsommée qui d'ailleurs échappe à toute statistique sérieuse et de ne tenir compte que des quantités commercialisées, plus précises statistiquement et soumises au mécanisme de l'offre et de la demande. Seul le marché laitier touchant les zones urbaines a été étudié.

Il a été supposé que durant le quadriennal, le niveau de la demande urbaine en lait liquide se maintiendrait au niveau de 1969, c'est-à-dire à 40 l/hab/an.

EVOLUTION DE LA CONSOMMATION URBAINE EN LAIT

Unité : Tonnes.

Année	Besoin en lait liquide.	Prévision de la production nationale commercialisée en zone urbaine.	Déficit à combler.
1969	217 000	157 000	60 600
1970	228 000	177 000	51 400
1971	240 000	209 000	30 200
1972	252 000	248 000	4 000
1973	264 000	289 000	

122 OBJECTIFS

Dans le double but :

- d'assurer la sécurité de l'approvisionnement des villes en lait,
- de limiter les dépenses en devises actuellement très importantes,

il est prévu :

- de supprimer les importations de lait liquide de 1973,
- d'accroître très fortement la production laitière, en particulier celle destinée à la consommation urbaine,
- de reconstituer sur place du lait liquide à partir de lait en poudre importé pour combler le déficit et réduire par là même les importations de produits laitier.

OBJECTIFS DE PRODUCTION.

- Augmentation des effectifs du cheptel laitier à haut rendement :

1968 : 53.200 vaches en lactation.

1973 : 103.400 " "

- Augmentation des rendements par vache :

1969 : 2.550 l/lactation/vache.

1973 : 2.800 l/ " "

- Augmentation de la production de fromage.

1973 : 3.400 tonnes. 1980 : 7.500 tonnes.

IMPORTATION DE PRODUITS LAITIERS

Unité : quantité : tonne - valeur C.A.F.D.A

PRODUITS	Année de Base		1 9 7 3	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Lait liquide	61 320	38 000 000	-	-
Laits concentrés en boîte	23 100	33 550 000	15 000	21 450 000
Laits en poudre (Laits spéciaux) ..	2 420	18 430 000	3 100	23 560 000
Laits en poudre industriels et alimentaires	860	1 420 000	12 354	27 180 000
Fromages	5 500	18 800 000	4 000	14 400 000
Total	93 200	110 200 000	34 454	86 590 000

OBJECTIFS D'IMPORTATION.

Les quantités de *lait concentré* importé en 1973 serviront essentiellement à approvisionner les villes qui ne peuvent pas être approvisionnées en lait liquide à partir des centrales laitières, comme par exemple les villes du Sud.

Une partie des besoins en *fromage* sera satisfaite par la production nationale à partir du lait reconstitué : 3.400 tonnes en 1973.

Les besoins en *beurre* seront satisfaits surtout par l'importation. Les prévisions d'importation sont les suivantes :

8.000 tonnes en 1973

11.000 tonnes en 1980.

13 - MOYENS A METTRE EN OEUVRE

131 PRODUCTION LAITIERE

La reconstitution du lait se fera dans des centrales laitières dont la construction à Constantine, Annaba et El-Khémis sera terminée au début 1972. L'extension et la modernisation de la COLAITAL d'Alger seront terminées en octobre 1970.

132 CHEPTEL LAITIER

Il est prévu pour le Secteur Socialiste une importation de 20.000 génisses durant le quadriennal, soit 5.000/an.

Pour le Secteur privé moderne, 10.000 vaches/an, âgées de 4 ans, seront importées.

Il n'y aurait plus d'importation de vaches laitières à partir de 1974.

2 - DEVELOPPEMENT DU CHEPTEL LAITIER

21 - CHEPTEL BOVIN A HAUT RENDEMENT LAITIER

211 ORIENTATIONS

Le cheptel sera concentré autour des laiteries et des centres de ramassage.

Des structures nouvelles seront mises en place permettant un meilleur contrôle et un encadrement plus efficace, de même que des techniques modernes d'alimentation et de reproduction seront introduites.

Les animaux ne doivent être importés qu'en automne. Les achats doivent s'effectuer en septembre, octobre.

212 EQUIPEMENT EN ETABLES

Pendant le Plan quadriennal il s'agit de loger pour le seul secteur socialiste :

- 20.000 vaches qui seront importées,
- 10.000 vaches nées en Algérie,
- 20.000 jeunes bovins d'élevage.
- Dans la zone littorale caractérisée par un climat doux, les étables seront du type « stabulation libre ».
- Dans les zones intérieures caractérisées par un climat continental, les étables sont du type « stabulation entravée ».

- Toutes les étables devront être équipées en cuves de refroidissement du lait.
- Les étables doivent contenir entre 40 et 120 vaches.
- 300 étables devront être construites durant le quadriennal.

213 CREATION D'UNE UNITE INDUSTRIELLE DE 1.000 VACHES

- Dans cette unité :

- La traite sera mécanisée.
- Le lait sera conditionné sur place.

Ce sera une ferme d'Etat gérée par l'Office National du lait.

La production laitière atteindra environ 10.000 l/jour.

214 ELEVAGE DES JEUNES BOVINS

Pour être efficace, c'est-à-dire pour permettre un renouvellement continu du cheptel laitier, cet élevage doit être solidement encadré et essentiellement spécialisé.

Des unités spécialisées seront alors créées, on peut les schématiser ainsi :

Des nurseries recevront les veaux âgés de 7 à 10 jours, ces veaux seront gardés jusqu'au sevrage (3 mois). Après le sevrage les femelles entreront dans des étables pépinières d'où elles sortiront juste avant leur premier vélage (24 à 30 mois).

Les veaux mâles seront répartis au sevrage :

- Soit dans les étables d'embouches dans lesquelles ils seront élevés jusqu'à leur abattage (12 à 15 mois).
- Soit dans les taurelleries pour devenir des taureaux destinés à la reproduction.

215 STATIONS PEPINIERES

Des stations pépinières au nombre de sept seront créées dans le but de favoriser la production de géniteurs mâles pour l'amélioration de la race locale par croisement.

216 INSEMINATION ARTIFICIELLE ET CONTROLE LAITIER

Il existe des petits centres d'insémination artificielle à Blida, Constantine, Tiaret, Oran. Ces centres éprouvent des difficultés pour leur fonctionnement et manque de personnel compétent.

En outre la création d'un Centre National de la productivité du cheptel laitier devient nécessaire. Ce centre comprendra :

- une station de production de semence,
- les services centraux du Herd-book et du contrôle laitier.

Il sera rattaché administrativement à l'Office National du Lait.

Les différents projets précités (étables, stations, pépinières, centre national pour la productivité du cheptel) feront l'objet d'une étude afin de rationaliser et normaliser les réalisations.

217 VULGARISATION ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Le nombre d'ouvriers qualifiés à former durant le Plan quadriennal est le suivant :

- 480 chefs d'étables pour vaches laitières,
- 140 chefs d'étables pour jeunes bovins,

- 3.200 vachers trayeurs,
- 560 vachers pour jeunes bovins.

L'infrastructure des C.F.P.A. sera complétée par la création, durant le quadriennal, de 4 fermes pilotes de vulgarisation et de formation qui seront implantées dans les plus importants bassins laitiers : Bou-Na-moussa, Mitidja (Haut-Chélif, Oran).

22. CHEPT EL CAPRIN

221 ELEVAGE EXTENSIF

Dans les zones montagneuses, l'élevage de la chèvre sera totalement supprimé à condition qu'il soit remplacé par de nouvelles productions animales (Volaille...) en fonction des conditions de milieu de chaque zone.

222 ELEVAGE SEMI-INTENSIF

Par contre, l'élevage caprin semi-intensif est appelé à être développé dans :

- les zones maraîchères,
- les petites plaines des vallées des zones montagneuses,
- les Oasis,
- les fermes autogérées pour une autoconsommation familiale.

223 ELEVAGE INTENSIF RATIONNEL

L'élevage intensif rationnel est un élevage en race pure qui sera mené dans les grands périmètres irrigués. Le lait sera destiné exclusivement à la fromagerie.

- Durant le quadriennal un troupeau pépinière de 1.500 chèvres de race pure sera implanté dans les fermes autogérées du Haut-Chélif, et réparti en 6 unités de 250 têtes chacune.
- 10.000 chèvres sont prévues pour le périmètre d'Abadla.

3 - EQUIPEMENT DE L'INDUSTRIE LAITIERE

Le programme d'équipements comprend 3 parties.

1ère Partie : Extension des équipements existants :

- Extension de la Colaital.
- Extension de la coopérative laitière d'Oran.

2ème Partie : Etudes de projets

- Etude de l'implantation des centres de ramassage du lait.
- Etude de la construction d'une Ecole de l'industrie laitière.

3ème Partie : Construction d'équipements nouveaux :

- Laiterie de Tizi-Ouzou.
- Complexes laitiers d'Annaba, El-Khemis et Constantine.
- Laiteries de Skikda, Sétif, Sidi-Bel-Abbès et Tlemcen.

D'autres projets à l'étude seront réalisés dans le cadre du Plan

Il s'agit principalement :

- d'une usine de lait concentré sucré,
- d'un laboratoire d'analyse laitier,
- de l'aménagement des locaux de l'Office du Lait.

PRODUCTION DE VIANDE

(Aviculture exclue)

1 - SITUATION ACTUELLE

La viande provient essentiellement des troupeaux ovins et bovins. Toute production ayant pour origine un autre cheptel (caprin - équin, camelin) demeure très faible.

II - STRUCTURE DES TROUPEAUX

TROUPEAU BOVIN

Unité : tête.

Secteur	Adultes	Jeunes	Total
Privé	540 000	242 000	782 000
Socialiste	13 180	13 090	26 270
TOTAL	553 180	255 090	808 270

TROUPEAU OVIN

Unité : tête.

Secteur	Adultes	Jeunes	Total
Privé	5 040 000	1 866 000	6 906 000
Socialiste	149 000	72 600	221 600
TOTAL.	5 189 000	1 938 600	7 127 600

12 - PRODUCTION DE VIANDE EN 1967

Unité de Poids : t. de viande en carcasse.

Catégorie	Abattage Contrôlé.	Autre (1)	Total
Ovin	24 250	15 750	40 000
Bovin	16 380	4 120	20 500
Autre } caprin	3 680	11 320	15 000
} équin.....			
} camelin.....			
Total.....	44 310	31 190	75 500

(1) Les abattages non-contrôlés sont mal connus. Ils est possible que les chiffres donnés soient sous-estimés au regard de la réalité.

2 - EVOLUTION DES BESOINS ET OBJECTIFS

21 - EVOLUTION DES BESOINS EN VIANDE 1968 - 1973

Année	Quantité de viande consommée par HAB/ en Kg/An.	Quantité de viande consommée en Tonnes / An.
1968	6,22	77 840
1973	6,53	98 000

22 - OBJECTIFS DE PRODUCTION 1973

Unité : Tonnes.

Secteur	Viande Ovine	Viande Bovine	Autres	Total
Secteur Socialiste	15 300	3 500	-	18 800
Secteur Privé.....	35 000	27 000	17 200	79 200
Total.	50 300	30 500	17 200	98 000

Pour atteindre cet objectif il est nécessaire :

en ce qui concerne les ovins :

- d'organiser l'élevage dans la steppe par la mise en place de structures adéquates,
- de produire de la viande dans la zone à 300 à 400 mm de pluviométrie par l'association culture-élevage,
- de faire l'embouche ovine au-dessus de 500 mm de pluviométrie,

pour l'élevage bovin :

- d'intensifier l'embouche bovine.

23 - OBJECTIFS DE COMMERCIALISATION

L'organisation de la commercialisation de la viande passe par le contrôle de la production, des marchés à bestiaux et des abattoirs.

Le but de ce contrôle sera d'éliminer les intermédiaires (maquignons, chevillards) qui se placent à différents stades du circuit de la viande, et prélèvent une marge payée en partie par le producteur et en partie par le consommateur.

3 - MOYENS A METTRE EN OEUVRE

31 - VIANDE OVINE

311 EN ZONE STEPPIQUE

Dans le cadre de la politique pastorale adoptée par le Plan quadriennal une infrastructure importante est prévue pour l'amélioration qualitative et quantitative du cheptel.

- Multiplication des puits d'abreuvement.
- Trains moutonniers.
- Abris.
- Centres de mise en valeur.

Ces interventions font partie du programme pastoral présenté ci-après

312 EN ZONE D'ASSOCIATION CULTURE-ELEVAGE

Il est prévu de sédentariser une partie de troupeau dans les régions céréalières pratiquant l'assolement céréales-jachère. Cette sédentarisation est conditionnée par la mise en place d'un assolement quadriennal comportant des cultures fourragères. Des constructions de bergeries nouvelles et des aménagements de bergeries anciennes sont également prévues pour l'hébergement du troupeau.

313 EN ZONE D'EMBOUCHE

Chaque année le nombre de broutards mis à l'embouche augmentera de 125.000 têtes. En 1973, 500.000 têtes seront mises à l'embouche.

Ces broutards seront achetés dans un premier temps uniquement sur les marchés à bestiaux, puis, compte tenu du développement du cheptel conduit pratiquant l'association céréales-élevage, ils seront achetés directement aux producteurs.

L'engraissement *des brebis de réforme* se fera dans des domaines spécialisés.

En association culture-élevage les brebis de réforme seront engraisées sur le domaine éleveur. On considère que 25 % des brebis seront réformées chaque année.

32. VIANDE BOVINE

Trois types de bovins sont destinés à la viande à savoir les taurillons, les vaches de réforme et les veaux,

* *Les taurillons*, dont le nombre dépassera 28.000 en 1973 (Secteur Socialiste et secteur privé réunis) seront engraisés dans deux types d'exploitation :

- Dans des étables spécialisées, constituant des unités de 150 à 200 têtes : les taurillons sont engraisés en stabulation libre jusqu'à 12-15 mois pour atteindre 350 à 400 kg vif au moment de l'abattage.
- Dans des étables intégrées : les taurillons sont engraisés dans la même exploitation que leur mère et selon la même technique.

* *Les vaches réformées* nécessitent un abattage immédiat. Elles ne posent pas ainsi de problème en matière d'étables.

* En ce qui concerne *les veaux*, des centres d'élevage spécialisés sont prévus autour des grandes villes dont la demande en viande de qualité est importante.

4. ABATTOIRS

41. SITUATION ACTUELLE

Il existe actuellement trois catégories de Centre d'abattage :

1) *Les grands abattoirs* près des grands centres urbains tels qu'Alger, Oran et Annaba.

2) *Les abattoirs de moyenne importance* au nombre de 70 environ dont les installations sont vétustes et ayant pour la plupart près d'un siècle.

3) *Les tueries communales* au nombre de 325 environ, réparties dans les petits centres ruraux, leur activité est très faible : moins de 100 tonnes de viande par an.

42. OBJECTIFS

1) *Pour les grands abattoirs* : il est prévu des chambres froides à Oran et à Annaba, le lancement d'une étude pour l'implantation d'un nouvel abattoir à Constantine (le Kroubs). Dans la région d'Alger, les vieux équipements actuels seront regroupés en un grand abattoir industriel de 10.000 tonnes an.

2) La tâche la plus importante consiste à reconstruire la plupart *des abattoirs de moyenne importance*, en les dotant de moyens modernes, d'abattage, d'appareils de manutention, de chambres froides.

Au cours de la période quadriennale, il est prévu de lancer les constructions d'une trentaine d'abattoirs et de 4 centres de traitement de déchets pour un investissement global de 45 millions de DA.

Sur le plan de la *législation*, de nouvelles dispositions seront prises qui fixeront :

- La carte des abattoirs.
- Le mode de financement.
- Les normes de construction.
- les normes d'hygiène.
- Les moyens de gestion.

43 - LIEUX D'IMPLANTATION DES ABATTOIRS

Les lieux d'implantation de la plupart des abattoirs, dont la construction est décidée, sont choisis ; en effet les études les concernant sont soit prévues, soit en cours de réalisation, soit même déjà achevées.

Il s'agit des abattoirs suivants :

1) Abattoirs dont l'étude est achevée.

Tizi-Ouzou	Capacité de	2.500 t. (1.500 t. en première tranche)
Batna	" "	1.000 t.
Sétif	" "	2.500 t.
Guelma	" "	1.000 t.
Médéa	" "	1.000 t.

2) Abattoirs dont l'étude sera terminée en octobre 1970.

Djelfa	Capacité de	500 t.
Bouira	" "	1.000 t. (500 t. en première tranche)
Khenchela	" "	500 t.
Biskra	" "	1.000 t.
Annaba	" "	2.500 t. (chambres froides)
Oran	" "	5.000 t. (Chambres froides)
Bel Abbès	" "	2.500 t.
El-Asnam	" "	2.500 t.
El-Khemis	" "	1.000 t.
Ighil-Izane	" "	1.000 t.

3) Abattoirs dont l'étude sera achevée en 1971.

Bordj-Bou-Argeridj	Capacité de	1.000 t.
Mascara	" "	1.000 t.
Laghouat	" "	1.000 t.
Ouargla	" "	1.000 t.
Béchar	" "	1.500 t.
Adrar	" "	150 t.
Timimoun	" "	1.000 t.

4) Abattoirs dont l'étude est prévue.

Constantine El-Kroubs	Capacité de	5.000 t.
Skikda	" "	1.000 t.
Barika	" "	500 t.
M'Sila	" "	500 t.
Djidjelli	" "	1.000 t.
Alger	" "	10.000 t.

AVICULTURE

Dans le but d'augmenter le plus rapidement possible et au moindre coût les disponibilités en protéines animales actuellement très insuffisantes, il est envisagé d'accroître très fortement les productions avicoles (œufs et poulets de chair). En effet : Le cycle biologique de la volaille est très court.

Le prix de revient de la protéine animale d'origine avicole est faible.

1 - EVOLUTION ET OBJECTIFS DE PRODUCTION

Au cours de la période quadriennale il est prévu une augmentation de la production :

- En poulets de chair : + 12.000 Tonnes. - En œufs de consommation : + 150.000.000 Unités.

OBJECTIFS DE PRODUCTION EN 1973

Produits	PRODUCTIONS		Accroisse - ment de pro- duction 70/73.
	Actuelles	1973	
Viande de volailles (tonnes).	24 000	36 000	12 000
Oeufs de consommation (unités).	210 000 000	360 000 000	150 000 000

2 - MOYENS A METTRE EN OEUVRE

21 - PRODUCTION DE POULETS DE CHAIR

Le cycle de production du poulet de chair comporte les étapes suivantes :

- Souches parentales. - Œufs à couver. - Poussins d'un jour.

211 ELEVAGE DES SOUCHES ET PRODUCTION D'ŒUFS A COUVER

ELEVAGE DES SOUCHES PARENTALES

Besoins à satisfaire en 1973	Capacités actuelles.	Capacités à créer.
100 000 têtes	24 000 têtes	76 000 têtes

L'élevage des souches parentales ainsi que la production d'œufs à couver sont confiés au secteur d'Etat. Pour faire face à la demande en poulets de chair prévue en 1973, le secteur d'Etat devra accroître considérablement ses capacités d'élevage en souches parentales.

Ces souches parentales sont importées sous forme de poussins sélectionnés pour lesquels il faut prévoir des poussinières, des parcs d'élevage et des arches.

Les poulettes seront conduites ensuite vers des poulaillers de ponte pour la production d'œufs à couver. Chacun de ces poulaillers complets constitue une unité zootechnique capable de recevoir 4.000 reproductrices. Le nombre de poulailler de ponte nécessaire s'élève donc à :

$$76.000 : 4.000 = 19 \text{ nouveaux poulaillers de ponte.}$$

Ces nouveaux poulaillers seront installés dans 3 centres dont un doit être agrandi et deux sont à créer.

AGRANDISSEMENT DU CENTRE AVICOLE DE ROUIBA.

Le centre avicole de Rouiba est actuellement le seul centre en état de fonctionnement, ses capacités d'élevage restent insuffisantes. La mise en place d'une chaîne complète d'élevage de souches parentales y est prévue. Elle comprendra :

- 3 poussinières - 3 poulaillers d'élevage - 9 poulaillers de ponte.

CREATION DES CENTRES AVICOLES DU CONSTANTINOIS ET D'ORANIE.

Chacun de ces centres disposera d'une chaîne complète d'élevage de souches parentales comprenant :

Pour le centre du Constantinois :

- 1 poussinière - 1 poulailler d'élevage - 3 poulaillers de ponte.

Pour le centre d'Oran.

- 3 poussinières - 3 poulaillers d'élevage - 7 poulaillers de ponte.

La production d'œufs à couvrir réclame un matériel important et une compétence technique certaine. L'implantation de nouveaux couvoirs se fera dans les 3 centres avicoles de Rouiba, d'Oran et du Constantinois.

212 PRODUCTION DU POULET DE CHAIR

Les éleveurs du secteur industriel (ONAB et domaines autogérés) et les éleveurs du secteur coopératif (fermiers) s'approvisionneront auprès des couvoirs d'Etat en poussins d'un jour destinés à devenir poulets de chair.

L'élevage des poulets de chair demande également la mise en place de nombreux poulaillers d'élevage.

Il est prévu d'en réaliser :

- 45 dans le Constantinois. - 48 dans l'Algérois. - 20 dans l'Oranie.

soit, au total, 113 poulaillers d'élevage de poulets de chair.

Chacun de ces poulaillers occupera une surface de 550 m² pouvant abriter 5.000 poulets.

22 - PRODUCTION D'OEUFs DE CONSOMMATION

La production actuelle d'œufs de consommation ne satisfait pas les besoins de la consommation intérieure. En complément de la production émanant du secteur fermier (la plus importante actuellement), il est nécessaire d'introduire des unités industrielles de poulettes pondeuses pour combler le déficit et supprimer les importations d'œufs et améliorer la race locale.

Les poussins d'un jour produits par le centre de production de poulettes pondeuses, (dont 8.000 seront importées en 1971) seront livrées soit à l'ONAB, soit aux coopératives.

Chacun de ces organismes élève les poussins pendant 2 mois ; à cet âge les animaux sont triés. Les mâles sont destinés à la boucherie, les femelles, futures pondeuses, sont élevées soit dans des poulaillers d'élevage en hiver, soit dans des parcs d'élevage en été.

A 5 mois les poulettes sont livrées :

- par l'ONAB au secteur autogéré,
- par les coopératives au secteur fermier.

Par conséquent pour absorber la production du centre « mère » de production, il est indispensable de prévoir des structures d'accueil.

EQUIPEMENT PREVU :

POUR LE SECTEUR INDUSTRIEL

- 32 poussinières.
- 33 poulaillers (ou parcs d'élevage).
- 160 poulaillers de ponte.

POUR LE SECTEUR COOPERATIF

- 60 poussinières.
- 60 poulaillers (ou parcs) d'élevage.

APICULTURE

1 - SITUATION ACTUELLE

Les potentialités mellifères de notre pays sont considérables : A elles seules, les plantations fruitières et les exploitations forestières, produisent des quantités de nectar qui permettraient la production d'environ 150.000 tonnes de miel.

Mais cette richesse est très mal exploitée puisque la production actuelle se situe entre 1.000 et 1.500 tonnes, et qu'il est nécessaire de recourir aux importations : le tonnage importé a été de plus de 500 tonnes de miel en 1967.

La pénurie de miel a pour conséquence son prix très élevé. Dans la mesure où ce prix baisserait, un plus grand nombre pourrait s'en procurer : la production nationale peut donc s'accroître de façon considérable avant qu'il y ait saturation du marché.

La faiblesse de la production a des causes diverses, elle est due en particulier :

- à la destruction d'une grande partie des ruches durant la guerre de libération,
- à la faiblesse des rendements des ruches traditionnelles, (de beaucoup les plus nombreuses) qui ne dépassent guère un kg par ruche,
- au manque de cadres et de main-d'œuvre spécialisés en apiculture.

2 - OBJECTIFS

Il est prévu à long terme un développement considérable de l'apiculture mais le manque de personnel qualifié, l'absence d'infrastructure ne permettent pas une croissance rapide dans les prochaines années. C'est pourquoi durant le Plan quadriennal sont prévues principalement :

- la formation des cadres,
- l'implantation d'organismes d'approvisionnement en essaim et en matériel apicole.

Ce matériel comprend les ruches, les extracteurs, le petit matériel : enfumoir, grille à reines, gants, masques, etc... Sa fabrication sur place demanderait l'implantation de petites usines ou ateliers spécialisés.

3 - PROGRAMME QUADRIENNAL

Le programme quadriennal comporte :

1) la formation professionnelle de :

400 soigneurs apiculteurs niveau C.E.P.

200 apiculteurs niveau B.E.G

La création en 1972 d'un centre de formation apicole.

2) Un réseau de zones mellifères.

3) Le rattachement du centre coopératif d'Alger et la création de 8 coopératives apicoles : 4 en 1971, et 4 en 1972.

La création de deux centres régionaux d'apiculture.

4) L'achat de 1000 ruches et du matériel correspondant :

10.000 en 1970 et en 1971,

20.000 en 1972 et en 1973.

PASTORALISME

1 - SITUATION ACTUELLE DE LA ZONE STEPPIQUE

II - DESCRIPTION DE LA STEPPE

La steppe comprend 12 millions d'hectares environ qui sont répartis entre 23 Daïrate et 100 communes pastorales.

La steppe proprement dite est caractérisée par un climat sec où la pluviométrie ne dépasse pas 300 mm par an. Il en résulte :

- Une végétation pauvre.
- Une menace permanente de désertification du sol.
- Une surcharge des pâturages particulièrement autour des points d'eau qui demeurent fort rares et sont mal répartis.

12 - ETAT DU TROUPEAU

En 1969, l'effectif semblait atteindre 7.000.000 de têtes environ.

Cet effectif fluctue autour d'une baisse tendancielle. Les points bas des cycles correspondent toujours à des années sèches marquées par la disette.

On assiste par ailleurs, à des phénomènes tels que :

- La dégradation des parcours.
- L'extension des labours.
- La surcharge des pâturages subsistants.

Sur les zones steppiques proprement dites (pluviométrie maximum 300 mm) le nomadisme est la règle quasi-générale.

2 - ACTIONS POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA STEPPE

L'analyse de la situation actuelle fait ressortir les points suivants :

- La surcharge des pâturages due à un accroissement incontrôlé des effectifs entraîne une désertification qui risque d'être irréversible.
- L'exploitation irrationnelle des troupeaux et les irrégularités du climat créent un déséquilibre périodique entre le sol, l'alimentation, l'animal et l'homme qui explique la grave instabilité des effectifs des troupeaux.
- Le manque de structures administratives et professionnelles est une autre cause de régression de la steppe.
- L'entité géographique, économique et sociale qui constitue la steppe doit servir de base à une rénovation de l'élevage.

Les actions à entreprendre auront pour but, précisément, de pallier à ces déficiences ; on peut citer :

- La mise en place des structures pour le développement de la steppe.
- L'amélioration et la restauration du sol steppique.

L'amélioration du troupeau et l'action sanitaire.

- L'amélioration des circuits et des débouchés. La maîtrise des prix.

21 - MISE EN PLACE DE STRUCTURES DE DEVELOPPEMENT

211 DELEGATIONS PASTORALES

Au niveau de la Daïra sera installée une *délégation pastorale*. Véritables centres régionaux de vulgarisation des méthodes rationnelles de l'élevage et de mise en place du programme de prophylaxie, ces centres doivent organiser l'élevage de chaque Daïra en servant d'appui aux centres communaux de mise en valeur. Ils joueront également un rôle dans l'amélioration de la production et l'écoulement des produits.

Il est prévu de réaliser 30 délégations pastorales durant la période quadriennale.

212 CENTRES DE MISE EN VALEUR COMMUNAUX

En liaison avec les délégations pastorales des centres de mise en valeur communaux, auront pour but de favoriser la promotion rurale.

Un moniteur sera chargé d'appliquer un programme de développement, de vulgariser les méthodes rationnelles d'élevage et d'aider les pasteurs dans leur activité. Chacun de ces centres sera, en outre, pourvu d'un point d'eau important et aménagé. Il est prévu d'en créer 30 durant la période quadriennale.

213 ORGANISATION DES ELEVEURS

L'intégration du pastoralisme au reste de l'économie agricole devra être étudiée de telle manière que les éleveurs soient organisés professionnellement et administrativement afin qu'ils puissent bénéficier de crédits appropriés ainsi que d'autres moyens mis à leur disposition pour moderniser l'élevage ovin sur la steppe.

22 - MISE EN PLACE D'EQUIPEMENTS

221 EXTENSION ET AMENAGEMENT DES POINTS D'EAU

La dépense d'énergie faite par l'animal en parcourant tous les 2 jours 25 à 30 kilomètres pour s'abreuver est considérable. Il est donc nécessaire de multiplier les points d'eau qui doivent être distants de 10 kilomètres au maximum. Le Plan quadriennal prévoit dans un premier temps la construction de 750 puits.

Les zones dépourvues d'eau seront alimentées par des trains moutonniers.

Chacun des 30 centres de mise en valeur sera doté d'un parc d'intervention équipé de 2 trains moutonniers.

222 PLANTATION DE BRISE-VENT

Les réseaux de brise-vent doivent s'étendre sur des centaines d'hectares de façon à jouer le rôle d'un véritable massif forestier.

223 ABRIS (ZERIBAS)

Pendant les périodes estivale et hivernale rudes (chaleur intense et vents violents) les abris s'imposent pour préserver le cheptel de ces conditions climatiques défavorables.

Il est prévu de construire 1.000 abris disposant chacun de 4 cellules ; chaque cellule pouvant abriter isolément une unité de troupeau, soit 200 têtes environ.

224 CENTRES DE PRODUCTION DE REPRODUCTEURS

Les centres de production de reproducteurs sont de véritables pépinières susceptibles de mettre à la disposition des éleveurs des béliers à niveau génétique élevé et si possible testés. Les 10 centres prévus par le plan formeront un élément important de l'organisation rationnelle de l'élevage ovin sur la steppe.

3 RESULTATS ATTENDUS : MODERNISATION DE L'ELEVAGE

Les opérations énumérées ci-dessus constituent l'infrastructure nécessaire à une modernisation de l'élevage sur la steppe. Cette modernisation comporte :

- L'emploi de méthodes scientifiques et modernes dans la conduite des troupeaux
- La lutte permanente contre la maladie.
- La défense des sols et l'amélioration du tapis végétal.

L'ensemble de ce programme pastoral, en particulier la modernisation de l'élevage, suppose une organisation des éleveurs. C'est pourquoi il est prévu de mettre progressivement en place de nouvelles structures visant à adapter les formes d'élevage, de propriété du troupeau, d'utilisation des parcours aux nécessités du développement pastoral. Les nouvelles structures entraîneront l'amélioration des conditions de vie et de travail des éleveurs.

ALIMENTS COMPOSES

1 - BESOINS ET OBJECTIFS

L'industrie des aliments composés a fourni, en 1968, 21.000 tonnes de produits destinés essentiellement à l'aviculture et à l'élevage bovin. Cependant le taux moyen d'utilisation de la capacité de production reste faible (35 %). La capacité totale de la production a été évaluée à 62.000 tonnes en 1968, alors que la production n'a atteint, cette année là, que 21.800 tonnes. Cette production est fortement concentrée autour d'Alger et d'Oran, ce qui conduit à un déséquilibre régional de production fortement accentué entre l'Ouest et l'Est de l'Algérie. De ce fait la distribution est anarchique.

Le montant des importations demeure très élevé ; l'utilisation maximum des sous-produits locaux pourrait être un remède partiel. Des mesures d'intervention efficace doivent être envisagées, ces mesures seront mises au point et exécutées par l'Office National des Aliments du Bétail. Celui-ci aura pour charge de planifier les besoins, de monopoliser l'approvisionnement en matières premières.

BESOINS EN ALIMENTS COMPOSES

Unité : Tonnes.

Animaux	1970	1973
Bovins	41 650	80 967
Ovins	25 236	36 480
Volaille	40 000	100 000
Total	106 886	217 447

2 - MOYENS

Les moyens à mettre en place sont :

- L'utilisation maximum des capacités actuelles et leur aménagement.
- La création de nouvelles usines.

On compte actuellement 14 usines d'aliments composés pour le bétail dont 5 dans la région d'Oran, 8 dans la région d'Alger et une dans la région de Constantine. Il est prévu d'en créer de nouvelles à Constantine et à Annaba.

Il est prévu également d'implanter des usines de déshydratation sur les périmètres irrigués où les fourrages sont (ou seront) cultivés de façon intensive.

SANTE ANIMALE

1. OBJECTIFS

II - PROPHYLAXIE

111 LUTTE CONTRE LA FIEVRE APHTEUSE, LE CHARBON, ET LA CLAVELEE

La lutte *préventive* contre les grandes maladies du cheptel consiste en vaccination des bovins contre la fièvre aphteuse et le charbon et des ovins contre la clavelée.

Cette action prophylaxique ne touche actuellement qu'une très faible proportion des animaux. L'objectif du Plan quadriennal est de vacciner l'intégralité des bovins importés et une grande partie des bovins du secteur traditionnel. (Ainsi il est prévu de vacciner 350.000 bovins contre la fièvre aphteuse en 1970 et 500.000 en 1973).

Pour les ovins, il est prévu d'accroître considérablement la vaccination anti-claveleuse en passant de 400.000 animaux vaccinés en 1968, à 4.000.000 vaccinés durant l'année 1973. De même le déparasitage des ovins doit progresser à un rythme très rapide.

112 LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE ET LA BRUCELLOSE

Cette lutte concerne principalement les bovins importés : La tuberculination permet de *déceler* les animaux tuberculeux qui sont dirigés vers l'abattoir. Il faut prévoir une indemnisation versée à l'éleveur.

La brucellose est détectée par une analyse sérologique : les animaux réagissant sont isolés et engraisés avant d'être abattus ; les non-réagissants sont vaccinés. L'indemnisation n'est pas envisagée : la maladie n'étant pas un obstacle à l'engraissement de l'animal.

La prophylaxie est une opération très rentable en raison du faible coût des produits utilisés et de l'importance du capital sauvegardé.

12 - INSPECTION DES DENREES ALIMENTAIRES

L'inspection des denrées alimentaires est actuellement très insuffisante, seuls, quelques grands centres urbains comme Alger ont un abattoir inspecté régulièrement. Les fabriques de conserves alimentaires échappent à tout contrôle. Cet état de fait est préjudiciable à la santé de la population.

L'objectif est de mettre en place d'ici quatre ans un système capable d'assurer la surveillance des denrées alimentaires en zone de population dense. Les moyens du Service de la Santé Animale, même considérablement accrus, ne permettront pas, au terme de ces 4 prochaines années, de surveiller l'ensemble du territoire national. Cet objectif limité aux zones de population dense ne sera atteint qu'avec :

- un effectif accru de vétérinaires,
- des agents techniques ayant suivi une formation adaptée,
- des moyens matériels importants : véhicules et crédits de fonctionnement.

2. MOYENS A METTRE EN OEUVRE

21 - MOYENS LEGISLATIFS

Il y a lieu d'élaborer une législation :

- réglementant l'abattage et l'indemnisation des animaux réagissants,

- limitant à Alger, Oran, Annaba, les ports autorisés à importer ou exporter des animaux. Ces ports devront être équipés chacun d'un Lazaret et d'un Service Vétérinaire,
- réglementant la profession de vétérinaire en Algérie ; un projet de statut a été établi.

22 - MOYENS HUMAINS

Les besoins en *Vétérinaires* sont :

Vétérinaires affectés dans les Wilayate	103
Vétérinaires interdépartementaux	3
Autres Vétérinaires (Dépôts ou Ministère)	9
Total	115
Actuellement	74
Manquent	41

- Les effectifs indiqués ci-dessus ne tiennent pas compte des vétérinaires chargés de l'enseignement ni de ceux qui travaillent à l'Institut Pasteur, ni de ceux affectés dans les laiteries.

- Il n'existe actuellement que 4 vétérinaires algériens, cependant il est prévu que 25 vétérinaires algériens sortiront des écoles étrangères durant les 4 prochaines années. Néanmoins un appel important devra être fait à la coopération en vue de combler, au plus tôt, le grave déficit actuel.

Les besoins en *techniciens* sont :

- 5 techniciens par Direction Agricole de Wilayate soit	75
- 1 technicien par dépôt de reproducteur soit	5
- 1 ou plusieurs techniciens par daïra pour seconder le vétérinaire, et assurer l'inspection des denrées alimentaires soit au total	200
- Dans les laboratoires régionaux	10
Au Total	290

Les *Agents Techniques des Services Vétérinaires (A.T.S.V.)* sont chargés :

- de la prophylaxie et de l'inspection des viandes	100
- de la surveillance du cheptel dans les communes pastorales	100
Besoins globaux	200

Ces agents seront formés au rythme de 50 par an.

Les *maréchaux infirmiers* devront être formés au rythme de 25 par an.

23 - EQUIPEMENTS PREVUS

231 LABORATOIRES PORTUAIRES D'ALGER ET D'ORAN

La fonction principale des laboratoires portuaires est de faire respecter, par un contrôle strict, les normes d'hygiène exigées de tous les produits alimentaires transitant par des ports.

232 LAZARETS D'ALGER ET D'ORAN

Le lazaret est le premier élément indispensable de l'infrastructure dont le but est la protection du cheptel en matière de santé. Toutes les bêtes importées devront nécessairement subir la quarantaine dans un lazaret avant d'être installées dans les étables.

233 CENTRES VETERINAIRES ET DISPENSAIRES

Au nombre de cinq, les centres vétérinaires prévus, formeront l'infrastructure de base permettant de lutter efficacement contre la maladie et les épidémies.

Afin de compléter la couverture sanitaire du pays, plusieurs *dispensaires* sont prévus. Ils seront implantés dans des stations de monte qui auront reçu à cet effet un aménagement approprié.

Dans chaque centre et dispensaire un équipement médical complet (trousses vétérinaires) sera mis à la disposition des vétérinaires, ainsi que des voitures de service leur permettant de se déplacer sur tout le territoire.

234 — LABORATOIRE CENTRAL

La mise en place d'une organisation visant à assurer la protection sanitaire du cheptel ne peut se faire sans la construction d'un laboratoire central dont le rôle sera multiple :

- 1) Rôle de laboratoire de référence en matière de santé animale lui permettant de contrôler techniquement les laboratoires départementaux.
- 2) Rôle de laboratoire central de recherche vétérinaire et d'épizootiologie sur tout le territoire.
- 3) Production de sérums et vaccins.
- 4) Formation professionnelle des techniciens par des stages de perfectionnement pour les futurs chefs de laboratoire.

La construction de ce laboratoire demande une étude préalable qui fixera avec précision les besoins financiers demandés pour la réalisation prévue ultérieurement.

ELEVAGE EQUIN

1 - JUMENTERIE DE TIARET

Le développement de l'élevage équin nécessite l'aménagement de la jumenterie qui devra bénéficier de la création de 200 boxes pour loger les chevaux.

Ce même développement demande également une revalorisation des terres de l'exploitation de la jumenterie sur une superficie de 1.200 hectares.

2 - REMISE EN ETAT DU HARAS D'ORAN

Afin de pouvoir loger les chevaux au dépôt de reproducteur d'Oran une remise en état des boxes, écuries, parcs abandonnés depuis 1962 est indispensable.

3 - DEPOT DE REPRODUCTEURS

L'augmentation du nombre d'étalons nécessite certains aménagements et agrandissements des dépôts de reproducteurs :

- Ecuries, infirmeries, hangars à fourrage, garage, abreuvoirs, puits, camion et van.

4 - ACHATS D'ETALONS

Des achats d'étalons sont nécessaires pour permettre le rajeunissement des étalons de races arabe, barbe et arabe-barbe qui se trouvent dans les dépôts de reproducteurs de Blida, Constantine, Tiaret et Oran.

TITRE C

FORETS ET D.R.S.

1 - SITUATION ACTUELLE 83

2 - PROGRAMME FORESTIER 84

- ACTIONS EN FORÊTS 84

- ACTIONS HORS FORÊTS 86

3 - RENOVATION RURALE 89

FORETS ET D.R.S.

I - SITUATION ACTUELLE

II - FORETS

Les forêts, du fait d'un pâturage destructif, de délits forestiers de toutes sortes, d'incendies accidentels ou criminels, sont le plus souvent en très mauvais état. Le taux de boisement de l'Algérie du Nord (10 %) est insuffisant.

SUPERFICIES FORESTIERES ET ALFATIERES

Zones forestières et Alfatières.	Superficie ha.	E T A T		Observations
		Assez bon	Mauvais.	
Forêts	2 200 000	38 %	62 %	dont 500 000 ha en forêt.
Maquis et broussailles	2 700 000			
Alfa	4 000 000	82 %	18 %	

REPARTITION DES SUPERFICIES SELON LES ESSENCES FORESTIERES

Essences	Superficies (ha)	%
Pin d'alep	790 000	36 %
Chêne liège	450 000	20 %
Chêne Zéen	65 000	3 %
Cèdre	23 000	1 %
Chêne vert	354 000	16 %
Thuya - genévrier divers bois.	536 000	24 %
T O T A L	2 218 000	100 %

12 - D. R. S.

80 % des terres de l'Algérie du Nord (soit 23 millions d'ha) auraient besoin d'être traitées en D.R.S. ;
15 % (soit plus de 4 millions d'ha) seraient à traiter en première urgence.

Comparé à ces besoins, le rythme actuel d'exécution des travaux est très lent : 11.000 ha seulement ont été traités durant la période du Plan triennal : 1967-1969.

Des difficultés d'exécution des travaux existent du fait que :

- la dégradation des terres se manifeste surtout en secteur privé,
- la majorité des périmètres où les travaux doivent être entrepris ne sont pas déclarés d'utilité publique,
- la déclaration d'utilité publique ne suffit pas pour faire appliquer la réglementation.

2 . PROGRAMME FORESTIER

21 . ACTIONS EN FORETS

211 AMENAGEMENTS FORESTIERS

L'aménagement forestier est le maintien d'une forêt dans un état tel qu'elle puisse assurer de façon continue le maximum d'utilité.

Dans le cadre du Plan quadriennal, certains massifs ont été retenus de façon prioritaires pour des raisons économiques (pin et chêne-liège) ainsi que quelques forêts d'essences intéressantes (chêne zen et cèdre).

Le programme d'aménagement forestier porte sur 165.500 ha. Les principales essences concernées sont :

Le pin d'alep :	(Djelfa - Télagh - Aurès)	106.500 ha
Le chêne-liège :	(Grande Kabylie - Petite Kabylie)	50.000 ha
Le chêne zéen :	(Djidjeli)	5.000 ha
Le cèdre :	(Aurès)	3.500 ha

AMENAGEMENTS ET EQUIPEMENTS FORESTIERS

ANNEES	ESSENCES FORESTIERES	AMENAGE- MENT (ha)	AMELIORAT. FORESTIERE (ha)	EQUIPEMENT						Bornage (ha)
				M. F	P. V	PISTES (Km)		TRANCHEES (ha)		
						Ouver- ture.	Aména- gement	Ouver- ture.	Aména- gement.	
1970	Pin d'Alep Chêne - liège Prin Marine	12 000 5 500 -	28 000 1 000 1 500	153	-	260	760	1 437	5 118	172 000
1971	Pin d'Alep Chêne- liège Pin Marine Chêne-Zeen Cèdre	15 500 5 000 - 5 000 3 500	40 000 2 000 3 000 - -	140	63	440	850	2 061	5 555	204 500
1972	Pin d'Alep Chêne-liège Chêne Zeen	31 000 15 000 -	42 500 9 000 -	78	41	600	850	2 552	6 912	242 000
1973	Pin d'Alep Chêne -liège Chêne Zeen	48 000 25 000 -	42 500 12 000 -	62	21	700	870	3 250	7 295	245 500
Quatre Années	Pin d'Alep Chêne-liège Chêne Zeen Cèdre Pin Marine	106 500 50 500 5 000 3 500 -	153 000 24 000 - - 4 500							
	Total.	165 500	181 500	433	125	2000	3330	9 300	24 880	864 000

M.F : Maisons Forestières - P.V Postes Vigie (Il convient de prévoir également la construction de 4 Immeubles pour des Services Extérieurs et 20 Immeubles pour les Circonscriptions).

212 AMELIORATIONS FORESTIERES

Le programme d'améliorations forestières doit s'étendre sur 181.500 ha ; il comporte des opérations de dépressage, recepage, nettoyage. Certains massifs incendiés où existent de belles régénérations ont été choisis.

car ils ne nécessitent pas d'aménagements complets ; les surfaces prévues se répartissent ainsi :

Le pin d'alep :	153.000 ha
Le chêne-liège :	24.000 ha
Pin maritime :	4.000 ha
Total :	181.500 ha

213 EQUIPEMENTS DES MASSIFS

LES MAISONS FORESTIERES.

Le tiers seulement des préposés est logé ; la majorité habite hors forêt, (parfois à plus de 30 km du lieu de travail), et ne dispose pas de moyens de transport. Il est prévu de créer une maison forestière pour 2.000 ha de forêt, les maisons seront regroupées en maison double ou triple dans les massifs isolés, et lorsque cela sera possible elles seront situées dans les centres existant en forêt.

Durant le Plan quadriennal, il est prévu de créer 433 maisons forestières et de loger les 4/5 des agents.

POSTES VIGIES.

Bien qu'indispensables, les postes vigies sont inexistantes sur l'ensemble du territoire. La construction de 125 postes a été prévue au cours du Plan quadriennal. L'expérience pilote d'ANNABA permettra de déterminer l'équipement adéquat et la densité souhaitable.

PISTES.

La densité actuelle est insuffisante (0,5 km/100 ha). Le programme impérativement prévu (2.000 km d'ouverture nouvelle, 3.330 km d'aménagement) sera dépassé dans la mesure des moyens disponibles pour atteindre 4.000 km d'ouverture et 8.000 km d'aménagement.

REPARTITION PAR WILAYA

WILAYATE	Aménage - ments (ha)	Améliora- tion (ha)	M. F (Nbres)	P. V (Nbres)	Tranchées pare - feu (ha).	
					Ouvert.	Aménagt.
Alger	-	1 000	15	3	3	360
El-Asnam	-	1 000	50	13	400	6 450
Tizi-Ouzou	13 000	4 000	41	8	1 018	1 832
Médéa	31 000	130 000	80	13	2 800	4 000
Région d'Alger.....	44 000	136 000	186	37	4 248	12 642
Annaba	-	10 000	25	17	600	2 860
Constantine.....	42 500	14 500	53	13	1 877	1 148
Sétif	-	-	30	8	175	230
Batna	29 000	-	50	17	100	-
Région de Constantine	71 500	24 500	158	55	2 752	4 238
Oran	35 000	1 000	32	8	1 100	5 800
Mostaganem	-	10 000	12	5	300	750
Tlemcen	-	-	11	5	150	450
Tiaret	-	10 000	22	10	300	100
Saida	15 000	-	12	5	450	950
Région d'Oran	50 000	21 000	89	33	2 300	8 050
Total Algérie.....	165 500	181 500	433	125	9 300	24 930

M. F : Maisons Forestières . P. V : Postes - Vigies.

TRANCHEES PARE-FEU.

Les superficies des forêts incendiées au cours des 50 dernières années se sont élevées en moyenne à 38.500 ha par an.

La densité actuelle des tranchées pare-feu est d'environ 0.5 ha/100 ha, elle sera portée à 3 ha/100 ha sur l'ensemble des massifs retenus. Le programme prévoit l'ouverture de 9.300 ha de tranchées et l'aménagement de 24.880 ha.

DIVERS.

Les aménagements des parcs nationaux du Djurjura et des Babors seront effectués ainsi que l'aménagement de réserves de chasse.

Il est prévu, par ailleurs, de créer des brigades alfatières qui, en plus de la surveillance, mettront en application un plan de gestion rationnelle de la nappe.

22 - ACTIONS HORS FORETS

221 REBOISEMENT

Des efforts considérables seront consentis pour le reboisement. Au cours de la période quadriennale, le programme impératif prévoit le reboisement de 190.000 ha auquel s'ajoutera, en fonction des possibilités de réalisation, un programme complémentaire conditionnel de 75.000 ha. L'objectif total est donc de reboiser 265.000 ha, alors qu'il n'a été reboisé que 75.000 ha au cours de la période triennale (1967-1969).

Ces superficies à reboiser se répartissent de la façon suivante :

SELON LES ORGANISMES REALISATEURS :

Unité : ha.

Organismes	Programme Impératif	Programme Conditionnel	Total
Service des forêts	120 000	75 000	195 000
Wilayate (crédits D. E. R.)	20 000	--	20 000
C. P. R. (1)	50 000	--	50 000
TOTAL.	190 000	75 000	265 000

(1) Chantiers populaires de reboisement.

SELON LES CATEGORIES DE REBOISEMENT :

Reboisement industriel 8,5 %.

Reboisement de production 47,5 %.

Reboisement de protection 44 %

La faiblesse des reboisements industriels s'explique du fait que seules les régions de la Calle et de Mostaganem ont été retenues pour la plantation industrielle de l'eucalyptus. Le reboisement de la Calle sera entrepris dès 1970 en prévision de l'installation d'une usine de cellulose ; le reboisement de Mostaganem ne commencera qu'en 1972-73, lorsque les études en cours seront achevées.

SELON LES ANNEES :

Unité : ha.

	1970	1971	1972	1973	Total
Reboisement	39 000	54 000	80 000	92 000	265 000

SELON LES WILAYATE :

Unité : ha.

WILAYATE	Service	C. P. R	Total	D. E. R	Total
Alger.....	4 400	-	4 400	---	---
El-Asnam.....	16 500	-	16 500	---	---
Tizi-Ouzou.....	17 300	-	17 300	---	---
Médéa.....	30 300	-	30 300	---	---
Région d'Alger.....	68 500	-	68 500	---	---
Annaba.....	30 000 (1)	3 600	33 600	---	---
Constantine.....	20 500	24 400	44 900	---	---
Sétif.....	12 000	10 000	22 000	---	---
Batna.....	18 500	12 000	30 500	---	---
Région de Constantine.....	81 000	50 000	131 000	---	---
Oran.....	8 000		8 000	---	---
Mostaganem.....	13 000		13 000	---	---
Tlemcen.....	9 500		9 500	---	---
Tiaret.....	7 000		7 000	---	---
Saida.....	8 000		8 000	---	---
Région d'Oran.....	45 500		45 500	---	---
Total Algérie.....	195 000	50 000	245 000	20 000	265 000

(1) Dont 23 000 ha de reboisement industriel
C. P. R Chantiers Populaires de Reboisement.

La région de l'Est a le plus fort pourcentage de reboisement, car les chantiers populaires de reboisement y sont implantés et leur programme assez important accroît les possibilités de réalisation.

La région du centre a également un important programme, car les Wilayate de Grande Kabylie et du Titteri ont bénéficié des programmes spéciaux.

La région de l'Ouest a un programme plus restreint car les conditions naturelles imposent les travaux de D.R.S. plutôt que de simples reboisements.

222 D.R.S.

Les travaux de D.R.S. seront effectués principalement dans les périmètres où les structures d'accueil sont favorables. Il y aura concentration des travaux sur un nombre limité de périmètres. En outre, toutes les banquettes anciennes ou nouvelles seront plantées.

Le programme impératif prévoit de traiter 100.000 ha en D.R.S. durant la période quadriennale. A ce programme s'ajoute un programme complémentaire conditionnel de 50.000 ha qui sera réalisé en fonction des moyens disponibles. L'objectif total est donc de traiter 150.000 ha, (alors qu'il n'a été traité que 11.000 ha au cours de la période triennale 1967-1969).

Ces superficies se répartissent de la façon suivante :

SELON LES ORGANISMES REALISATEURS :

Unité : ha.

Organismes	Programme Impératif	Programme Conditionnel	Total
Service des forêts	80 000	50 000	130 000
Wilayates (crédit D. E. R)	20 000	---	20 000
Total	100 000	50 000	150 000

SELON LES ANNEES :

Unité : ha.

Travaux de D.R.S.	1970	1971	1972	1973	Total
	10 000	18 000	51 000	71 000	150 000

SELON LES WILAYATE :

Unité : ha.

WILAYATE	Service des Forêts	D.E.R	Total
Alger	3 000	---	---
El Asnam	19 730	---	---
Tizi Ouzou	8 820	---	---
Médéa (1)	(Rénovation Rurale)	---	---
Région d'Alger	31 550	---	---
Annaba	9 950	---	---
Constantine	17 000	---	---
Sétif	23 000	---	---
Batna	6 500	---	---
Région de Constantine	56 450	---	---
Oran	8 000	---	---
Mostaganem	6 000	---	---
Tlemcen	22 500	---	---
Tiaret	5 500	---	---
Saida	-	---	---
Région d'Oran	42 000	---	---
Total Algérie	130 000	20 000	150 000

(1) D'importantes superficies de la Wilaya de Médéa seront traitées en D.R.S dans le cadre de la Rénovation Rurale.

La cause essentielle des échecs passés en matière de D.R.S. a été le manque de structures d'accueil après que le service forestier ait réalisé les travaux. La création de ces structures est la condition indispensable de la rentabilisation de ces travaux et de leur intégration dans un circuit de production.

223 GROSSES REPARATIONS

Les grosses réparations tant de reboisement que de travaux de D.R.S. concernent les superficies suivantes:

CALENDRIER DE REALISATION

Unité : ha.

Grosses réparations	1970	1971	1972	1973	Total
de reboisement	1 800	2 500	3 300	4 900	12 500
de D. R. S.	8 200	11 200	15 800	19 800	55 000

224 BRISE-VENT

Le programme de mise en place de brise-vent comporte :

- sur les périmètres irrigués : le carroyage de 40.000 ha,
- sur la steppe, le carroyage de 40.000 ha,
- dans les domaines autogérés la mise en place de 8.000.000 de plants.

225 PEPINIERES

L'ensemble du programme forestier présenté ci-dessus est conditionné par un approvisionnement en plants. A cet effet, il est prévu d'étendre les surfaces des pépinières sur 280 ha supplémentaires.

EXTENSION DES PEPINIERES

Unité : ha.

Circonscriptions	Wilayate	1970	1971	1972	1973	Total
Annaba	Annaba	42	30	16	--	88
Sétif	Aurès Constantine Sétif	50	50	36		136
Alger	Alger El-Asnam Tizi-Ouzou Médéa	30	14	--	--	44
Bel-Abbès, ...	Oran Mostaganem Tlemcen Tiaret Saïda	12	--	--		12
Total		134	94	52	---	280

3 . RENOVATION RURALE

Sur une partie importante du territoire national, le facteur limitant de la production agricole est la rareté de l'eau mise à la disposition des plantes. Cette pénurie provient non seulement du manque de pluie, mais aussi de sa mauvaise utilisation : 25 % à 30 % de l'eau ruisselle et se perd.

Un des buts de la rénovation rurale est de supprimer ce ruissellement et d'assurer l'infiltration totale des eaux par un rootage de 70 à 80 cm de profondeur, par la construction de banquettes largement espacées, par l'épierreage, par la remise à plat du sol, par l'ouverture des pistes.

La rénovation rurale, en liaison avec l'application de la Révolution Agraire, devra s'étendre sur un million d'hectares au cours des dix prochaines années. Les principales zones d'intervention choisies sont celles où :

- la pluviométrie est égale ou supérieure à 400 mm.
- la pente moyenne ne dépasse pas 25 %.
- la mise en valeur actuelle est jugée nettement insuffisante.

A partir de ces critères, les régions suivantes ont été retenues :

- Beni-Slimane (Titteri). 300.000 ha.
- Tell méridional oriental. 700.000 ha.
- Tlemcen à Tessala. 200.000 ha.
- Béni-Chougrane - Eghriss. 125.000 ha.
- Sersou-Mont de Tiaret. 150.000 ha.
- Dahra occidental. 125.000 ha.

En vue de réaliser ce programme, il est prévu, au cours des premières années du Plan :

- d'effectuer des études tant physiques que socio-économiques,
- de mettre en place les instruments d'intervention juridiques, techniques et organisationnels.

L'objectif est d'atteindre, dès la fin du Plan, un rythme de réalisation annuelle d'environ 100.000 ha.

Au cours du Plan quadriennal il sera procédé au démarrage du projet sur 80.000 ha ; les opérations devront être achevées sur 40.000 ha en 1973.

PROGRAMME DE RENOVATION RURALE

Unité : ha.

Wilayate	1970	1971	1972	1973	Total
Tizi-Ouzou	1 000	1 500	2 000	3 000	7 500
Médéa	3 000	4 500	6 000	9 000	22 500
Annaba	1 000	1 000	1 500	1 500	5 000
Batna	1 000	1 000	1 500	1 500	5 000
Total	6 000	8 000	11 000	15 000	40 000

En plus des projets retenus, mentionnés sur ce tableau, d'autres projets recevront un début de réalisation dans le courant de la période quadriennale, en particulier dans la Wilaya de Tlemcen qui fait l'objet d'un programme spécial.





PARTIE III

MOYENS A METTRE EN OEUVRE

APPROVISIONNEMENTS.....92

1 - ENGRAIS.....92

2 - PRODUITS PHYTOSANITAIRES..94

3 - MATERIEL AGRICOLE.....95

HYDRAULIQUE AGRICOLE.....100

INCIDENCES FINANCIÈRES 104

BESOINS EN CADRES.....106

APPROVISIONNEMENTS

1 - ENGRAIS

Parmi toutes les actions envisagées pour accroître le niveau de la production agricole, l'augmentation de la consommation des engrais est largement prépondérante.

II - SITUATION ACTUELLE

La consommation actuelle d'engrais se caractérise par :

- sa faiblesse d'ensemble : consommation globale estimée à 15 % des besoins.
- une faiblesse particulièrement aiguë pour certaines productions (céréales, fourrages, légumes secs),
- des disparités régionales très fortes : super 16 utilisé à raison de 164 kg/ha dans l'Algérois, mais de seulement 75 kg/ha dans le Constantinois,
- un déséquilibre dans la fumure, au détriment de l'azote (N), principal facteur d'amélioration des rendements. Un tel déséquilibre appauvrit le sol au lieu de l'enrichir et l'épandage de phosphore ou de potasse est ainsi réalisé en pure perte.

Les raisons suivantes sont à l'origine d'une telle situation :

- Prix trop élevés et en augmentation constante. Etant donné le niveau actuel du prix des engrais (24 DA/q pour le super 16 et 32 DA/q pour l'ammonitrate 22 %, en moyenne) et celui du prix des céréales, l'application des normes préconisées devrait entraîner une hausse des rendements de 4 q/ha pour être rentable, résultat qui ne peut être atteint que dans les meilleures terres, les années de bonne pluviométrie.

Cet obstacle est accentué pour certains producteurs, par suite de l'absence de toute péréquation des frais de transport et de contrôle des marges des C.C.R.A., entraînant des disparités de prix très fortes.

- Production nationale encore très réduite (sauf pour les phosphates) et qui n'est que partiellement compensée par des importations réalisées trop tardivement et en quantité nettement insuffisante.
- Circuits d'approvisionnement défectueux, depuis l'expression des besoins (trop tardive, peu homogène et non fondée sur des expériences) jusqu'à la livraison (les retards entraînent un report des façons culturales, préjudiciable à la culture).
- Vulgarisation pratiquement nulle en secteur privé.
- Manque de matériel d'épandage, ce qui diminue l'efficacité des engrais utilisés.

12 - BESOINS EN ENGRAIS

Pour que les objectifs de production envisagés soient atteints il est absolument nécessaire que la consommation d'engrais s'accroisse dans les proportions suivantes d'ici 1973 :

EVOLUTION DES BESOINS EN ENGRAIS

Unité : 1000 unités d'éléments fertilisants.

Année	Azote (N)	Phosphore (P)	Potasse (K)	Taux d'accroissement par rapport à l'année de référence.
Année de référence (68/69).	27 000	28 000	16 000	
69 / 70	54 000	35 000	32 000	100 %
70 / 71	80 000	85 000	48 000	200 %
71 / 72	110 000	112 000	64 000	400 %
72 / 73	175 000	176 500	97 500	610 à 650 %

BESOINS EN ENGRAIS PAR CULTURE EN 1973

Unité : 1000 unités d'éléments fertilisants.

Cultures	Azote (N)	Phosphore (P)	Potasse (K)
Grandes Cultures			
Céréales d'hiver	89 650	91 200	
Riz	160	100	100
Maïs	800	800	1 000
Sorgho	800	800	1 000
Légumes secs	1 600	5 200	9 000
Arboriculture			
Agrumes	10 708	5 000	8 160
Oléiculture	18 612	26 416	23 433
Arbres à noyaux et pépins.	17 719	8 601	12 902
Palmier - dattier	1 750	300	2 125
Autres espèces	1 350	3 360	4 380
Viticulture	8 500	10 200	17 000
Culture maraîchères	14 010	10 180	8 810
Culture industrielles	2 667	3 752	2 944
Culture fourragères	6 600	10 600	6 550
TOTAL.	174 926	176 509	97 404

13 - MESURES REQUISES

Un tel niveau de consommation d'éléments fertilisants ne sera atteint en 1973 que si les quatre séries de mesures suivantes sont prises simultanément.

131 DIMINUTION DU PRIX

Le niveau de ce prix devra être calculé à partir de l'augmentation de rendement que l'emploi d'une dose d'engrais optimum permet d'obtenir, en année pluviométrique normale.

Il en résultera une baisse des prix actuels payés par les producteurs qui pourra atteindre 50 % pour certains produits (super 16 payé 24 DA/q en Algérie contre 15 DA en France ou au Maroc).

Conditionnant la hausse de la production agricole, cette baisse du prix des engrais conditionne également l'écoulement sur le territoire national des engrais bientôt produits dans le complexe industriel d'Arzew.

Les prix devront être uniformes sur tout le territoire, grâce à une péréquation des frais de transport.

132 . REORGANISATION DU CIRCUIT DE DISTRIBUTION

Une telle réorganisation implique :

- une définition précise des responsabilités de chacun des agents de ce circuit (domaines ou producteurs privés, D.A.W., services centraux du Ministère, SONATRACH, C.C.R.A.), appuyée sur un calendrier d'exécution des tâches de chacun, depuis l'expression des besoins jusqu'à la livraison,
- une rationalisation de l'implantation des organismes de distribution,
- un équipement des organismes de distribution en moyens de transport et de stockage.

Cette réorganisation ne pourra être effectuée qu'après une étude détaillée du circuit et des moyens existants, à mener sur le terrain dès 1969/70.

133 POLITIQUE DE VULGARISATION

Les freins qui s'opposent à la consommation des engrais sont d'ordres économique et psychologique.

Le risque économique sera atténué par les réductions de prix requises précédemment et par des distributions d'engrais gratuites ou à prix réduits pour certains agriculteurs et certains produits à développer en priorité.

Le frein psychologique sera combattu par des démonstrations, des stages de formation et tous les moyens de vulgarisation possibles.

Cette politique de vulgarisation incombera aux services techniques du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire et des organismes de tutelle, assistés de l'aide technique et financière de la SONATRACH.

134 EXPERIMENTATION

L'efficacité de l'emploi des engrais est fonction de la nature du sol et de la pluviométrie.

L'I.N.R.A.A. et les D.A.W. devront réaliser pendant le plan les expérimentations nécessaires à la mesure du taux d'efficacité des engrais et à la définition des doses optimales par spéculation et par zone homogène.

Pour mener ces expérimentations, il sera possible de choisir un domaine d'observation par zone homogène.

2 - PRODUITS PHYTO SANITAIRES

Un certain nombre de parasites (insectes, acariens, nématodes, champignons, mauvaises herbes) doivent être combattus avec énergie : leur présence occasionne de graves déprédations aux cultures se traduisant par des baisses de rendements et une mauvaise qualité des produits.

21 - SITUATION ACTUELLE

L'utilisation des produits phytosanitaires est rendue actuellement difficile en raison de :

- *La grande diversité des produits et des spécialités commerciales.*

La protection des végétaux a entrepris une normalisation systématique des spécialités. Leur nombre a été réduit à 350 représentant 120 matières actives différentes.

- *L'impossibilité de réduire à un petit nombre les produits.*

Les maladies à combattre sont nombreuses : les produits phytosanitaires sont comparables à des médicaments précis qui doivent être employés à bon escient. En vue d'éviter le phénomène d'accoutumance il est nécessaire d'alterner l'emploi de produits différents pour une même maladie. Ces différents facteurs nécessitent l'utilisation d'un grand nombre de produits.

- *Le caractère toxique de certains produits.*

La matière active contenue dans les spécialités est souvent toxique pour l'homme et pour les animaux domestiques. La méconnaissance des conditions réglementaires d'emploi, et le non respect des précautions à prendre pour l'utilisation de ces produits provoquent des accidents encore trop nombreux.

- *L'impossibilité où se trouvent les agriculteurs d'exprimer correctement leurs besoins faute d'une formation technique suffisante.*

Par ailleurs la consommation actuelle est freinée pour les mêmes raisons que celle des engrais :

- *prix trop élevés,*

- *approvisionnements défectueux,*

- *matériel de traitement insuffisant,*

- *absence de vulgarisation et de formation, cette carence est particulièrement grave étant donnée la complexité des traitements et des produits.*

22 - PROGRAMME D'ACTION

Le programme quadriennal prévoit une augmentation considérable de la quantité des produits utilisés. Il n'est cependant pas possible de préciser pour chaque produit l'accroissement envisagé, en raison de la multiplicité des produits, et de la difficulté de connaître longtemps d'avance le nombre de traitements nécessaires et les doses à appliquer.

A titre indicatif cependant et pour montrer l'effort prévu, les quantités de désherbant 2 - 4 D utilisées devraient passer de 40.000 litres en 1966 et 1.240.000 litres en 1973.

Cet accroissement ne pourra se réaliser que grâce à une série de mesures comparables à celles prévues pour une meilleure utilisation des engrais :

Diminution des prix, en vue de rentabiliser l'emploi des produits.

Amélioration des approvisionnements et du stockage : Des contrats annuels préciseront chaque année le volume et les conditions de livraison (prix et date).

Politique de vulgarisation : La lutte contre les parasites nécessite des interventions à des moments précis. Les agriculteurs sont aidés par des avertissements qui leur sont transmis par les services agricoles compétents. Cependant il est nécessaire qu'ils sachent utiliser correctement les produits. Il est demandé à l'organisme de commercialisation d'assurer cette vulgarisation, en liaison avec les techniciens de l'agriculture.

3. MATERIEL AGRICOLE

31. SECTEUR SOCIALISTE

311 SITUATION ACTUELLE

La situation actuelle du parc se caractérise par :

- Un parc de tracteurs suffisant quant à l'effectif (23.000 engins soit 1 tracteur pour 85 ha), mais extrêmement vétuste (50 % des tracteurs ont plus de 10 ans et sont à réformer). Il en résulte un taux de panne très élevé, ce qui réduit le parc en état de marche.
- Un parc de moissonneuses batteuses également suffisant quant à l'effectif (2.750 machines soit 1 moissonneuse batteuse pour 300 ha), dont la structure par âge est très irrégulière : 37 % du parc a plus de 10 ans et 57 % moins de 2 ans, (grâce à l'effort d'équipement réalisé pendant le Plan triennal 1967/69).
- Un parc de matériel tracté nettement insuffisant déficit d'autant plus grave qu'il concerne des matériels dont l'emploi permet d'intensifier les rendements, en particulier :
 - * Semoirs en ligne (1 pour 800 ha actuellement alors qu'il en faudrait 1 pour 300 ha).
 - * Epandeurs d'engrais (1 pour 1.000 ha actuellement alors qu'il en faudrait 1 pour 300 ha).
 - * Pulvérisateurs.

En plus de ces déséquilibres de structure par type de matériel et par âge, la situation actuelle est aggravée par des durées d'immobilisation du matériel très longues, par suite d'un système de crédit inadapté, et d'un approvisionnement en pièces détachées rendu très difficile par l'extrême diversité des marques.

312 EVOLUTION DU PARC DE 1970 A 1973

Le plan vise :

a) *Le rajeunissement du parc*, par la réforme de 50 % des tracteurs et de près de 40 % des moissonneuses-batteuses. Ainsi, il a été décidé que les tracteurs âgés de plus de 10 ans ne seraient plus réparés.

Cette mise à la réforme sera compensée :

- par un meilleur entretien du matériel n'ayant pas atteint l'âge de la réforme, cette mesure entraînera une réduction des temps d'immobilisation et une meilleure utilisation du parc,
- par l'achat de 8.000 tracteurs et de 800 moissonneuses-batteuses durant la période quadriennale.

b) *L'accroissement du parc matériel tracté*, en particulier du matériel nécessaire à l'intensification des rendements (semoirs en ligne, épandeurs d'engrais, pulvérisateurs) et du matériel de récolte requis par l'extension des cultures fourragères (ramasseuses-presse, faucheuses).

Par ailleurs, la création en 1969 d'un Office spécialisé, l'O.N.A.M.A. permettra de grouper les achats et de répartir de façon plus rationnelle les équipements nouveaux entre les wilayate et entre les domaines.

Le système de financement sera corrigé dans le sens d'une plus grande souplesse.

313 ACHATS PREVUS DE MATERIEL

Pour un investissement d'environ 620 millions de DA, les acquisitions suivantes seront effectuées par le secteur socialiste durant la période quadriennale.

ACHAT DE MATERIEL PAR LE SECTEUR SOCIALISTE (1970-1973)

T Y P E S	NOMBRES	Coût en Million de DA.
Tracteurs	8 000	} 242
Moissonneuses-batteuses	800	
Moissonneuses-lieuses	400	
Matériel tracté et autres.		378
TOTAL.		620

La part accordée au matériel tracté et autres est prépondérante puisqu'elle représente environ 60 % des investissements en machinisme agricole prévu pour le Secteur Socialiste au cours des quatre prochaines années.

Il aurait été possible de définir de façon théorique à l'aide de normes, les besoins en matériel par catégorie d'engins pour chacune des années de la période quadriennale. Il a été jugé plus prudent d'effectuer cette répartition seulement pour la première année du plan, les répartitions des années suivantes seront établies avec précision pour chaque campagne en fonction de la connaissance des besoins qui s'améliorera dans l'avenir.

Les achats de matériel agricole prévus pour 1970 (utilisable pour la campagne 1970-1971) sont les suivants :

EQUIPEMENT EN MATERIEL AGRICOLE : ANNEE 1970 (SECTEUR SOCIALISTE).

La valeur du matériel a été estimée à partir des prix pratiqués en 1969.

Matériel de traction :		Nombre d'engins
Tracteurs à roues :		
45 CV Voie normale		400
45 CV Voie étroite		121
45 CV Betteravier		29
65 CV		750
90 CV		200
Tracteurs à chenilles :		
50 CV Voie normale		150
70 CV		350
TOTAL :		2.000 - 60.000.000 DA.

Matériel de récolte :

Ramasseuses-presses	300
Faucheuses	350
Râteaux faneurs	350
Ensileuses de fourrage	5
Bineuses de betteraves	20
TOTAL :	1.025 - 5.700.000 DA.

Matériel de traitement :

Pulvérisateurs à dos	1.200
Poudreuses à dos	400
Poudreuses mécaniques	500
Pulvérisateurs 350 L portés	600
Pulvérisateurs atomiseurs	600
Citernes 3.000 L	220
TOTAL :	3.520 - 13.000.000 DA.

Matériel de transport :

Remorques	1.050
Camions	200
Fourgonnettes	200
Mobylettes	300
TOTAL :	1.750 - 15.000.000 DA.

Matériel de semis, nettoyage, triage :

Semoirs à disques	900
Epandeurs d'engrais	1.020
Localisateurs d'engrais	50
Tarares	500
Trieurs 25 q./h.	200
TOTAL :	2.670 - 14.000.000 DA.

Matériel aratoire :

Charrues à socs	1.500
Charrues à disques	900
Déchaumeuses à disques	500
Pulvérisateurs à disques	1.700
Outils à dent :	
Herses	800
Cultivateurs	700
TOTAL :	6.100 - 24.300.000 DA.

ENSEMBLE 132.000.000 DA.

32 - SECTEUR PRIVE

321 SITUATION ACTUELLE

Le parc du matériel agricole du secteur privé est mal connu. Une enquête par sondage réalisée en 1966, a permis d'évaluer de façon assez précise le gros matériel (tracteurs, moissonneuses-batteuses) mais de façon très approximative les autres types de matériel.

D'après cette enquête le parc des tracteurs du secteur privé est légèrement inférieur à celui du secteur socialiste (19.000 tracteurs, 2.000 moissonneuses-batteuses) pour une superficie trois fois supérieure.

Le taux de mécanisation du secteur privé est donc nettement inférieur à celui du secteur socialiste, ce qui s'explique par la petite taille des exploitations privées et par le fait qu'elles sont souvent situées en des zones marginales impropres à la mécanisation.

Le taux de mécanisation est d'autant plus réduit qu'une partie du matériel du secteur privé est utilisée pour des travaux à façon en secteur socialiste. Une part importante de ce matériel appartient d'ailleurs à des entrepreneurs privés qui le louent, et non à des exploitants agricoles.

ACHAT DE MATERIEL PAR LE SECTEUR PRIVE

Unité : Nbre d'engins.

Types de Matériel	1967	1968	1969
Tracteurs à roues	1 730	1 803	1 110
Tracteurs à chenilles	100	137	161
Tracteurs total	1 830	1 940	1 271
Moissonneuses batteuses	208	218	252
Moissonneuses lieuses	---	6	25
Presses	187	230	170
Faucheuses	130	102	165
Charrues à soc	1 015	703	438
Dont traction animale	(297)	(70)	(60)
Charrues à disques	223	199	104
Pulvérisateurs (Type cover-crop)	379	296	464
Déchaumeuses à disques	565	470	241
Cultivateurs	167	133	100
Herses	---	258	132
Remorques	143	109	218
Semoirs	29	25	19
Epandeurs d'engrais	4	21	15

La baisse des achats qui apparaît en 1969 provient :

- d'une part, de mesures de contingentement qui ont réduit les importations de certains engins et ont provoqué des ruptures de stock dans les approvisionnements,
- d'autre part, de restriction de crédits affectés à l'achat de matériel agricole par le secteur privé.

322 EVOLUTION DU PARC DE 1970 A 1973

Les besoins du secteur privé peuvent être estimés à partir des achats de matériel réalisés ces dernières années.

Dans l'ensemble, le niveau de ces achats devrait rester à peu près stable :

- d'une part parce que la mécanisation du secteur privé doit être freinée pour préserver le niveau de l'emploi,

- d'autre part, parce que l'équipement du secteur socialiste permettra de supprimer progressivement les travaux à façon réalisés à son profit par le secteur privé. Les achats de matériel effectués par ce secteur sera donc davantage disponible pour les exploitations privées, ce qui permettra de réaliser l'intensification souhaitée de la mécanisation dans le secteur privé.

Toutefois, le niveau des achats devrait être nettement accru pour certains types de matériel nécessaire à l'accroissement des rendements et qui font gravement défaut actuellement (semoirs, épandeurs d'engrais) et indispensables à l'extension des cultures fourragères (ramasseuses-presses, faucheuses, râpeaux).

323 ACHATS PREVUS DE MATERIEL

Dans la mesure où le niveau des achats du secteur privé resterait à peu près au niveau actuel pour les tracteurs et les moissonneuses-batteuses et s'accroîtrait pour le matériel tracté, la prévision suivante peut être faite pour les achats durant la période quadriennale :

- Tracteurs à roues entre 6.000 et 7.000 engins.
- Tracteurs à chenilles entre 500 et 600 engins.
- Moissonneuses-batteuses entre 800 et 900 engins.
- Matériels tractés et autres matériels pour environ 70 millions de DA.

Comme le secteur privé réalise ses équipements en partie par autofinancement, les investissements qu'il est prévu de réaliser sur crédits temporaires de l'Etat au cours de la période quadriennale sont les suivants :

ACHAT DE MATERIEL PAR LE SECTEUR PRIVE (1970-1973)

Types de Matériel	Nombre d'Engins	Coût Million de D. A
Tracteurs	4 400	} 105
Moissonneuses-Batteuses	200	
Matériels tractés et autres.....		55
TOTAL		160

33 - TABLEAU RECAPITULATIF

MATERIEL AGRICOLE

Unité : Coût Millions DA

Types de Matériel	Secteur Socialiste		Secteur Privé		Total	
	Nbre	Coût	Nbre	Coût	Nbre	Coût
Tracteurs	8 000		4 000		12 400	
Moissonneuses-Batteuses	800	242	200	105	1 000	347
Moissonneuses-Lieuses	400				400	
Matériels tractés et autres.....		378	---	55		433
TOTAL		620		160		780

HYDRAULIQUE AGRICOLE

Le programme d'hydraulique agricole au cours des quatre prochaines années concerne principalement des opérations considérées comme déjà engagées et des opérations dont l'inscription relève des décisions déjà prises.

Ce programme comporte :

- 1) La réalisation, dans les plus brefs délais, des opérations de grande hydraulique engagées, en particulier celles situées sur les périmètres de Maghnia, Abadla, Bou-Namoussa, Haut-Chéeliff, Skhouna
- 2) L'engagement du programme de l'Algérois, en vue de la mise en service de gros équipements nouveaux après 1973.
- 3) La préparation par des études et des travaux de base de nombreuses opérations qui seront achevées après 1973

1 PROGRAMME D'IRRIGATION INTENSIVE

L'irrigation intensive concerne des cultures et des terres qui exigent de recevoir de l'eau à n'importe quelle période de l'année, en sorte que l'eau doit être constamment disponible à la parcelle.

Les travaux comportent :

- L'équipement de nouvelles terres à irriguer (41.000 ha) situées principalement dans les grands périmètres.
- Le réaménagement d'équipements sur des terres déjà irriguées (41.000 ha) situées principalement en dehors des périmètres.

PROGRAMME D'IRRIGATION PAR WILAYA

Unité : ha.

WILAYATE	Superficies nouvelles à aménager	Superficies à réaménager.	Total.
Alger.....	1 300	8 300	9 600
El-Asnam.....	5 800	5 500	11 300
Tizi-Ouzou.....	2 300	200	2 500
Médéa.....	5 050	500	5 550
Oran.....	150	700	850
Mostaganem.....	1 000	3 000	4 000
Tlemcen.....	4 900	2 607	7 507
Tiaret.....	1 865	50	1 915
Saida.....	500	1 500	2 000
Constantine.....	1 600	800	2 400
Annaba.....	6 970	-	6 970
Sétif.....	1 440	4 340	5 780
Batna.....	1 460	7 000	8 460
Saoura.....	4 350	450	4 800
Oasis.....	2 490	6 280	8 770
Total.....	41 175	41 227	82 402

Ce programme d'irrigation est complété par un programme d'assainissement qui portera sur 10.000 ha.

A l'ensemble de ces superficies s'ajoutent (principalement dans l'Algérois, la Soummam et l'Ouest du pays) 50.000 ha qui seront partiellement équipés durant la période quadriennale, mais dont la mise en valeur par des cultures irriguées n'interviendra qu'au-delà de 1973.

Il est par ailleurs prévu, à la fin des deux premières années du plan de réexaminer les objectifs en vue éventuellement, de les accroître en fonction des capacités de réalisation.

Les capacités de réalisation augmenteront d'année en année, elles devraient atteindre 20.000 ha/an en 1974, ce qui permettrait d'irriguer 200.000 ha de nouvelles terres au cours de la prochaine décennie. Le tableau ci-dessous présente la localisation des principaux projets qui seront réalisés en 1980.

Bou-Namoussa	14.000 ha.
Plaine côtière d'Annaba	3.000 ha.
K'sob	6.000 ha.
Collo	2.000 ha.
Soumman	10.000 ha.
Hodna	5.000 ha.
Lutaud-Chemora	5.000 ha.
Chélif	30.000 ha.
Mitidja	30.000 ha.
Sebaou	5.000 ha.
Ain-Skhouna	5.000 ha.
Maghnia	10.000 ha.
Abadla	7.000 ha.

A ces projets importants, il convient d'ajouter d'autres réalisations qui pourront avoir lieu dans les plaines de Mascara et Bel-Abbès dans la vallée de la Tafna, et dans le Sahel Algérois, ainsi que les forages à l'al-bien dans le Sud, et une multitude d'actions possibles en petite hydraulique.

2 - PROGRAMME D'IRRIGATION EXTENSIVE

Le programme d'irrigation extensive (épandage d'eau de crues) porte principalement :

- Sur 11.000 ha de nouvelles terres irriguées situées principalement dans la Saoura.
- Sur le réaménagement d'équipements concernant 5.500 ha de terre déjà irrigués dans la wilaya des Aurès.

3 - PROGRAMME DE REMEMBREMENT

La mise en valeur de certaines zones aménagées nécessite une restructuration foncière dont la réalisation s'étend sur deux ans, et doit, par suite, débiter un an avant la mise en service des équipements.

Durant la période quadriennale, le remembrement concernera environ 70.000 ha situés surtout dans les périmètres de :

BOU-NAMOUSA	12.600 ha.
MAGHNIA	8.000 ha.
BAS-CHELIFF ET MINA	6.500 ha.
HAUT-CHELIFF	24.000 ha.
K'SOB	10.000 ha.

4 - PROGRAMME REGIONALISE

PROGRAMME DE MISE EN VALEUR HYDRAULIQUE

Unité : ha.

	SUPERFICIES NOUVELLES A EQUIPER					SUPERFICIES A REAMENAGER					ASSAINISSEMENT				
	70	71	72	73	Total	70	71	72	73	Total	70	71	72	73	Tot.
Bou-Namoussa	1 000	1 700	2 000	2 000	6 700										
Cheria	100	170			270										
Annaba	1 100	1 870	2 000	2 000	6 970										
Lutaud			1 000		1 000				1 000	1 000					
Atouta						1 000	1 000	1 000	1 000	4 000					
Remila			100	100	200		200	200	100	500					
Tolga		60			60			400		400					
Sidi-Okba		50	100		200	200	200	250	450	1 100					
Aurès	50														
Aurès	50	110	1 200	100	1 460	1 200	1 400	1 850	2 550	7 000					
Hamma	200	200			400										
Divers	300	500	200	200	1 200		300	300	200	800					
Constantine	500	700	200	200	1 600		300	300	200	800					
Ksob						150			2 000	2 150					
Ghallal			150		150										
Divers	100	100	530	60	790	190		250	250	690				300	300
Sétif	100	100	680	60	940	340		250	2 250	2 840				300	300
Soummam				500	500				1 500	1 500					
M'Chedallah									1 500	1 500					
Soummam				500	500										
Zone côtière (3, 4, 5)			300	300	600										
Divers	600	1 100			1 700	200					200	300	200		50
Gde. Kabylie	600	1 100	300	300	2 300	200					200	300	200		50
Hamiz lit.				300	300				1 800	1 800					
Hamiz Pl.									2 000	2 000					
Sahel				1 000	1 000				4 500	4 500					
Alger				1 300	1 300				8 300	8 300					
Oued Chaar	400				400										
Rocher desel			650		650										
Fourrages			1 000	1 000	2 000										
Epanage			1 000	1 000	2 000										
Kef Lasfar								500		500					
Titterl.	400		2 650	2 000	5 050			500		500					

Unité : ha.

	SUPERFICIES NOUVELLES A EQUIPER					SUPERFICIES A REAMENAGER					ASSAINISSEMENT				
	70	71	72	73	Total	70	71	72	73	Total	70	71	72	73	Tot.
Haut Cheliff Rouina	300	1 500	2 000	2 000	5 500 300			2 750	2 750	5 500					
El-Asnam	300	1 500	2 000	2 000	5 800			2 750	2 750	5 500					
Bas-Cheliff				1 000	1 000				3 000	3 000					
Ain-Skhouna Divers	200	500	500	500 165	1 700 165	50				50					
Tiaret	200	500	500	665	1 865	50				50					
Saida				500	500				1 500	1 500					
Abra Divers		150			150	100			500 100	500 200				5000	5000
Oran		150			150	100			600	700				5000	5000
Maghnia Basse Tafna Tlemcen Divers		1 000	1 500	1 500 600 150	4 000 600 300	1 040	567		1 000	1 607					
Tlemcen		1 000	1 650	2 250	4 900	1 040	567		1 000	2 607					
Abadla Divers	1 100 100	1 000 150	1 000	1 000	4 100 250	50	50	150	200	450					
Saoura	1 200	1 150	1 000	1 000	4 350	50	50	150	200	450					
Oued Rhir Divers	550	100 970	150 510	210	250 2 240	270	200 660	600 1 700	800 2 850	5 480	750	200 750		2000 1500	2200
Oasis	550	1 070	660	210	2 490	270	860	2 300	2 850	6 280	750	950		2000	3700
Totaux	5 000	9 250	12 840	14 085	41 175	3 250	3 177	8 100	26 700	41 227	1050	1150		7300	9500

Le programme de mise en valeur hydraulique comporte un grand nombre d'opérations situées en de très nombreux points du territoire national.

Il est difficile de prévoir avec certitude, opération par opération, l'échéancier des réalisations attendues.

Il est possible en effet que le rythme de certains travaux puisse être accéléré, alors que celui d'autres travaux sera ralenti pour des raisons qu'il est difficile de prévoir.

De façon un peu arbitraire, cependant, cet échéancier des réalisations a été établi qui permettrait de réaliser le programme impérativement fixé au cours de la période quadriennale.

INCIDENCES FINANCIERES

Les moyens financiers nécessaires à la réalisation du programme quadriennal sont de deux sortes :
ceux qui relèvent des crédits et budgets de fonctionnement,
ceux qui relèvent des crédits et budgets d'équipement.

Seuls sont présentés ici les besoins financiers qui concernent les équipements retenus dans le cadre du programme fixé impérativement (à l'exclusion toutefois des équipements administratifs).

Ces investissements se ventilent *approximativement* de la façon suivante :

	Millions de DA		Millions de DA
Hydraulique		Production végétale	
Etudes	50	Pépinières	70
Irrigations nouvelles	557	Semences	10
Réaménagement	310	Cultures industrielles	31
Assainissement	28	Céréales et maraîchage	3
Remembrement	16	Plantations arboricoles	280
Equipement interne des parcelles	139	Plantations viticoles	194
TOTAL :	1 100	Améliorations arboricoles	56
		TOTAL :	644
Forêts et D.R.S.		Production animale	
Etudes	3	Pastoralisme	150
Pépinières	12	Elevage bovin	151
Aménagement forestier	2	Santé animale	10
Améliorations forestières	1	Autres élevages	60
Postes-vigies	1	Aviculture - Apiculture	6
Bornage	2	Divers	45
Tranchées pare-feu	22	TOTAL :	
Pistes	40		
Brise-vent	5	Infrastructure	
DRS : Travaux neufs	100	Stockage	15
DRS : Grosses réparations	22	Abattoirs	4
Reboisement : Travaux neufs	170	Industries laitières	1
Reboisement : Grosses réparations	2	Aliments du bétail	
Réserve de chasse	4	Recherche Agronomique	
Rénovation rurale et divers	34	Divers	
TOTAL :	420	TOTAL :	
Matériel agricole			
Secteur socialiste	620		
Secteur privé	160		
TOTAL :	780		

Le montant global de ces crédits s'élèvent à environ 4 milliards de dinars qui se répartissent de la façon suivante :

Branches	(millions de DA)	
Hydraulique	1.100	
Forêts D.R.S.	420	
Production végétale	644	
Production animale	450	
Matériel agricole	780	
Infrastructure	289	
Etudes et Recherches	40	
DER - Plein emploi, prêts (1)	294	(1) non affectés aux rubriques précédentes.
TOTAL :	4.017	

L'ensemble des investissements prévus dans l'agriculture se répartira de la façon suivante dans le courant de la période quadriennale :

ENSEMBLE DES INVESTISSEMENTS

Unité : Millions de D. A.

Investissements	1970	1971	1972	1973	Total
Ensemble agriculture et pêche	720	910	1 110	1 400	4 140
dont - pêche	28	30	31	34	123
dont - agriculture	692	880	1 079	1 366	4 017

BESOINS EN CADRES

Le manque de cadres constitue actuellement un goulot d'étranglement majeur au progrès de l'agriculture. Le déficit s'observe à tous les stades de la production et à tous les niveaux de qualification, malgré l'effort réalisé en matière de formation depuis l'Indépendance.

Le nombre de cadres sur le terrain est si faible que les capacités d'absorption de la production de l'appareil de formation sont quasiment illimitées. Dès lors la détermination des besoins optimums ne peut avoir qu'une valeur relative.

Elle est cependant indispensable compte tenu des délais de formation d'une part, et des délais pour l'adaptation de l'appareil de formation d'autre part.

La planification des besoins conditionne en effet la planification de l'appareil de formation.

La dialectique besoin-formation implique que soient nettement distinguées deux périodes :

La première va jusqu'en 1980. Elle permettra de fixer les objectifs d'encadrement à atteindre en 1980 de manière à orienter dès la première année du Plan, la politique à suivre en ce domaine.

La seconde correspond à la période de réalisation du plan quadriennal. Elle permettra de dégager les besoins minimums qui sont en tout état de cause indispensables à l'exécution du Plan.

1 - PERSPECTIVES 1980

II - BESOINS EN CADRES

L'état actuel de l'appareil statistique rend aléatoire la connaissance des besoins théoriques d'encadrement durant la période 1974-1980. Ceux-ci sont fonction des choix quant à la nature des structures d'encadrement, elles-mêmes dépendantes du niveau prévisible des forces productives.

La détermination des besoins théoriques requiert donc une série d'études très précises, des délais suffisants. Ces études devront être entreprises dès les premières années de l'exécution du plan quadriennal. A ces conditions seulement, la connaissance des besoins sera opérationnelle.

Cependant les délais de formation — en particulier pour les cadres supérieurs — s'ils rendent nécessaire de préciser les besoins futurs, n'imposent pas obligatoirement de connaître des besoins futurs optimums. Il suffit de connaître les besoins minimums qui découlent des principaux goulots d'étranglement actuels ou facilement prévisibles.

Compte tenu des remarques précédentes, ces besoins minimums prévisibles pour la période 1974-1980 sont compris dans les fourchettes suivantes :

Niveau V : 5.000 à 6.000 Ingénieurs et assimilés,

Niveau IV : 12.000 à 15.000 Techniciens et assimilés,

Niveau III : 30.000 à 35.000 Agents techniques,

Niveau II : 70.000 à 80.000 Ouvriers qualifiés.

12 - SATISFACTION DES BESOINS MINIMUMS

Pour la formation d'ingénieurs, l'Institut Technologique Agricole (I.T.A.) a été créé. La première promotion a été recrutée en 1970. Le nombre d'entrées en première année sera progressivement augmenté afin de pouvoir disposer en 1978 d'environ 5.000 ingénieurs formés par ce canal. L'étude des besoins en cadres qui a débuté en 1970 devrait très rapidement déboucher sur les spécialisations à enseigner en priorité.

Un certain nombre d'ingénieurs sera, d'autre part, formé par l'Institut d'El-Harrach. Durant la période 1974-1980, à raison d'une promotion de 40 par an, 300 ingénieurs seront formés par cet institut. Il en a été tenu compte pour mémoire dans le tableau qui suit.

• *Pour la satisfaction des besoins en techniciens*, le développement des écoles régionales d'agriculture devra être poursuivi. Le planning de formation de techniciens devra toutefois respecter l'échelonnement des sorties d'ingénieurs pour s'assurer de leur totale utilisation. Parallèlement des moyens originaux de formation de techniciens devront être mis en place, afin de pouvoir disposer d'une masse suffisante de formateurs, de vulgarisateurs qui démultiplieront l'efficacité de l'appareil de formation pour les niveaux inférieurs III et II.

Pour la satisfaction des besoins en ouvriers qualifiés, le planning de formation, compte tenu des moyens jusqu'à présent mis en œuvre, devrait suivre l'évolution suivante :

1974	75	76	77	78	79	80	Total
6000	6500	7000	7500	8000	8000	8000	51,000

Le nombre de cadres nouveaux qui seront formés par l'appareil d'éducation agricole et qui entreront dans la vie active durant la période 1974-1980 sera donc de :

Ingenieurs d'Etat .. .	300 niveau VI
Ingenieurs d'application .. .	5 500 niveau V
Ingenieurs total .. .	5 800
Techniciens .. .	12 000 niveau IV
Agents techniques, et ouvriers qualifiés .. .	51 000 niveaux III et II

13 . POLITIQUE PRECONISEE

La comparaison de la production de l'appareil de formation avec les besoins minimums exigés par le développement de l'agriculture fournit les indications suivantes :

- Les besoins d'encadrement aux niveaux V et IV semblent pouvoir être globalement satisfaits, assez difficilement pour le niveau IV, beaucoup plus aisément pour le niveau V.
- Cependant l'équilibre minimum ne pourra être réalisé pour les niveaux inférieurs, III et II que si des moyens complémentaires de formation sont mis en place.

Les actions à mener dans le domaine de la formation devraient donc s'engager dans la voie d'une harmonisation des politiques de formation entre les différents niveaux d'encadrement, de manière à permettre l'utilisation optimum des cadres supérieurs et moyens.

Ces actions devraient porter, en priorité, sur la formation d'un quantum approximatif de 100.000 cadres de niveaux III et II et de 12.000 de niveau IV, compte tenu du nombre d'ingénieurs qui seront formés et qui, pour devenir productifs, impliquent l'existence d'un volume déterminé d'encadrement aux autres niveaux.

2 - PERSPECTIVES 1973

21 - BESOINS MINIMUMS POUR LA REALISATION DU PLAN

Les projets inscrits dans le Plan accéléreront le développement de l'agriculture. Toutefois leur réalisation implique qu'un certain nombre de conditions soient réunies. En particulier ces projets devront être assurés de l'encadrement nécessaire.

Les besoins exprimés ci-dessous sont les besoins supplémentaires par rapport à la situation existante. Ils indiquent le nombre de cadres des niveaux VI, V, et IV qu'il conviendrait de recruter durant la période quadriennale. Ces effectifs correspondent à l'encadrement technique des services administratifs responsables de l'exécution des projets, ils incluent les cadres nécessaires à la réalisation du programme de formation agricole.

Ingénieurs d'Etat	200 niveau VI
Ingénieurs d'application	600 niveau V
Ingénieurs total	800
Techniciens	1 900 niveau IV.

22 - CAPACITES DE L'APPAREIL DE FORMATION

Les efforts déployés ces dernières années dans le domaine de la formation agricole se concrétiseront au cours de l'exécution du Plan quadriennal. Néanmoins la production de l'appareil de formation restera faible.

Ainsi au cours du Plan quadriennal seront formés :

Niveau V. 250 ingénieurs dont 120 à El-Harrach.
130 à l'Etranger.

Niveau IV. 2.400 diplômés des Ecoles Régionales d'Agriculture.

Les besoins en personnel qualifié de niveaux II et III pourront être satisfaits à la condition que l'on accroisse dès 1970 les C.F.P.A. existants et que l'on crée de nouveaux C.F.P.A.

Il faut noter cependant que pour les Niveaux III et en dessous il est possible de procéder à une formation rapide sur le terrain. Ainsi certains commissariats de mise en valeur préfèrent assurer eux-même cette formation à ce niveau.

Le véritable problème se situe donc au niveau des ingénieurs et des techniciens. Avec le calcul des besoins exprimés de façon stricte il ne semble pas insoluble, à condition de faire appel à une coopération étrangère.



PARTIE IV

RESULTATS ATTENDUS

CRÉATION D'EMPLOIS.....110

RÉSULTATS CHIFFRÉS.....113

1 - EVOLUTION DES SUPERFICIES..... 113

2 - EVOLUTION DU CHEPTEL.....114

3 - EVOLUTION PRODUCTIONS ET RENDEMENTS....115

4 - ACCROISSEMENT DE LA CONSOMMATION.....116

5 - EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR.....118

CREATION D'EMPLOIS

1 - DONNEES DE BASE

L'Agriculture est actuellement le secteur d'activité économique qui dispose de la force de travail la plus élevée et qui offre le plus d'emplois.

II - FORCE DE TRAVAIL

L'évaluation de la force de travail prend en compte le nombre de personnes en âge de travailler (18-59 ans) qui sont effectivement au travail ou à la recherche d'un emploi. Il y a lieu dans l'évaluation de la force de travail de prendre essentiellement en compte la population masculine de 18 à 59 ans et d'en déduire les étudiants de plus de 18 ans, les personnes qui abandonnent toute activité professionnelle avant 59 ans, et les personnes inaptes au travail, ce qui correspond à un abattement estimé à 10 %.

La force de travail ainsi définie est une force théorique qui peut être connue à partir des données démographiques,

EVOLUTION DE LA FORCE DE TRAVAIL

Unité : effectif en millions de personnes.

DESIGNATION	1969		1973		1980	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Population agricole	7,7	58	8,5	57	10,1	55
Population non agricole	5,5	42	6,5	43	8,4	45
Population totale	13,2	100	15,0	100	18,5	100
Force de travail théorique agricole	1,54	58	1,73	58	2,00	57
Force de trav. théorique non agric.	1,10	42	1,22	42	1,50	43
Force de travail théorique totale...	2,64	100	2,95	100	3,50	100

Source : Plan quadriennal 1970-1973 Rapport général page 134.

Selon les données de base contenues dans ce tableau, l'agriculture dispose actuellement de 58 % de la force de travail théorique nationale.

12 - NIVEAU ACTUEL DE L'EMPLOI

Les données du Recensement de la population et les résultats de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles permettent d'estimer que l'effectif de la population active réelle était en 1966 de l'ordre de 2.400.000 personnes dont 54 % soit 1.300.000 avaient un emploi dans les exploitations agricoles.

Ces 1.300.000 emplois agricoles se répartissent en :

1.050.000 emplois dans le secteur privé.

250.000 emplois dans le secteur autogéré.

Les travailleurs agricoles ont un taux d'activité très faible, qu'il est d'ailleurs difficile de connaître avec précision surtout dans le secteur privé. En attendant que soient connus les résultats de l'enquête sur la main-d'œuvre il est admis qu'une campagne agricole représente environ 150 millions de journées de travail (à l'exclusion du travail féminin). Ce volume d'emploi rapporté au 1.300.000 personnes travaillant dans les exploitations agricoles donne un taux d'occupation par ouvrier de 115 jours de travail par an. Cette moyenne globale recouvre en fait une grande diversité selon les secteurs.

Les travailleurs du secteur autogéré ont un taux moyen d'activité de 190 jours par an, alors que ceux du secteur privé travaillent environ 85 jours par an, avec des écarts importants autour de cette moyenne.

2 - INCIDENCES DU PLAN SUR L'EMPLOI

Le développement de l'agriculture tel qu'il est prévu durant la période quadriennale, exigera un accroissement du nombre de journées de travail, ce qui permettra la création d'emplois supplémentaires ainsi que l'élévation du taux d'activité des personnes déjà intégrées dans le processus de production.

21 - EMPLOIS CREEES PAR LA REORGANISATION ET L'INTENSIFICATION DES PRODUCTIONS

L'intensification des cultures : suppression de la jachère, multiplication des façons culturales, entretien du capital foncier,

la nouvelle répartition des productions : arboriculture, cultures industrielles, cultures fourragères,

le développement de l'élevage : élevage bovin et ovin dans le secteur autogéré, petits élevages dans le secteur privé,

entraîneront, d'ici 1973, la création d'environ 15 millions de journées de travail supplémentaires, malgré la diminution de l'emploi causée par l'arrachage du vignoble.

Ce chiffre de 15 millions de journées de travail supplémentaires a été obtenu par une estimation rapide ; il pourrait être rectifié, compte tenu des résultats d'une étude en cours sur l'emploi dans l'agriculture.

22 - EMPLOIS CREEES PAR LE PLAN D'INVESTISSEMENTS

Les chantiers de mise en valeur créeront des emplois nouveaux, qui permettront la fixation d'une partie de la population rurale.

En plus des emplois, créés par la mise en place des équipements et des aménagements, des emplois permanents résulteront de l'utilisation de l'infrastructure après la période quadriennale.

Trois grandes catégories de travaux vont requérir une masse importante de main-d'œuvre durant la durée du Plan :

221 LA RENOVATION RURALE

Le programme porte sur l'aménagement en 20 ans d'un million d'hectares dont 40.000 ha seront traités au cours du quadriennal. Cette action entraînera la création de 8 millions de journées de travail pendant la durée du plan.

222 LES TRAVAUX DE REBOISEMENT ET DE D.R.S.

Ces travaux comportent plusieurs catégories :

- travaux de reboisement et de DRS proprement dits,
- travaux d'aménagement et d'entretien des forêts,
- programme C.P.R.,
- chantiers du Service national et du plein-emploi,
- aménagement de la steppe.

Au total l'ensemble de ces travaux permettront la création de 67 millions de journées de travail environ.

223 LES TRAVAUX D'EQUIPEMENT HYDRAULIQUE

Ces travaux seront à l'origine d'une extension des superficies irriguées et d'une substitution de production dont les conséquences sur l'emploi ont été comptabilisées dans le paragraphe précédent.

En outre la réalisation des chantiers de grande et moyenne hydraulique entraînera une mobilisation du travail de l'ordre de 20 millions de journées environ.

Les divers travaux de mise en valeur énumérés ci-dessus se traduiront par la création de 95 millions de journées de travail, dont 35 millions pendant l'année terminale du plan. Traduit en nombre d'emplois créés, sur la base d'un emploi pour 200 jours de travail, le Plan d'investissement agricole déterminera l'évolution suivante :

TRAVAIL CREE PAR LE PLAN D'INVESTISSEMENT AGRICOLE

Création d'emplois	1969	1970	1971	1972	1973	1970-73
Nombre de journées de travail (en millions)	(8)	13	20	27	35	+ 27
Nombre d'emplois créés annuellement	(40 000)	65 000	100 000	135 000	175 000	+ 135 000

En conclusion, la participation de l'agriculture à la résorption du sous-emploi se manifesterait durant la période quadriennale :

- par l'effet emploi dans la production qui entraînera une meilleure utilisation des travailleurs employés dans l'Agriculture, et dans une moindre mesure la création d'emplois supplémentaires,
- par l'effet emploi des investissements qui exigeront d'année en année, un nombre croissant de travailleurs pour leur réalisation.

23 - TABLEAU RECAPITULATIF

EVOLUTION DE L'EMPLOI DANS L'AGRICULTURE

	1969	1973	Accroissement.
Force de travail théorique agricole (1)	308	346	38
UTILISATION :			
Production	150	165	15
Investissements	8	35	27
Total	158	200	42
Taux d'emploi théorique	51 %	58 %	+ 7 %

(1) La force du travail théorique a été calculée sur la base de 200 journées de travail par personne en âge de travailler et aptes à le faire.

RESULTATS CHIFFRES

1. EVOLUTION DES SUPERFICIES

Unité : ha.

CULTURES TEMPORAIRES	Année de Base			1973		
	Secteur Socialiste	Secteur Privé	Total	Secteur Socialiste	Secteur Privé	Total
<u>Céréales d'hiver</u>						
Ensemble	800 000	2 300 000	3 100 000	800 000	2 200 000	3 000 000
<u>Céréales d'été</u>						
Riz	1 400	200	1 600	1 800	200	2 000
Mais	2 000	2 000	4 000	7 000	3 000	10 000
Sorgho	600	1 000	1 600	7 900	2 100	10 000
Ensemble	4 000	3 200	7 200	16 700	5 300	22 000
<u>Légumes secs</u>						
Ensemble	50 000	35 000	85 000	60 000	4 000	100 000
<u>Cultures fourragères</u>						
Ensemble	60 000	30 000	90 000	280 000	200 000	480 000
<u>Cultures maraichères</u>						
Superficies réelles	37 000	35 000	72 000	42 000	39 000	81 000
<u>Cultures industrielles</u>						
Tabac à fumer	2 500	5 400	7 900	3 000	6 000	9 000
Tabac à mâcher	230	770	1 000	230	770	1 000
Tabac total	2 730	6 170	8 900	3 230	6 770	10 000
Coton	3 900	100	4 000	6 000	500	6 500
Tournesol	330	-	330	18 000	12 000	30 000
Tomates industrielles	2 000	3 000	5 000	5 100	3 800	8 900
Betterave	2 480	200	2 680	4 400	1 300	5 700
Plantes à parfum	900	60	960	1 750	250	2 000
Cult. indust. ensemble	12 340	9 530	21 870	38 480	24 620	63 100
Ensemble des cultures temporaires.	963 340	2 412 730	3 376 070	1 237 180	2 508 920	3 746 100
Jachères	553 000	2 327 000	2 880 000	323 000	2 152 000	2 475 000
Ensemble des terres assolables	1 516 340	4 739 730	6 256 070	1 560 180	4 660 920	6 221 100

Unité : ha.

CULTURES PERMANENTES	Année de Base			1 9 7 3		
	Secteur Socialiste	Secteur Privé	Total	Secteur Socialiste	Secteur Privé	Total
Arboriculture :	38 000	5 000	43 000	40 000	5 000	45 000
Agrumes	5 600	4 000	9 600	20 800	9 200	30 000
Arbres à pépins et noyaux						
Figuiers	2 000	28 000	30 000	6 000	37 000	43 000
Amandiers	2 500	1 500	4 000	5 000	7 000	12 000
Oliviers	27 000	63 000	90 000	37 000	83 000	120 000
Palmiers dattiers	4 000	41 000	45 000	4 500	42 500	47 000
Noyers et pacaniers	-	-	-	2 000	2 000	4 000
Caroubiers	1 000	2 000	3 000	2 000	2 000	4 000
Total arboriculture	80 100	144 500	224 600	117 300	187 700	305 000
Viticulture						
Ensemble	271 000	35 000	306 000	220 000	35 000	255 000
Prairies naturelles	15 000	20 000	35 000	15 000	20 000	35 000
Ensemble des cultures permanentes.	366 100	199 500	565 600	352 300	242 700	595 000

Unité : ha.

Superficie Agricole Utile	Année de Base			1 9 7 3		
	Secteur Socialiste	Secteur Privé	Total	Secteur Socialiste	Secteur Privé	Total
Terres assolables	1 516 340	4 739 730	6 256 070	1 560 180	4 660 920	6 221 100
Cultures permanentes	366 100	199 500	565 600	352 300	242 700	595 000
Ensemble de la S. A. U	1 882 440	4 939 230	6 821 670	1 912 480	4 903 620	6 816 100

2. EVOLUTION DU CHEPTEL

CHEPTEL BOVIN

Unité : Nbre de têtes

SECTEURS	Qualité du Cheptel	1968	1973	Croissance du troupeau.
Socialiste	Race sélectionnée	24 000	114 000	+ 90 000
Secteur Privé	Race sélectionnée	70 000	116 000	+ 46 000
	Race locale améliorée	-	250 000	+ 250 000
	Race locale	750 000	500 000	- 250 000
Secteur privé total	Toutes races	820 000	866 000	+ 46 000
Ensemble	Toutes races	844 000	980 000	+ 136 000

CHEPTEL OVIN

SECTEURS	1968	1973	Croissance du troupeau.
Secteur socialiste	200 000	1 000 000	+ 800 000
Secteur privé	7 000 000	7 000 000	-
Ensemble	7 200 000	8 000 000	+ 800 000

N.B : Le million d'ovins qui appartiendront au secteur socialiste en 1973 se répartiront de la façon suivante :

500 000 seront engraisés dans des domaines pratiquant l'embouche.
500 000 seront élevés dans des domaines pratiquant l'association culture-élevage.

EVOLUTION DES PRODUCTIONS ET DES RENDEMENTS

31 - EVOLUTION DES PRODUCTIONS VEGETALES

PRODUITS	Année de Base		1973		1980
	Productions q.	Rendements Moyens q/ha.	Productions q.	Rendements q/ha.	Productions q.
Céréales d'hiver					
Blé dur	10 000 000	5,7	12 800 000	8,0	14 000 000
Blé tendre	4 000 000	6,8	6 500 000	9,3	12 000 000
Orge	4 000 000	5,5	4 700 000	7,0	6 500 000
Avoine	200 000	4,0	300 000	6,0	500 000
Ensemble	18 200 000	5,9	24 300 000	8,1	33 000 000
Céréales d'été					
Riz	50 000	30	100 000	50	210 000
Maïs	45 000	11	300 000	30	750 000
Sorgho	14 000	8,5	150 000	15	375 000
Légumes secs					
Ensemble	450 000	5,3	670 000	6,7	1 140 000
Cultures fourragères					
Unités fourragères (10 ⁶)	100		609		---
M. A. D.	90 000		630 000		---
Maraîchage					
Pommes de terre	2 380 000	66	4 000 000	100	5 850 000
Tomates	770 000	96	1 500 000	150	2 200 000
Ensemble	6 400 000	75	10 000 000	100	16 050 000
Cultures industrielles					
Coton brut	25 000	6,2	103 000	15,9	220 000
Coton fibre	8 000	2,0	31 000	5,3	70 000
Graines de coton	12 000	3,0	52 000	8,0	110 000
Betteraves (1)	900 000	300	2 000 000	400	3 000 000
Sucre	120 000		260 000		390 000
Tomates industrielles	390 000	60,0	700 000	80,0	---
Tournesol :					
Graines	2 000	6,0	307 000	10,2	700 000
Huile (hl)	800		120 000		280 000
Tabac à fumer	46 000	5,8	63 000	7,0	83 000
Tabac à priser et à macher	20 000	20,0	20 000	20,00	---
Arboriculture (2)					
Agrumes	4 000 000	93	4 800 000	110	5 900 000
Noyaux et pépins	633 000	65	785 000	80	5 000 000
Figues sèches	93 000	3	115 000	3,5	180 000
Amandes sèches	17 000	4,2	20 000	5	100 000
Olives à huile	1 300 000	16	1 550 000	18	2 000 000
Huile d'Olive (hl)	200 000		230 000		316 000
Olives de table	200 000		250 000		270 000
Dattes	1 300 000	27	1 400 000	30	---
Viticulture					
Vin (hl)	9 000 000	30	8 000 000	35	---
Raisin de table (1)	340 000	50	425 000	50	1 250 000
Raisin sec	-		-		200 000

(1) Programmes impérativement retenu

(2) Les rendements ont été calculés à partir des superficies en rapport à l'exclusion des jeunes plantations.

32 - EVOLUTION DES PRODUCTIONS ANIMALES

PRODUITS	Unité	Année de Base	1973	1980
		Production	Production	Production
Viande (1)				
Total	Tonne	105 000	142 000	184 000
dont bovine	"	21 000	31 000	---
Ovine	"	40 000	50 000	---
Poulets	"	24 000	36 000	56 000
Autres	"	15 000	17 000	---
Abats	"	5 000	8 000	---
Lait	Litres	480 000 000	650 000 000	1 125 000 000
Oeufs	Unités	210 000 000	360 000 000	1 000 000 000
Miel	Tonnes	1 500	4 500	

(1) Pour la production de viande, les tonnages retenus pour l'année de base sont peu assurés. Ils pourraient être supérieurs à ceux indiqués (en particulier pour la viande ovine). Les objectifs ne sont donc pas définis par les chiffres en valeur absolue, mais par les progressions :

- + 10 000 tonnes pour la viande bovine
- + 10 000 tonnes pour la viande ovine
- + 12 000 tonnes pour la viande de poulet
- + 2 000 tonnes pour les autres viandes
- + 3 000 tonnes pour les abats.

4 - ACCROISSEMENT DE LA CONSOMMATION

41 - CONSOMATION DE PRODUITS VEGETAUX

PRODUITS	Unité	Année de Base (12,5 Mil. d'habit.)		1973 (15 Mil. d'habit.)		1980 (19 Mil. d'habit.)	
		Consom. totale	Consom. par hab. kg	Consom. totale	Consom. par hab. kg	Consom. totale	Consom. par hab. kg
Céréales d'hiver							
Blé dur	1000 q.	11 400	91	12 800	85	14 000	74
Blé tendre	"	6 200	49	8 800	59	12 000	63
Orge	"	3 600	29	4 700	31	6 500	34
Avoine	"	200	2	300	2	500	3
Ensemble	"	21 400	171	26 600	177	33 000	174
dont consommation humaine	"	16 400	131	20 600	137	26 000	137
animale	"	2 000		3 000		4 000	
semences	"	3 000		3 000		3 000	
Céréales d'été							
Riz (paddy)	1000 q.	100	0,8	150	1,0	210	1,1
Mais	"	130	1,0	400	2,7	800	4,2
Sorgho	"	14	0,1	150	1,0	375	2,0
Maraichage							
Pommes de terre	1000 q.	1 920	15,4	3 300	22	4 950	26
Tomates	"	670	5,4	1 300	8,6	1 940	10
Autres	"	3 110	24,9	4 400	29,3	7 360	38,7
Ensemble	"	5 700	45,7	9 000	60	14 250	74,7

PRODUITS	Unité	Année de Base (12,5 Mil. d'habit.)		1973 (15 Mil. d'habit.)		1980 (19 Mil. d'habit.)	
		Consom. totale	Consom. par hab. Kg.	Consom. totale	Consom. par hab. Kg.	Consom. totale	Consom. par hab. Kg.
Légumes secs							
Ensemble	1 000 q	450	3,5	670	4,5	1 140	6,0
Cultures industrielles							
Tabac à fumer	1 000 q	75	0,6	84	0,6	110	0,6
Tabac à macher	"	18	0,15	18	0,12	---	---
Coton fibre	1 000 q	108	0,9	178	1,2	---	---
Sucre	"	2 200	17,7	2 700	18	3 400	18
Tomâtes industrielles ..	"	320	2,6	390	2,6	540	2,8
Arboriculture							
Agrumes frais	1 000 q	1 800	14,4	2 500	16,7	3 300	17,3
Noyaux pépins	"	633	5,0	785	5,0	3 600	20,0
Amandes sèches	"	17	0,14	20	0,14	94	0,5
Figues sèches	"	93	0,7	100	0,7	150	0,9
Dattes	"	1 100	8,8	1 200	8,0	---	---
Olives de tables	1 000 q	20	0,16	70	0,5	90	0,6
Huiles							
Consommation totale ...	1 000 q	800	6,4	1 000	6,7	1 370	7,2
dont huile d'olive	"	150	1,2	180	1,2	266	1,4
Viticulture							
Vin	1 000 hl	160	1,3	225	1,5	304	1,6
Raisin de table	1 000 q	336	2,7	400	3,3	1 200	6,3
Raisin sec	"	4	0,03	4,5	0,03	200	1,0

42 - CONSOMATION DE PRODUITS ANIMAUX

PRODUCTIONS ANIMALES	Unité	Année de Base (12,5 Mil. d'habit.)		1973 (15 Mil. d'habit.)		1980 (19 Mil. d'habit.)	
		Consom. totale	Consom. par hab. kg.	Consom. totale	Consom. par hab. kg.	Consom. totale	Consom. par hab. kg.
Lait	1000 hl	6 900	55,2	9 000	60	14 250	75
Viande (1)	1000 q	1 020	8,2	1 340	8,9	1 750	9,2
Dont bovine	"	230	1,8	310	2,1	---	---
Ovine	"	400	3,2	500	3,3	---	---
Volailles	"	240	2,0	360	2,4	560	3,00
Autres	"	150	1,2	170	1,1	---	---
Oeufs (2)	1000 u.	217 000	17 u.	360 000	24 u.	1 000 000	53 u.
Poissons	1000 q	160	1,4	400	2,7	760	4,0

(1) Non compris les abats, y compris les importations (Année de base). (2) u : Unité.

5- EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR

PRODUITS	Unité	Année de Base		1973		1980	
		Impor- tations.	Expor- tations.	Impor- tations.	Expor- tations.	Impor- tations.	Expor- tations.
<u>Céréales d'hiver</u>							
Blé dur	1 000 q	1 400	-	-	-	-	-
Blé tendre	"	2 200	-	2 300	-	-	-
Orge	"	-	400	-	-	-	-
Ensemble	"	3 600	400	2 300	-	-	-
<u>Céréales d'été</u>							
Riz	1 000 q	50	-	50	-	-	-
Maïs	"	85	-	100	-	50	-
<u>Légumes secs</u>							
Ensemble	1 000 q	50	50	-	-	-	-
<u>Cultures maraichères</u>							
P. de terre	1 000 q	-	460	-	700	-	900
Tomates	"	-	100	-	200	-	260
Autres	"	-	140	-	100	-	640
Ensemble	"	-	700	-	1 000	-	1 800
<u>Cultures industrielles</u>							
Coton fibre	1 000 q	103	3	144	-	-	-
Sucre	"	2 080	-	2 440	-	2 890	-
Tomates industrielles	"	-	70	-	310	-	-
Tabac à fumer	1 000 q	44	15	21	-	27	-
Tabac à priser et mach.	"	-	2	-	2	-	-
<u>Arboriculture</u>							
Agrumes frais	1 000 q	-	2 000	-	2 000	-	2 000
Noyaux pépins	"	-	-	-	-	-	1 400
Figues sèches	1 000 q	-	-	-	15	-	30
Dattes	"	-	200	-	200	-	-
Olives de table	1 000 q	-	180	-	180	-	180
Huiles d'olives	"	-	50	-	50	-	50
Huiles de graine	"	650	-	700	-	860	-
<u>Viticulture</u>							
Vin	1 000 hl	-	8 500	-	8 500	-	-
Raisin de table	1 000 q	-	4	-	25	-	50
Raisins secs	1 000 q	4	-	4,5	-	-	-
<u>Produits animaux</u>							
Lait	1 000 hl	2 100	-	2 500	-	3 000	-
Oufs	1 000 u.	7 000	-	-	-	-	-

ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS DE STATISTIQUE AGRICOLE

Les personnes et organismes qui désirent recevoir régulièrement les publications de
« Statistique Agricole » doivent en faire la demande à :

Monsieur le Sous-Directeur des Statistiques
Direction des Etudes
Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire
12, Boulevard Colonel Amirouche - A L G E R

Le montant des abonnements sera simultanément vire à la

Régie de Recettes du Ministère de l'Agriculture
et de la Réforme Agraire
12, Boulevard Colonel Amirouche - A L G E R
C. C. P. : 33 00 71

N.B. Inscrire au dos du mandat : Abonnement aux publications de « Statistique Agricole »

ABONNEMENT

— Revue Statistique Agricole	(4 numéros par an)	VERTE	40 DA
— Série Superficies et Productions	(2 numéros par an	BLEUE	10 DA
(Série A et B)			
— Série Prix et Commercialisation ..	(12 numéros par an)	ORANGE	30 DA
ABONNEMENT GLOBAL AUX 3 PUBLICATIONS			80 DA

VENTE AU NUMERO

— Revue Statistique Agricole	VERTE	15 DA
— Série Superficies et Productions : A ou B	BLEUE	5 DA
— Série Prix et Commercialisation	ORANGE	3 DA
— Série Etudes	GRISE	Variable

Ces publications sont également disponibles à la vente à l'adresse suivante :
Ministère de l'Agriculture - Sous-Direction des Statistiques - Tél. 64 79 00 - Poste 513